DERNIÈRE ÉDITION INTERNATIONALE

CLIARANTE-SIXIÈME ANNÉE Nº 13914 - 6 F

DIMANCHE 22-LUNDI 23 OCTOBRE 1989

- FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Le Commonwealth et l'apartheid

ES pays du Common-wealth réunis en Malai-sie devraient adopter d'ici au lundi 23 octobre une attitude claire dans une affaire qui les avait déjà divisés lors de leur précédent sommet, il y a deux ans, à Vancouver : la conduite à tenir à l'égard d'un ancien membre du « club», l'Afrique du Sud, dont la politique d'apar-theid a longtemps résisté à toutes les admonestations.

Plus que jamais, M= Thatcher est opposée aux sanctions décidées par une large majorité. Les évolutions en cours à Pretoria lui servent d'arguments contre des pays comme le Nigé-ria et la Zambie, qui ont opté pour des positions maxima-listes. Sur ses instructions, la délégation britannique s'est retirée vendredi du Comité des retree venoreus un construcción ministres des affaires étran-gères sur l'Afrique australe, chargé de préparer une résolu-tion finale sur la question.

me Thatcher n'a pas maché ses mots : pourquoi « s'amuser à détruire l'économie sud-africaine » par l'économie sud-africaine » par des mesures financières et commerciales alors que « nous passons notre temps à sauver de la pauvreté le reste du continent » ? Elle pense que l'Afrique du Sud offre déjà à sa population noire un niveau de vie supérieur à celui des autres pays et qu'elle pourrait constituer un pôle de développement dont seraient les premiers à hénéficier les Etats de la « ligne de front » qui dénoncent actuel-

henencier les Etats de la « ligne de front » qui dénoncent actuellement leur puissent voisin.

De façon moins abrupte, certains libéraux sud-africains disent des choess assez semblables. Un des chefs du Parti démocrate, M. Wynand Malen, qui a eu ces derniers jours de nombreux contacts en France. nombreux contacts en France, juge les sanctions « contreproductives », et le déclare sans ambages. Ces libéraux inclinent à accorder le bénéfice du doute au président De Klerk et à le

Une partie du Congrès américain, selon les déclarations récentes de M. Herman Cohen, secrétaire d'Etat adjoint chargé de l'Afrique, serait d'accord avec l'administration du prési-dent Bush pour reporter à l'été prochain le débat sur les sanc-tions. Sans renforcer celles-ci, l'équippe du charge et de l'équipe du successeur de M. Reagan reconnaît qu'elles ont pu inciter la communauté blanche à réfléchir.

A LORS que le Common-wealth, pour sa part, retient le principe des sanctions mais discute de l'opportunité de les moduler en fonction du cré-dit variable que les uns et les autres accordent à M. De Klerck, des sons un peu discor-dants arrivent du côté des nationalistes noirs en ce qui concerne la lutte armée. Son abandon est hors de question, dit un des chafs du Congrès national africain (ANC) récem-ment libéré, M. Walter Sisulu. Mais, selon un autre responsa-Mais, seion un autre responsa-ble sorti de prison, M. Osca-Methe, le chef du mouvement, M. Nelson Mandela, est mainte-nant opposé à la violence et déconseille même les jets de pierres contre les automobi-

En même temps, en Zambie, le « comité exécutif national » de l'ANC appelle à une « campa-gne de défi par la masse » et à une augmentation du potentiel « offensif politico-militaire ». On peut déjà se demander si la branche de l'ANC installée à l'étranger ne craint pas une légalisation d'une branche interne conduite par certains dirigeants libérés. M. Walter Sisulu a beau dire que les nations de le nalistes forment une « seule organisation », le problème de l'« interlocuteur valable » se posera peut-être un jour.



COUNTY BEST

Absence de majorité à l'Assemblée

Budget: M. Rocard engage

M. Rocard a été contraint d'engager la responsabilité de son gouvernement, conformément à l'article 49-3 de la Constitution, samedi matin 21 octobre à l'Assemblée nationale, sur la première partie (recettes) du projet de loi de finances pour 1990. Les communistes ayant décidé de voter contre, le gouvernement ne disposait pas d'une majorité. M. Rocard n'a pu s'assurer la neutralité de certains centristes en raison de la pression exercée par M. Méhaignerie sur ses amis. L'opposition a déposé une motion de censure qui sera discutée lundi à l'Assemblée nationale.

Querelles au centre et à gauche

Ve République a avoir besoin d'un sérieux coup de pouce constitutionnel pour passer outre l'hostilité d'une majorité de députés (les précédents remon-tent à 1959 et 1979).

L'année dernière le gouverne-ment était parvenu grâce à un savant jeu de bascule, à obtenir simultanément l'abstention du groupe communiste et des cen-tristes de l'UDC. En un an, le contexte politique s'est singulièrement modifié.

Du côté des communistes, il est-clair que la tentation estgrande de chercher à « surfer » sur la vague du mécontenter social en prenant le SMIC à 6 500 francs comme point d'appui. La référence « aux luttes sociales » a jalonné la dis-

Le projet de budget 1990 est cussion budgétaire comme le troisième depuis le début de la autant de tracts. Le PCF peut autant de tracts. Le PCF peut donc se targuer auprès de ses militants - à Bercy ou chez Peugeot - d'avoir poussé le gouvernement dans ses retranchements constitutionnels. Pour autant, les voix de M. André Lajoinie et de ses amis ne devraient pas se mêler à celle de la droite lors du vote de censure de lundi.

> Contrairement à M. Lajoinie, M. Pierre Méhaignerie a eu quelques difficultés à mobiliser tout son monde. Une partie de ses troupes - petite mais suffisante nour assurer une majorité an gonvernement - risquait de faire bande à part en s'abste-

PIERRE SERVENT Lire la suite page 6

Le conflit des finances s'aggrave

Les syndicats refusent la responsabilité du gouvernement les propositions de M. Bérégovoy

Le conflit des finances est toujours dans l'impasse, après l'échec des négociations, dans la soirée du 20 octobre, entre M. Pierre Bérégovoy et les syndicats. Le ministre a souligné qu'il était allé « au-delà du possible » en proposant une prime spécifique mensuelle de 315 F.

Les syndicats ont jugé ces mesures insuffisantes, même si FO reconnaissait certaines avancées. La grève devrait donc se poursuivre lundi 23 octobre, avec des conséquences de plus en plus sensibles pour l'Etat, les entreprises et les



Lire page 13 l'article de Jean-Michel Normand

Liban

Vers un dénouement à la réunion de Taëf

Week-end sans doute décisif à Taëf, en Arabie saoudite. Après trois semaines de négociations, les soixante-deux députés s'apprêtaient, samedi 21 octobre, à donner leur réponse aux ultimes propositions de réforme faites par le comité tripartite arabe. Le chef prince Fayçal, était rentré vendredi de Damas, où il avait eu de très longues discussions avec les dirigeants syriens.

Lire page 4 l'article de notre envoyée spéciale Françoise Chipaux

Démocratisation en Hongrie

Le Parlement a adopté une loi qui ouvre le voie à des élections libres au premier semestre de 1990 page 3

San-Francisco:

bilan en baisse Les première évaluations du nombre des victimes du séisme semblent avoir été excessives. de cinquante quatre morts et d'une centaine de disparus page 8

Grand Jury RTL-«le Monde»

M. Jacques Dalors, président de la Commission des communautés européennes, invité dimanche à partir de 18 h 30 Le sommaire complet

Naplouse, cité rebelle

Inquiétante « dérive » de l'intifada dans la première ville de Cisjordanie

(Cisjordanie)

de notre envoyé spécial

< Abou Ammar, donne-nous des armes! » Un court instant, une matinée d'octobre, les ruelles de la vieille ville ont résonné de ce slogan rageur. Sous les vénérables voûtes de la casbah, des jeunes Palestiniens, masqués, en appelaient au chef de l'OLP; ils exhortaient Yasser Arafat à passer du soulèvement civil à la « lutte armée ». Manifestation brève et reflet d'un double sentiment chez nombre de militants nationalistes : l'exaspération devant l'absence de perspective politique et la volonté de répondre coup pour coup à l'armée israélienne.

Mais le lieu était tout aussi symbolique. Au cœur de la ville, cernée d'aus-tères collines, enchâssée au creux d'un défilé, la casbah est le théâtre de certains des affrontements les plus durs. Les batailles qui s'y livrent préfigurent sou-vent ce que pourrait devenir l'intifada dans le reste des territoires occupés.

Naplouse - l'antique Sichem - donne le ton, fidèle à sa réputation de cité rebelle à toute tutelle extérieure, conservatrice et militante, puritaine et nationaliste, severe et ombrageuse.

Les Palestiniens l'appellent la monta-gne du Feu – Jebel al Nar, – parce qu'en 1799, dit-on, certaines des troupes de Bonaparte, de retour d'Egypte et voulant prendre Saint-Jean-d'Acre à revers, y furent cernées et piégées dans un bois auquel les Nabulsis - les habitants de Naplouse - avaient mis le feu... . L'histoire des temps modernes, écrivait au début du siècle un voyageur français, nous montre Naplouse en rébellion constante contre les pachas de Damas, ou ceux d'Acre, chargés de l'adminis-

> **ALAIN FRACHON** Lire la suite page 4

(1) Guide de terre sainte, par le Père Barnabé loistermann, réédité en 1935 aux Éditions fran-

Le réveil social en RFA

Le puissant syndicat des « métallos » relance le débat sur la semaine de trente-cing heures

FRANCFORT correspondance

Comme toujours, l'impulsion devrait venir du puissant syndicat des - métallos », l'IG Metall (2,7 millions d'adhérents), dont le congrès s'ouvre dimanche 22 octobre à Berlin-Ouest. La grande vague de grèves de l'été 1984, qui avait paralysé l'industrie automobile allemande pendant sept semaines, représentait la première brèche. Elle avait permis d'aboutir à une réduction du temps de travail dans la métallurgie (4 millions de salariés environ) de 40 à 38,5 heures. Au terme d'une brève passe d'armes, l'IG Metall avait ensuite obtenu en avril 1987 la réduction en deux phases à 37 heures de la durée hebdomadaire ouvrée, qui est entrée en vigueur en avril dernier.

Depuis cet accord historique, qui a fait tache d'huile dans de nombreux autres secteurs, l'économie ouest-allemande ne s'est jamais aussi bien portée grâce, notamment, à une trève sociale rendue

possible par le sameux « Friedensp-flicht » — le devoir de paix sociale interdisant aux syndicats de mener des grèves sauvages tant que les conventions collectives sont en vigueur. Pourtant, les tensions n'ont cessé de s'accroître, particulièrement au vu des «super-profits» réalisés par les firmes allemandes durant les trois années de l'actuelle convention dans la plupart des secteurs-clés comme, par exemple, l'automobile. Les syndicats - IG Metall en tête - n'ont pas caché qu'ils voulaient leur part de ce pactole et pousseraient à de substantielles augmentations de salaires lors des prochaines négociations afin de compenser le retard accumulé depuis 1987 (10 % d'augmentation en moyenne sur trois ans).

La fédération patronale de la métallurgie allemande, Gesamtmetall, a compris

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON Lire la suite page 13

DATES

Il y a soixante ans

le krach de Wall Street

page 2

RÉGIONS



JEAN BOTHOREL

Bernard Grasset

Vie et passions d'un éditeur

La biographie d'un possédé de littérature. Un indispensable voyage au cœur des lettres françaises.

GRASSET

Jean Botherel

GRASSET

Sur le site d'une ancienne centrale de l'EDF Une friche modèle dans les Landes

page 12

A L'ÉTRANGER: Algérie, 4,50 DA; Merce, 6 dir.; Tyrainie, 700 m.; Alternique, 2,50 DM; Autriche, 20 ach.; Belgique, 40 fr.; Canada, 1,85 \$; Antiètes/Réunion, 7,20 F; Côte-d'horine, 315 F CFA; Denemark, 11 in.; Espagne, 160 ps.; (G.B., 60 p.; Grice, 180 dr.; Minnde, 90 p.; Izalie, 2 000 L; Lisye, 0,400 DL; Lusembourg, 40 f.; Norvège, 13 kr.; Paye-Ree, 2,50 fl.; Portugel, 140 esc.; Sánágel, 335 F CFA; Suèce, 1,60 fl.; USA (NY), 1,50 \$; USA (others), 2 s.

Le Monde

Edité par la SARL le Monde Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social: 620 000 F

inaux associés de la société : Société civile • Les rédactours du Monde », Société auonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, géran
et Hubert Beuve-Méry, fondat

5, rue de Monttessay, 75067 PARIS [6] : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71 Têlex MONDPUB 206 136 F

Commission paritaire des journes et publications, nº 57 437 ISSN : 0395 - 2037

Renseignements eur les microfilms : index du Monde au (1) 42-47-99-6

Le Monde TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Tapez LENCONDE ou 36-15 - Tapez LM

> **ABONNEMENTS** BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 69 TEL: (1) 42-47-98-72

W	PLANCE	mulix	SUBSE	AUTRES PAYS 104
3 =====	365 F	399 F	594 F	780 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1490 F
1 ==	1 300 F	1 369 F	1 800 F	2697

ETRANGER Par voie aérienne. Tarif sur demande

RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre réglement à l'adresse cl-dessus

on per MINITEL 3615 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE: Pour tous renseignements : tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

sents d'adresse définités en provi-tos abonnés sont invités à forqua-demande doux sensines avant part. Jointire la dernière bande mui à reure commandance PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT **DURÉE CHOISIE** 6 mois Prénom :

Code postal: Localité: Vauillez avoir l'abligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie. 821 MONO2

Le Monde

Edité par la SARL le Monde Gérant : André Fontaine, directeur de la publication Anciens directaurs : Hubert Bouve-Méry (1944-1969) rues Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef : Daniel Vernet Corédacteur en chaf : Claude Sales Administrateur général :

7 RUE DES ITALIENS. **75427 PARIS CEDEX 09** Tél. : (1) 42-47-97-27 Telex MONDPAR 650572 F; Télécopieur : (1) 45-23-06-81 Il y a soixante ans

Le krach de Wall Street

ILLE neuf cent vingt-neuf : l'année du krach. Aucune autre des du krach. Aucune autre date n'est restée aussi étroitement associée à tout a basculé, le « jeudi noir » 24 octobre... Après dix ans de convulsions, les problèmes tant enfin en voie de règlement.

La stabilisation des grandes monnaies, de nouveau toutes rattachées à l'or, le réinser-tion de l'Allemagne dans le concert des nations, et jusqu'à la recommaissance de l'URSS par les Etats-Unis devaient consarUNSS par les Etais-Unis devaient consa-crer le « retour à la normale » tant attendu depuis 1918. En Amérique, l'élection du républicain Hoover, symbole de foi en la prospérité américaine, avait tout pour rassu-rer les milieux d'affaires et renforcer l'opti-misme ambiant. Trop sans doute.

A la Bourse, en effet, la conflance se tra-duit res une enfeulation tripmphante une

duit par une spéculation triomphante, que Hoover, en toute sincérité, qualifiait plus tard dans ses Mémoires, de « crime pis que l'assassinat ». Les premiers craquements, début septembre, passent presque inaperçus. Puis, durant six longues semaines, la marée demeure presque étale : marché actif, ten-dance incertaine. Le mercredi 23 octobre, plus d'hésitation : la baisse est là.

Et le matin du jeudi 24, après une ouver-ture ferme, c'est le déferlement soudain des ordres de vente. L'historien du krach, John K. Galbraith (1), a décrit ces scènes incures, comme la Bourse déià centenaire de New-York n'en avait jamais connu : « Vers 11 heures, le marché avait dégénéré en une mêlée folle et effrénée pour vendre. Vers 11 h 30, il s'abandonnais à une terreur aveu-gle et sans merci. C'était vraiment la pania... - Une heure plus tard, les autorités que... • Une neure plus late, and a font évacuer la galerie des visisteurs.

A New-York, en 1929, la Bourse est partout : le public des spéculateurs s'agglutine dans les bureaux des courtiers, où l'enregistrement électrique par télétype permet de suivre à distance la chute exaspérante des cours. Des attroupements se sont formés dans Broad Street; un détachement de police est envoyé pour rétablir l'ordre. On compte déjà, en fin de matinée, onze su-cides de spéculateurs ruinés.

La panique, pourtant, n'a pas tout sub-mergé. Avant même toute analyse de ce qui est en train de se passer, une riposte s'organisc. Vers midi, une réunion improvisée au 23 Wall Street, dans les locaux de la banque J.-P. Morgan, face à la Bourse, rassemble une demi-douzaine de grands banquiers. Il n'en sort pas seuler claration rassurante à la presse, mais la décision d'engager des fonds pour contrer la baisse. Si le montant en est resté incomu, on sait que Richard Whitney, président par intérim de la Bourse de New-York, se présente en per-sonne vers 13 h 30 pour placer des ordres d'achat massifs, au nom du consortium, sur un certain nombre de titres stratégiques. Le raffermissement des cours est immédiat.

Dans l'après-midi, le retournement de ten-dance décienché par l'entrée en scène du consortium (l'« aide organisée » des banquiers) résiste aux ordres de vente qui affluent de tout le pays : leur effet d'entrai-nement a été suffisant pour enrayer la réaction en chaîne de baisse. Les cours de clôture, après l'effondrement matinal. témoignent d'une étonnante récupération. L'action de l'U.S. Steel, premier support de la contre-offensive des banquiers, termine en progression sur la veille!

Journée des dupes

Dans l'histoire du krach, le « jeudi noir » apparaît comme une sorte de journée des dupes. La remontée des cours n'a pas effacé les pertes massives de ceux qui ont vendu au plus mauvais moment ; elle ajoutsit même à lour amertuMe. Mais ceux qui avaient acheté dans le sillage des banquiers pou-vaient raisonnablement compter avoir réalisé une bonne affaire.

Le New York Times reflétait sans doute l'opinion dominante, en estimant que la communauté se sentait maintenant « rassurée », puisque la haute finance avait donné la preuve de son aptitude à maîtriser les évé-

Rien ne laissait prévoir, même aux plus pessinistes, encore sous le choc, que le « jeudi noir » ne serait que le point de départ du krach le plus long de l'histoire financière : vingt-deux jours de rebondissements, que la plus savante mise en scène n'aurait su

Le krach de 1929 présente en fait bien des traits du schéma habituel des « bulles spéculatives » mais aussi des mécanismes spécifiques, dont la mise en place se situe plusieurs années en amont de la crise.

Faut-il rappeler d'abord que la montée de la Bourse repose au départ sur des bases solides – puisque la guerre vient d'assurer à l'économie américaine une domination mondiale incontestée? L'expansion record de l'industrie automobile porte la croissance d'ensemble. Non sans à-coups, il est vrai : mais les récessions de 1924 et 1927 ont été vite surmontées. Les profits industriels, tombés à très bas niveau en 1922, se sont reconstitués, et ils augmentent de 156 % entre 1923 et 1929. L'élan est donné ; les anticipations amplifient tout naturellement la hausse de la Bourse.

Des innovations financières soutiennent cet essor. Du côté de la demande, les progrès très rapides du crédit à la consommation accélèrent l'équipement des ménages. En matière de placements, une nouvelle catégo-rie de titres s'offrent au public : ceux des



« fonds d'investissement » (investment trusts), créés pour gérer un portefeuille d'actions de sociétés diverses. Ils font valoir, avec le plus vif succès, la perspective de ren-dements élevés allant de pair avec une sécu-rité sans précédent. Les illusions à ce sujet seront cruellement démenties dès le lendemain du krach. Mais, dans l'immédiat, le succès est foudroyant à partir de 1927 ; les investment trusts prennent de loin la première place dans les émissions nouvelles de

Euphorie

Cet engouement se greffe sur une spéculation déjà bien lancée, dont le trait distinc-tif est alors l'importance des transactions à crédit. La pratique des « achats sur marge » permet au spéculateur de ne verser qu'une fraction du prix total en laissant les titres en dépôt de garantie auprès du courtier. Seul risque pour ce dernier : celui d'une baisse des cours, réduisant la valeur de la garantie ; mais il est alors en droit d'exiger un versemais il est alors en droit d'exiger un verse-ment supplémentaire (« appel de marge ») ou, à défaut, de liquider les titres. En fait, tout danger semble exclu, aussi longtemps que la tendance reste à la hausse. Or, pen-dant trois ans, la spéculation à la hausse garde tout son élan: après avoir gagné 50 % en deux ans (juin 1926-juin 1928), l'indice des valeurs industrielles accélère sa progres-sion. s'élevant de plus de moitié en neuf sion, s'élevant de plus de moitié en neuf mois, jusqu'en septembre 1929.

L'euphorie a-t-elle alors réellement aveuglé les Américains? Les déclarations répétées sur le caractère « fondamentalement sain - de la situation, comme pour conjurer le sort, témoignent peut-être d'appréhen-sions diffuses. Les voix discordantes, en tout cas, n'ont pas manqué pour annoncer l'iné-luctable retournement à la baisse : Paul Warburg, Roger Babson, sans oublier la Harvard Economic Society et le New York Times à des dates diverses. Hoover luimême prenait très au sérieux les dangers de la speculation. Mais comment imagin courage politique nécessaire pour mettre fin à un jeu qui ne faisait que des gagnants ? En somme, les autorités comprensient souvent fort bien le danger d'une situation déséquilibrée, « irréelle - a-t-on dit, caractérisée par le « décollage » entre la hausse spéculative des cours et l'évolution effective des profits, mais tout le problème était de réussir ce que le jargon financier d'aujourd'hui appelle un atterrissage en douceur ».

Wall Street atteint son point culminant début septembre, puis la tendance est incertaine jusqu'au krach : mais ce « plateau » de six semaines ne présente que l'apparrence d'une stabilisation. Du point de vue économique, d'abord : la production industrielle baisse depuis le début de l'été, pour des rai-sons en partie liées à l'emballement de la Bourse. Les taux d'intérêt à court terme sont passés au-dessus des taux à long terme; cette inversion de l'écart normal menace l'investissement productif, en détournant les capitaux vers la Bourse. Le bâtiment, déjà en difficulté, est le secteur le plus atteint. Plus frappant encore, le retournement de tendance dans l'automobile : 622 000 véhicules vendus en mars, 440 000 en août, 319 000 en octobre ; l'incertitude accentue démessrément la tendance saisonnière.

Le « jeudi noir », on l'a vu, fut d'abord une panique des spéculateurs, et cette pani-

que semblait maîtrisée au soir du 24 octo-bre ; un calme relatif persiste le 25 et le 26. Mais les réalités rappelées à l'instant per-mettent de comprandre pourquoi, au lleu de la consolidation attendue, on allait assister pendant trois semaines au déferlement des liquidations et de la chute des cours, alternant avec des spasmes de reprise. Les weekends, qui jalonnent les étapes de la chute, tiennent dans l'histoire du krach une place singulière. La semaine, note Jean Heffer (2), « se termine chaque fois sur un sus-pense angoissant: que se passera-t-il lundi? » La fin de semaine qui suit le « jeudi noir », les courtiers tentent d'accré-diter une rumeur rassurante: ils ont des diter une rumenr rassurante: ils ont des ordres d'achat en masse pour la reprise du hundi. En fait, de nombreux spéculateurs ont pris le parti inverse. Et les offreurs sont sou-vent cette fois de gros opérateurs. Mais sur-tout le mécanisme des liquidations forcées, suivant les « appels de marge » restés sans réponse, tend à jouer un rôle décisif à partir du lundi 28 octobres.

Ce jour-là, neuf millions de titres chan-gent de mains, avec des pertes bien plus sévères que celles du « jeudi noir » ; et cette fois, aucune reprise ne se dessine en clôture : tout espoir s'est effondré lorsqu'on a compris

que le « soutien organisé » des banquiers ne serait pas renouvelé. Le lendemain mardi marque le jour le plus dévastateur du krach : volume de transactions inouī (plus de seize millions de titres), pertes records.

Pour la masse des actions, le fond de la baisse ne sera cependant atteint que le 13 novembre, et le mécanisme pervers des « appels de marge » continue à développer ses ravages trois somaines durant. Au fur et à mesure en effet que le krach ampute la valeur des titres laissés en garantie, les courtiers procèdent - en particulier, à l'occasion du week-end - à des appels de versements complémentaires ; pour s'acquitter, certains opérateurs vendent des titres encore solides ci propagent la baisse...

A la mi-novembre, quand la baisse est enfin surayée, l'indice des valeurs indus-trielles du New York Times accuse une chute de 57 % par rapport à septembre, le Dow Jones une chute de 51 %. Mais ces moyennes abstraites expriment fort mal la détresse individuelle des spéculateurs de tout rang qui ont tout perdu. Les suicides retentissants, comme celul des deux spéculateurs « à la marge », titulaires d'un compte joint, qui sautent ensemble du haut du Ritz, donnent naissance en Europe à une sorte de

La grande

Ni l'Amérique ni le monde n'ent connu, en réalité, un sondain effondrement à l'automne 1929; ce n'est que plus tard, au cœur de la grande dépression, que 1929 apparaîtra comme la fin d'un monde. En Europe, et surtout en Angleterre, le krach de Wall Street a d'abord été accueilli avec soulagement : la pression sur les marchés de capitaux européens se relâchait d'un seul coup, on pouvait enfin réduire les taux d'escompte... La contagion internationale du krach de Wall Street avait été assez modérée, sauf au Canada. Du reste, l'année 1930 se terminait, des deux côtés de l'Atlantique, par l'ébauche d'une reprise boursière.

Il restait en somme une seconde ligne de défense : le krach n'aurait pas d'incide sur la prospérité économique, la situation étant fondamentalement saine. Quelques jours après le krach, Hoover réunissait, secteur par secteur, les chefs d'entreprise pour les inciter à maintenir les programmes d'investissement et le niveau des salaires ; il préconisait la réduction du temps de travail grands travaux fédéraux et une réduction drastique des impôts sur les revenus des sociétés et des particuliers. Étonnante pano-plie de mesures « ksynésiennes avant la lettre », de la part d'un président qui devait demeurer pour la postérité le symbole du libéral impénitent, spectatour passif des évé-

On n'entrera pas ici dans le débat encore passionnément controversé sur le passage du krach à la dépression. Le krach réellement mondial de 1987 est simplement venu confirmer que, entre la brutalité des événements financiers et leurs répercussions éco-nomiques, il n'existe aucune relation simple.

Alexander and

Section 188

The second of

STATE OF THE . A spin . W

and the same of th

ومجود ومياري والإيا

يه د چه د

The Mark State of the A

The State of the S

ينفقه بالأراء الأالا المالا

of the second

and the second

and the same of the same

يست - عا

(1) La Crise économique de 1929: eneromie d'une catastrophe financière, Payot, 1976 (éd. originale anglaise 1961). (2) La Grande Dépression, Gallimard, 1976.

JEAN-CHARLES ASSELAIN

- (Publicité)

AU MASCULIN

Comment, sans se ruiner, peut-on s'offrir les plus beaux cachemires?

A l'énoncé de certains prix prati-qués en mode masculine, on pourrait parfois penser qu'habilleur rime avec... arnaqueur ! Il n'en est rien, mais la cascade de frais géné-raux qui accablent les boutiques prestigieuses les contraint à utiliser des coefficients multiplicateurs qui pèsent très lourd sur les étiquettes.

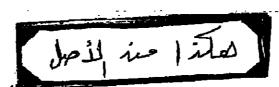
La menace des « discounters » se précise pour ces commerces de luxe, d'autant que ces exmarginaux occupent aujourd'hui une place non négligeable dans le haut de gamme. L'exemple le plus frappant, c'est l'actuelle réussite des deux leaders du discount de luxe. Tout d'abord, le Chib David Shiff, spécialiste des très beaux vêtements griffés. On y découvre le plus beau pur cachemire griffé Scabal. Les vestes dans des variations camel, beige, vert et bronze, qu'elles soient unies, à dessins on à carreaux, sont proposées à 3 995 F.

Les manteaux, eux, sont affichés 4 995 F, dans les mêmes qualités.

Autre rayon, celui du super 100. un tissu aujourd'hui adopté par les hommes actifs qui se doivent d'être toujours élégants. Ici, le costume ne coute que 2 900 F, mais, mieux encore, les deux sont « offerts » pour 4 995 F.

Au Club des Dix, les prix sont à peu près équivalents; un choix moindre en cachemire, mais, grâce à des prix à deux vitesses, les costumes griffés sont à des conditions superbes. Chez ces deux rayons féminins de qualité. Le Club David Shiff est au 1e étage, 4, rue Marbeuf, Paris 8, du lundi au samedi, de 10 heures à 18 heures. Mêmes horaires, mais ouvert le dimanche, le Club des Dix, 58, rue du Faubourg-Saint-Honoré Paris (8°); 60 bis, rue de Paris, Saint-Germain-en-Laye; 5, rue des Archers, Lyon (2°).





L'évolution de la situation dans les pays socialistes

RDA: M. Krenz cherche à gagner la confiance de la population

de notre envoyé spécial

M. Egon Krenz ne serait, à en croire ses détracteurs, qu'un ∉ Erich Honecker avec vingt-cinq ans de moins ». Piqué au vif par les commentaires occidentaux le qualifiant de « dur parmi les durs d'un communisme à la prussienne », il a pourtant multiplié, pendant ses premières quarantehuit heures d'exercice du pouvoir, les petits gestes qui, au regard de la longue stagnation du pays, prennent l'alture de grande révolution

Ainsi, on apprenait vendredi 20 octobre que le mensuel soviétique en langue allemande Spoutnik, interdit en novembre 1988, allait à nouveau être autorisé à la vente en RDA. Cette affaire, largement commentée en son temps à l'Ouest, avait confirmé ce que les dirigeants est-allemands niaient farouchement : les profondes divergences entre M. Gorbatchev et M. Honecker.

4.3

St. St. Mary

Land of the Asset

-:

المنافح فأشرا فالمرازي

Le vocable soviétique glasnost a maintenant trouvé son équivalent allemand, qui revient comme un leitmotiv dans les journaux et les discours officiels : Offenheit, l'esprit d'ouverture. Que cet Offenheit s'accompagne du souci de la préservation des acquis du « socialisme sur le soi

souligné par tous les commentateurs. Mais le concept de préservation est cependant défini comme faisant partie de l'héritage de Mertin Luther, qui voulait, lui, réformer la religion afin de lui conserver sa pureté. On ne peut qu'être frappé, dans ces jours de bouleversement de l'Allemagne de l'Est, par le retour en force de l'esprit protestant, dans la forme et le langage de la contestation, mais aussi dans la nouvelle rhétorique du pouvoir. « Sous la langue de bois, le prêche... », pourrait-on dire de cette révolution austère et tranquille qui alterne les manifestations collectives où l'on vient, la plupart du temps en silence, montrer son apparte-Nance à une communauté de pensée, et le retour en soimême, au dialogue avec sa conscience ou avec Dieu, selon

Manifestation à Dresde

que i'on est croyant ou pas.

Cet esprit protestant explique en partie l'absence d'émergence d'un personnage charismatique à la Lech Walesa, et l'impossibilité pour les chefs de l'Eglise évangélique de RDA de se poser en interlocuteurs uniques du pouvoir capables d'accompagner à la base un compromis qui aurait part prépondérante prise dans la Krenz et son Offenheit. On ne contestation par la Saxe, terre où est né le protestantisme populaire, à la différence du nord du pays qui est jusque-là resté plus calme. En Brandebourg et en Mecklembourg, terres agricoles et féodales, l'Eglise est traditionnallement plus liée au pouvoir, bismarckien hier, communiste aujourd'hui. Ainsi, cinquante mille personnes ont encore défilé silencieusement vendredi soir à Dresde, et des dizaines de milliers d'autres ont assisté à des réunions d'information du groupe d'opposition Nouveau Forum, dans la région de Zittau près de la frontière tché-

fructueux de part et d'autre entre M. Egon Krenz et le président de la conférence épiscopale est-allemande. M. Werner Leich. suffiront-ils à donner un peu d'air à la direction est-allemende? Celle-ci est actuellement engagée dans une course avec le temps. Il suffit de donner suffisamment de gages à une population qui a fait de saint Thomas sa seule vraie idole : elle ne croit que ce qu'elle voit, principalement sur les chaînes de télévision de RFA. C'est donc un acquis pour le nouveau pouvoir qu'un changement de ton commence à apparaître dans le langage des politiciens et médias

Les premiers contacts juoés

néglige pas pour autant des mesures que tout gouvernement, communiste ou pas, s'empresse de prendre lorsqu'il veut rallier les masses populaires : les retraites viennent d'être augmentées de manière substantielle, un geste qui n'est

pas sans importance dans un pays qui compte une forte population de personnes âgées.

L'esprit de Lather

Quant au plus célèbre des retraités de la RDA, M. Erich Honecker, il a fait une dernière at minuscule apparition dans les colonnes du quotidien du parti : en tant que président du Conseil d'Etat de la RDA, un poste qu'il occupe toujours jusqu'à la réunion lundi prochain de la Chambre du peuple qui avalisera son remplacement par Egon Krenz, if a adressé un télégramme de félicitations à Jean-Paul II à l'occasion de l'anniversaire de son accession à la papauté. Il n'a pas pu s'empêcher de faire ainsi un pied de nez à un peuple retrouvant aujourd'hui l'esprit d'un Luther qui n'a jamais été un fervent admirateur du Saint-Père.

LUC ROSENZWEIG

nos erreurs, nos fautes ne sont pas le simple fruit de leur imagina-

La dernière partie du livre.

Documents pour la Troika, est peut-être la plus révélatrice. Constituée de lettres et de témoi-

gnages habilement sélectionnés,

c'est une assez belle polyphonie,

qui illustre la thèse principale, à

BIBLIOGRAPHIE

« La Troïka », de Marcus Wolf

Quand un maître-espion est-allemand s'essaie à la glasnost

Passée inaperçue en France, la. pour les Etats-Unis. Seul Kourad parution simultanée en RDA et en RFA de la Trotka, de Marcus Wolf, l'ancien chef des services soviétique. secrets est-allemands, fut, an printemps, une surprise bien préparée. Certains furent décus, prisque ce livre ne révélait rien, absolument rien, des souvenirs professionnels de ce maître-espion, anjourd'hui en congé », jadis responsable indirect de la chute de Willy réserve de la perestroïka : il s'agis-

sait en fait de tont autre chose... Markus Wolf, plus connu sous le prénom de «Mischa», avait un frère cadet, Konrad, mort en 1982, cinéaste de talent et président de l'Académie des arts. Leur père n'était autre que l'écrivain commu-niste Friedrich Wolf, émigrant de la première heure, combattant antifascite qui installe femme et enfants à Moscou dès 1933, tandis

qu'il court l'Éurope et le monde. La Troika, c'est à l'origine le titre du film autobiographique que Konrad Wolf avait en projet : trois garçons, Lothar, George et Kon-rad, partagent à Moscou les aven-tures de l'exil, mais sont séparés par le pacte germano-soviétique. Le jeune Lothar Wloch, qui vient d'apprendre la mort de son père, militant communiste berlinois victime des purges staliniennes, regagne l'Allemagne nazie, tandis que George, fils du journaliste progres-

La Troika commence par l'enfance à Moscou, dans le milieu des émigrés allemands : le quartier de l'Arbat, l'école Karl-Liebknecht et, surtout, les grandes vacances dans la datcha familiale de Peredilkino, où se retrouvent les enfants de ces célébrités « progressistes » en exil on en « vov monde merveilleux où l'absence des pères est compensée par le courage et l'énergie des femmes : cigarette au bec, elles élèvent tant bien que mai tous ces révolutionnaires en herbe.

Passe la guerre. Nos héros se retrouvent à Berlin en 1945. C'est le moment de la photographie de la « troîka » : encadré par George et Konrad, ses deux amis en uniforme. l'un américain et l'autre russe, Lothar, le civil allemand, regarde droit dans l'objectif. Trente ans plus tard, nouvelle et dernière reconstitution de la « trolka », à New-York. Une violente dispute éciate. Lothar, devenu un riche entrepreneur de Berlin-Ouest, est un adversaire véhément du socialisme, au point de sonhaiter l'utilisation de la bombe atomique au Vietnam. Il mourra quelques mois plus tard : maladie ou suicide...

siste américain Louis Fisher, part ce personnage central que Kourad saires du socialisme le monopole de

Lothar Woch, fils désespéré d'un communiste assassiné par Staline, était la clé de cette histoire, l'incarnation d'un idéal anéanti par la guerre, le stalinisme, l'histoire... Ennemi idéologique, il était aussi resté l'ami principal. Mais Konrad disparaît à son tour, terrassé par la maladie. Il laisse à son frêre un épais porte-documents noir plein de notes, de photographies, avec une

« Savoir atteindre les gens »

Mischa Wolf transforme ce projet artistique en acte politique. Lorsqu'il évoque les circonstances qui ont retardé la réalisation du film, il introduit les éléments d'un débat sur les « questions diffi-ciles » : la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la charte 1977, la Pologne, l'affaire Biermann, l'Afghanistan... On apprend au passage qu'il aurait préféré, du côté des autorités de la RDA, des - réactions plus patientes, plus mesurées »... Si cer-taines explications paraissent laborieuses, si certains sujets sont sim-plement effleurés, le vocabulaire de la glasnost est bien là, discrètement adapté au contexte estallemand: droit à la vérité et à sa - publication -, besoin de plus de naladie ou suicide... courage et plus de franchise, néces-C'est autour du « mystère » de sité de ne plus laisser aux adver-

savoir que l'opinion d'autrui est ectable. Parents, amis, écrivains, artistes, et même Eleanor Roosevelt... jettent autant d'éclairages subjectifs sur les grandes questions publiques. Mischa Wolf se met en scène lui-même en publiant la lettre qu'il adressait à

ses parents, de Berlin, le 4 juin 1945 : les ruines n'ont pas anéanti les « sentiments de supériorité » des Allemands, et il faut agir, retrouver l'unité perdue de la classe ouvrière... Plus loin, en écho, et presone comme un démenti, une interview de George Fisher, en 1984, deux ans après la mort de son ami Konrad : « (...) Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de tout renver-ser, de tout recommencer de zéro, non, ce qu'il faut, c'est savoir en 1988. atteindre les gens... »

Voilà sans doute ce que recher-chait Mischa Wolf avec la publication en mars dernier de ce livre prudent et très attendu en RDA. Si la condamnation du stalinisme reste timide, presque codée, et la sincérité partielle, on y trouve, sinon une justification, du moins quelques explications, et, venant d'un dignitaire du régime, un ton nouveau, émouvant même par endroits Mais on sent surtout les calculs de l'homme politique soucieux de l'avenir. Est-ce à dire que le changement en RDA, comme naguère en URSS, viendra de l'appareil de la sécurité d'Etat, le seul organisme qui dispose d'infor-mations objectives et globales sur l'état réel de la société ?

Plus de six mois se sont écoulés depuis la parution de la Troika. A en juger par les événements actuels et l'atmosphère dans le pays, le message, sans doute insuffisant, ne semble guère avoir été reçu. Mais Mischa Wolf en a vn d'autres et semble tenir fermement le cap de sa campagne : quelques jours avant le quarantième anniversaire de la RDA, il donnait encore une lecture publique de son livre à Berlin-Est. Et Mischa Wolf n'a que soixante-SIX ADS...

BERNARD GENTON

La Troika. Histoire d'un film qui n'a pas été tourné de Marcus Wolf. Aufbav Verlag, Berlin-Est, et Classen Verlag, RFA, 1989.

HONGRIE: le Parlement ouvre la voie aux élections libres

Le Parlement hongrois a clos qui succède à la République popu-tine semaine de débats intenses laire socialiste de Hongrie, en vertu de la loi fondamentale adoptée en adoptant, vendredi 20 octobre, une nouvile loi électorale qui ouvre la voie aux premières qui ouvre la voie aux premières Le Parlement a décidé de réha-élections législatives libres et biliter tous les Hongrois multipartites depuis 1947. Le scrutin est prévu dans le courant du premier semestre 1990.

Les députés, dont plus des trois quarts sont des élus de l'ancien parti unique, le Parti socialiste ouvrier hongrois (PSOH), transformé le 7 octobre en Parti socialiste hongrois (PSH), ont également voté, vendredi, la dissolution de la milice ouvrière hers armé du de la milice ouvrière, bras armé du parti qui regroupait 60 000 hommes. Le démantèlement de cette milice, créée en 1956, était l'une des revendications les plus fermes de l'opposition et de l'aile la plus réformatrice du PSH, en décidant de retirer les cellules du parti des lieux de travail.

Toutes ces mesures, ainsi que l'adoption, jeudi, d'une loi légali-sant les partis d'opposition, ont été votées à une très forte majorité. Parmi les autres décisions prises par le Parlement et qui rappro-chent la Hongrie des démocraties occidentales, une cour constitutionnelle, qui aura son siège à Eszter-gom, dans le nord-ouest du pays, entrera en fonction le 1º janvier

Réhabilitations

Le président du Parlement, M. Matyas Szurös, a été nomme président de la République par intérim, en attendant l'élection au suffrage universel du nouveau chef de l'Etat. La date de cette élection, initialement prévue le 26 novem-bre, fera l'objet d'une décision ultérieure, lors de la prochaine session parlementaire, convoquée le 30 octobre, en raison de la polémique soulevée par les deux mouve-ments d'opposition qui ont réuni deux cent mille signatures pour demander un référendum sur la date de l'élection.

M. Szurös doit proclamer lundi 23 octobre, jour anniversaire du

cette semaine, modifiant la Consti-tation de 1949,

condaumés pour des crimes politi-ques ou détenus illégalement de 1945 à 1963. Les législateurs ont demandé au gouvernement d'étu-dier une forme de dédommage-ment possible pour ces victimes, dont le nombre est estimé à plus de un million

Autre innovation : les députés ont été informés des avoirs financiers et immobiliers du Parti com-muniste, autre question brûlante soulevée par l'opposition. Le PSOH et les organisations qui en dépendent out reçu du gouverne-ment 56 milliards de forints (5,6 milliards de francs) depuis 1968, a révélé le ministre des finances, M. Laszlo Bekesi. Le PSH a. en outre, hérité de 2884 bâtiments du PSOH. Lors de son congrès fondateur, le PSH s'est engagé à rendre à la nation les biens « qui ne sont pas indispensables à son sonctionnement ». Pour sa part, le premier ministre, M. Miklos Nemeth, a condamné les ecrimes antireli-gieux commis par les dirigeants dans les années 50 et demandé l'adoption de lois protegeant les libertés religieuses, à l'occasion de la création du Conseil national religieux, organe consultatif qui réunit les représentants du gouvernement et des Eglises.

La nouvelle loi électorale a été adoptée au terme de débats hou-leux sur la forme du compromis signé en septembre à la table ronde pouvoir-opposition. Il a finalement été décidé que le futur Parlement aurait 386 députés : 176 élus directement par circonscription, 152 au scrutin de la représentation proportionnelle par districts et 58 sur une liste nationale. – (AFP. Reuter,

☐ Le chancelier Kohl en Hongrie.

— Le chancelier ouest-allemand,
M. Helmut Kohl, qui se rend en novembre en Pologne, fera une visite officielle en Hongrie du 16 début de l'insurrection populaire au 19 décembre, a-t-on annoncé de 1956, la République hongroise, officiellement à Bonn.

URSS: le taux de croissance de l'économie a chuté de moitié en un an

Les grèves, les conflits ethniques, la dégradation de la discipline du travail ont contribué à l'abaissement de près de moitié du taux de croissance de l'économie soviétique, tandis que la pénurie s'aggravait dans le secteur des biens de consommation. Rendant compte d'une réunion présidée par le premier ministre, M. Ryjkov, et organisée pour faire le point de la situation économique, le vice-président du comité d'Etat des statistiques, M. Nikolai Belov, a indiqué vendredi 20 octobre que le taux de croissance euregistré au cours des neuf premiers mois de l'année n'avait été que de 2,4 %, contre 4,7 % pour la même période

Les ministres réunis autour de M. Ryjkov ont constaté que les revenus nominaux avaient pro-gressé de 12,2 % en un an alors que la production industrielle ne s'est accrue que de 2,2 %. En réponse à des questions des journalistes, M. Belov a déclaré que le taux d'inflation était de 2,6 %, chiffre sensiblement inférieur aux estimations d'économistes indépendants, lesquelles varient de 8 à 12 %. Il a également prédit que la dette exté-rieure de l'URSS, qui s'établit actuellement à 34 milliards de roubles (54,5 milliards de dollars au taux officiel) passerait à 40 mil-liards de roubles d'ici la fin de

Pénarie

Le seul chiffre relativement encourageant cité par M. Belov est celui de la récolte de céréales, qui, a-t-il dit, devrait se situer entre 208 et 209 millions de tonnes, contre 195 millions de tonnes en 1988. Ce chiffre reste cependant inférieur aux 211 millions de tonnes obtenues en 1987. Le département américain de l'agriculture a d'ailleurs annoncé vendredi que l'URSS poursuivait d'importants achats de céréales à l'étranger. Pour l'exercice 1988-1989, a-t-il indiqué, les ventes ont dépassé 21,7 millions de tonnes, dont plus de 16,3 millions de tonnes de mais et 5,4 millions de tonnes de blé. La pénurie est aggravée par la désorganisation actuelle des trans-

ports, en particulier des chemins de fer, et se fait sentir aussi bien à Moscou que dans les villes de province. Non seulement les produits alimentaires font largement défant. mais les chaussures d'hiver, les convertures manquent également, et de longues files d'attente se forment dans les rares magasins où un arrivage est signalé. Les menaces de pénurie de carburants font craindre à chacun un hiver particulièrement rude.

Les ressentiments de la population sont d'autant plus vifs que la nomenklature continue à bénéficier de privilèges exorbitants. Le sociologue Evguenni Starikov a ainsi révélé à Radio-Moscou que les principaux responsables de la région de Riazan avaient reçu, au cours du premier semestre, 394 kg de caviar, 6 000 boîtes de crabe, 565 kg d'esturgeon, etc.

Du fait encore de la pénurie, des obstacles sont mis à la circulation des marchandises. A Kichinev, la capitale de Moldavie, des jeunes se sont opposés au départ d'un convoi de camions transportant des choux et qu'ils refusaient de voir quitter leur République.

La Lituame vient pour sa part de prendre des mesures radicales. Le conseil des ministres de la République a en effet décidé vendredi de limiter sévèrement l'entrée des touristes venant des pays socialistes dont l'affiux, explique-t-il, « a des conséquences négatives sur tion en biens de consomi ainsi que sur la situation économique et la suitant de complexe ».
De plus, l'expédition des colis vers la Pologne voisine est « provisoirement suspendue ». — (Reuter, AFP, AP.)

Dix-sept morts dans un acci-dent d'avion en Arménie. - Un avion de transport militaire soviétique de type Iliouchine-76 a heurté une montagne, jeudi 19 octobre, près de Lemnakan, et s'est écrasé, faisant dix-sept morts, a rapporté vendredi le quotidien du gouvernement les Izvestia. Mercredi, l'accident d'un autre Ilionchine-76 en Afghanistan avait fait cinquante-

AU MASCULIN

ment, sans se ruiner. post-on s'offrir les Booms eachemires?

. 10 ALL

· •

Cinq cents personnes se sont réu-nies, vendredi 20 octobre, dans un cinema de Sofia à l'appel du mouvement écologique Ecoglasnost, récemment créé. C'est la première fois qu'un local est ainsi mis à la disposition d'un mouvement indépendant par les autorités. Les dirigeants d'Ecoglasnost attribuent cette bienveillance à la présence à Sofia des délégués des trente-cinq pays membres de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) qui participent à une réunion de suivi sur les ques-

tions d'environnement. D'autres mouvements indépendants out profité de cette tolérance : des groupes de discussion se sont formés, vendredi, dans la rue, devant le même cinéma, entre des passants et des représentants de diverses organisations comme la Société pour la défense des droits de la perestroïka, le syndicat Comité 273.

BULGARIE: plusieurs mouvements indépendants

L'organisation Ecoglasnost, qui tiendra une seconde réunion les 27 et 31 octobre, avant la fin de la conférence de la CSCE, a déclaré avoir recueilli 4 000 signatures en moins d'une semaine contre divers projets du gouvernement qu'elle juge nuisibles pour l'environne-

Mercredi déjà, 150 personnes environ s'étaient réunies, sans que la police intervienne, dans un jar-din public, à l'appel de l'Association pour les droits de l'homme. Ils avaient signé une pétition deman-dant la libération d'un ouvrier, Kotsi Ivanov, condamné à deux ans de prison pour avoir affiché des tracts anticommunistes sur son lieu de travail.

Un membre de cette association, Amon Zaprianov, avait été invité de l'homme, le Club pour le soutien par la délégation britannique de la pays le 30 octobre. - (AFP, Reuconférence CSCE et a pu rencon-

ont tenu des réunions publiques à Sofia d'intellectuel Podkrepa et le trer d'autres délégués et des jour nalistes. Anton Zaprianov, qui avait déjà été emprisonné il y a quelques années pour désertion et fuite à l'étranger après avoir été remis par la Grèce aux autorités bulgares, vient de nouveau d'être détenu pendant trois mois pour avoir soutenu les membres de la

minorité surque de Bulgarie. Cette question a donné lieu en début de semaine à une virulente intervention du délégué turc, M. Alev Kilic, qui avait regretté le choix de Sofia comme lieu de cette réunion estimant que cela - resterait une pierre noire dans l'histoire de la CSCE ». Il a reproché à la Bulgarie de refuser le dialogue à propos de l'émigration ces derniers mois de 300 000 Bulgares d'origine nurque et déclaré avoir accepté l'invitation de l'émir du Kowelt pour une rencontre entre ministres des affaires étrangères des deux

Naplouse, cité rebelle

Suite de la première page

En 1966, les troupes jordaniennes connurent de sérieux déboires à Naplouse. L'histoire se répète. Depuis le début de l'intifada, la plus grande ville de Cisjordanie (environ 130 000 habitants) a été placée vingt-quatre fois sous couvre-feu. pour des périodes allant de un à onze jours. Selon une estimation donnée en août dernier par le Centre israélien sur les droits de l'homme dans les territoires, plus de quatre-vingt-dix Palestiniens ont été tués en vingt-deux mois d'affrontements avec l'armée à Naplouse et dans les camps alentour. « La pression psychologique et économique exercée sur la ville est énorme, mais la population ne cédera pas ; il n'y aura pas de retour en arrière, et le désir de vengeance s'accroît avec le nombre de tués », assure un journaliste palestinien. Ce que confirme un dernier bilan : du début septembre au 6 octobre, quinze jeunes lanceurs de pierres ont été tués par l'armée à Naplouse - plus que partout ail-leurs en Cisjordanie.

« Comités de choc » contre « golanis »

Longtemps, la casbah a fait figure de bastion impénétrable. C'est un sombre labyrinthe de ruelles, au détour desquelles on peut buter sur une mosquée construite sur les restes d'une église de croisés, elle-même édifiée sur des vestiges de colonnes gréco-romaines. Du haut des toits, en passant par un réseau de tunnels souterrains, les « comités de choc » de l'intifada ont longtemps fait la loi, prenant les patrouilles en embuscade avant de disparaître dans un des boyaux du souk. Une guérilla savamment organisée en terrain idéal, et tout particulièrement. redoutée des soldats ; l'un d'eux a été tué par un bloc de ciment

lancé d'une terrasse. La bataille de la casbah n'est pas terminée, mais l'armée s'est organisée. Sa présence a été institutionnalisée : camps perma-nents, postes de vigile sur les toits. « Il n'y a plus guère d'endroits où les soldats ne pénètrent pas ; ils ont appris à connaître les moindres recoins de la vieille ville. Qussi bien que les Palestiniens », dit un résident étranger. Les Nabulsis ont payé. Il y a eu les longues périodes de couvre-feu, les rues fermées et les maisons détruites dans la vielle ville.

Il y a les tracasseries adminis tratives permanentes : les files d'attente quotidiennes pour obtenir le moindre permis de l'administration territoriale et, faute de résultat. l'obligation et l'humiliation de devoir s'adresser à un - intermédiaire » palestinien, un « collaborateur », qui lui, souvent contre argent comptant, obtiendra l'autorisation ou le service sollicité - c'est, dans certains domaines, un système quasi institutionnalisé. Il y a la pression sur les familles des activistes recherchés par l'armée : fouilles et menaces régulières au domicile de l'intéréssé

Le contrôle de la casbah a été

confié à une des unités de choc de l'armée israélienne, les < golanis ». Ils restent longtemps sur place, relevés tous les quatre mois, alors qu'au début de l'intifada les rotations étaient beaucoup plus rapides. « Les lanis » ont un problème de discipline », disent aussi bien des journalistes israéliens que des observateurs locaux. Ce n'est pas uniquement ces récits de passages à tabac, qui reviennent à intervalle régulier. Comme les autres soldats déployés dans les territoires, les « golanis » n'ouvrent plus seulement le feu lorsqu'ils sont en situation de légitime défense : ils ont maintenant le droit de tirer sur tout homme masqué - et notamment sur les jeunes gens qui prennent la fuite aprés une attaque à

coups de pierres. Ces dernières semaines, plusieurs cas ont prêté à contestation grave. Le 9 octobre, un étudiant, Nidal al Habash (vingt et un ans), a été tué par une patrouille, apparemment parce qu'il participait à un défilé avec d'autres jeunes gens masqués et brandissait un drapeau palestinien. L'armée assure a'avoir ouvert le feu qu'aprés les sommations d'usage ; quatre Palestiiens, ayant tous accepté de temoigner publiquement, affirment que les soldats ont continué à tirer après qu'al Habash eut

fait signe qu'il se rendait. Le 12 octobre, Yassin Masri est touché d'une balle au côté lors d'un incident aux abords de la vieille ville. Conformément à l'ordre qu'ils ont d'emmener les blessés, les soldats empêchent une ambulance palestinienne de prendre Masri en charge, et le conduisent au quartier général

de l'armée, à l'entrée sud de Naplouse. Il est mort peu après. . Je ne doute pas que Masri ait été examiné par des médecins au quartier général, rapporte une source indépendante, mais rien n'empêchera les Palestiniens de penser, à tort ou à raison, qu'il aurait pu être sauvé si l'ambu-lance l'avait emmené. »

 C'est une atmosphère de sale guerre qui s'installe à Naplouse », dit un résident. Il évoque ces consignes de tir laxistes, une augmentation du nombre de morts et de blessés graves, et, côté palestinien, des évolutions qui n'inquiétent pas sculement les modérés. Depuis le début de l'été, des groupes de jeunes activistes font régner l'ordre à leur facon dans la vicille ville : attaques répétées contre des - collaborateurs > ou prétendus tels, - dont beau-coup ont été tués à coups de ache. Au moins deux femmes accusées de prostitution ont été assassinées par certains de ces « comités », qui entendent imposer leur loi - et leur - morale -. Le 7 juin dernier, un collaborateur, Abou El Ras, attaché à un pylône electrique, a agonisé iurant deux heures aprés avoir été frappé, sans que personne n'ose appeler un médecin. Par crainte de représailles de ces « comités ».

Autonomes et Panthères noires

Le corps d'un Palestinien de vingt-six ans, soupçonné de collaboration et poignardé à mort, a été exhibé, vendredi 20 octobre, par plusiours hommes masqués sur le marché de Naplouse.

Ces dernières semaines, une petite bande, les Panthères noires, des jeunes gens de la viville ville, « appartenant au lumpen-prolétariat », selon un journaliste Palestinien, ont multiplié les agressions - collectant des fonds dans la population, attaquant toute personne soupconnée de collaboration, lancant des mots d'ordre contraires à ceux de la direction unifiée

L'apparition de ces éléments incontrôlés, les « autonomes de inquiétante. Le phénomène est sans doute encore marginal, mais certains nationalistes redoutent que l'encadrement militant initial, affaibli par des milliers d'arrestations et des dizaines de bannissements, ne soit remplacé par une génération plus « sauvage », moins « politique ». L'affrontement entre Israéliens et Palestiniens n'en serait que

plus sanglante. **ALAIN FRACHON** Après trois semaines de discussions

Les députés libanais préparent leur réponse aux dernières propositions arabes

Les soixante-deux Libanais réunis à Taëf devaient donner. samedi 21 octobre, leur réponse définitive aux dernières propositions du comité tripartite arabe (Arabie saoudite, Algérie, Maroc) que leur a faites, vendredi soir, le prince Saoud Al Fayçal, à l'issue de sa visite à Damas.

> TAEF (Arabie secudite) de notre envoyée spéciale

Après vingt heures d'apres négociations dans la capitale syrienne, le chef de la diplomatie saoudienne est rentré à Taëf après s'être entre-tenu, à Djeddah, avec le roi Fahd, auquel il a remis un message du president Hafez El Assad. Il a presuent hatez et Assat. Il a requi indiqué aux députés, qu'il a reçus par groupe parlementaire, qu'il n'y avait, pour le comité tripartite, « plus rien à négocier » et que ces propositions étaient à prendre de la prendre de l dre en l'état ou à rejeter.

Sur les six points du mémoran-dum que lui avaient remis, avant son départ, les durs du camp chrétien, le premier apporte des réponses mitigées et d'inégale importance. Les députés demandaient, d'une part, des modifica-tions dans le texte arabe concernant la restauration de la dire l'avenir de la présence syrienne et sur les relations libanosyriennes, - d'autre part, des garanties du comité arabe sur la continuité de son action. Si la Syrie a consenti à quelques modifications dans le document lui-même, il semble bien qu'elle n'ait pas cédé sur

Premièrement, la Syrie obtient de nouveau que la Chambre soit élargie à cent vingt-huit députés au lieu de cent huit. Ce dernier chiffre, accepté par la majorité des les deux élus représentant les milices prosyriennes, qui espèrent faire ainsi entrer les leurs à la Chambre en plus grand nombre. En effet, cinquante-cinq nonveaux membres devront être désignés tions.

Deuxièmement, en ce qui concerne l'abolition du confes nalisme, revendiquée elle aussi par les chefs des milices prosyriennes, on s'en tiendra au texte du document arabe qui prévoit que celle-ci se fera par étapes et sous l'impul-sion de la Chambre des députés. Les parlementaires se sont entendus pour qu'une commission, formée des trois présidents – de la République, du cabinet et de la Chambre, — se saisisse du pro-bième et étudie les moyens de le

Sur le chapitre des relations libano-syriennes, les chrétiens ont obtenu ce qu'ils voulaient, c'est-àdire certaines précisions, mais qui relèvent plus de la jésuistique que d'un réel gain politique, tant les éclaireissements souhaités étaient surtout des précautions de droit. Le gain principal qu'ils obtiennent est que le « regroupement » des troupes syriennes, prévu dans le document dans un délai maximal de deux ans après l'approbation constitutionnelle des réformes, commencera désormais après le vote des réformes politiques essenréfermes. Ils souhaitent, sur ce point, qu'un geste soit fait dès l'élection du président de la République. On a, ici, semble-t-il, coupé la poire en deux.

A prendre ou à laisser

La Syrie, toutefois, s'est opposée à l'autre grande revendication des chrétiens, le regroupement de ses troupes dans la Bekas uniquement. Le texte prévoit, lui, un regroupe-ment syrien « à l'entrée de la Bekaa-ouest, à Dahr-El-Baidar jusqu'à la ligne Hammana-Mdeirej-Ain-Dara, ainsi que dans d'autres points ». Sa présence à l'entrée de la Bekaa-ouest est jugée fondamentale par la Syrie, car cette position commande la route Beyrouth-Damas et permet à l'armée syrienne de garder un pied au Mont-Liban et d'y contrôler, en quelque sorte, les relations druzochrétiennes et druzo-chiites. Les autres points » seraient déterminés après deux ans par un comité militaire mixte libano-

Le principe d'un texte de garanties du comité tripartite sur le retrait de l'armée syrienne du camp chrétien, a été accepté. Mais on en ignore la forme et le contenu. dont on peut penser qu'ils ont été largement discutés à Damas.

Enfin, les chrétiens ont aussi obtenu des assurances verbales que le Parlement sera considéré comme présidentielle. La sécurité de cette zone relèvera de l'autorité du délégué du comité tripartite, M. Lakh-dar Ibrahimi, qui est aussi le chef du comité de sécurité mis en place après le cessez-le-feu et constitué des représentants de l'armée libanaise dépendant du général Aoun, du gouvernement à majorité musulmane de M. Selim Hoss et des trois milices — chiite, chré-tienne et druze — ainsi que de deux officiers algériens.

La mise en application de l'accord de Taëf, si celui-ci se fait, a constitué un point important des négociations de Damas. On indique, à ce sujet, de très bonne source, que la Syrie a montré sa volonté de coopérer pleinement sur ce point. Reste toutefois à connaître, outre la position des députés chrétiens, celle du général Aoun, qui garde sur le terrain une force

Tard dans le nuit, d'intenses tractations se poursuivaient chez les députés du camp chrétien en liaison avec Beyrouth, et aucun d'entre eux ne voulait encore se prononcer. « Nous n'avons encore rien décidé. Ce que rapporte le prince n'est ni négatif ni positif, affirmait ainsi l'un d'eux. Nous réflèchissons. »

Après vingt et un jours, toutefois, les députés du camp chrétien n'ont plus d'autre alternative que d'accepter ces propositions ou de faire échouer tout le processus engagé par le comité tripartite, avec le soutien de la communauté internationale, pour tenter de remettre le Liban sur pied. C'est une lourde responsabilité

FRANÇOISE CHIPAUX

☐ La Ligue arabe souhaite l'orgamisation d'une conférence euro-arabe. - Le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Chadli Klibi, a évoqué vendredi 20 octobre à Paris, avec le président François Mitterrand, la possibilité de réunir une conférence enro-grabe au niveau ministériel. . Jusqu'à maintenant le dialogue euro-arabe n'a connu que des rencontres au diplomates. Il est temps que nous élevions le niveau et que les ministres des affaires étrangères se concertent sur les grandes questions qui intéressent les deux communautés », a indiqué M. Klibi l'issue de la rencontre. – (AFP.)

Le Monde <u>microfilms et index</u>

- Le Monde sur microfilm depuis 1944 à ce jour, publié chaque
- L'index mensuel du Monde avec une présentation alphabétique en fin d'année

Pour tous renseignements veuillez contacter l'editeur.

□ Nouvelle aide européenne aux territoires occupés par Israël. — La CEE va apporter une nouvelle aide directe d'environ 5 millions de banque de données et divers autres des affaires étrangères, M. Moshe Arens, doit être reçu lundi et mardi à Bruxelles. – (AFP.)

dollars aux populations palesti-niennes de Cisjordanie et de Gaza. Elle concerne l'assistance médi-cale, l'agriculture, les coopératives de femmes, la mise en place d'une projets économiques. Cette aide a été annoncée, vendredi 20 octobre. Pour sa part, le ministre israélien **AMÉRIQUES**

ARGENTINE: soupçonné dans l'enlèvement de deux religieuses françaises en 1977

Le capitaine Alfredo Astiz sera jugé par contumace à Paris

Le capitaine argentin Alfredo Astiz, trente-neuf ans, fait l'objet depuis le vendredi 20 octobre, d'une ordonnance € de prise de corps » par laquelle la chambre d'accusation de la cour d'appei de Paris ordonne à tout agent de la force publique de se saisir de l'officier afin qu'il comparaisse devant la cour d'assises de Paris pour répondre des crimes de « complicité d'arrestations illégales et de séquestration de personnes

avec tortures corporelles ». Soupçonné d'avoir enlevé et torturé deux religieuses françaises à Buenos-Aires en 1977, le capitaine tine sans être inquiété. Mais la décision de la cour d'appel de Paris n'a pas seulement un caractère symbolique, car l'ancien tortionnaire sera jugé selon la procédure de contumace, ce qui entraîne automatiquement le prononcé de la peine maximum encourne, en l'occurrence la réctusion criminelle à perpétuiné. Dès lors, le capitaine Astiz risque d'être arrêté au passage d'une frontière et se trouve à la merci d'une nouvelle appréciation juridique des faits par les auto-rités judiciaires argentines, même si cette dernière éventualité reste peu probable.

Dans un communiqué commun la Fédération internationale des droits de l'homme, l'Association française des juristes démocrates, le Mouvement international des juristes catholiques et l'Action des chrétiens pour l'abolition de la tor-

ture se félicitent de la décision de la cour d'appel de Paris en observant notamment qu'e elle vient renforcer les efforts actuellement réalisés par la législation internationale pour assurer la punttion des tortionnaires ». Les 8 et 10 décembre 1977, deux relitrois ans, et Léonie Duquet, soixante-deux ans, avaient été arrêtées et conduites à l'école de mécanique de la marine dans la banlieue de Buenos-Aires. Plusieurs personnes les ont vues à cette occasion, mais depuis elles figurent au nombre des • disparus •, victimes de la junte militaire argentine.

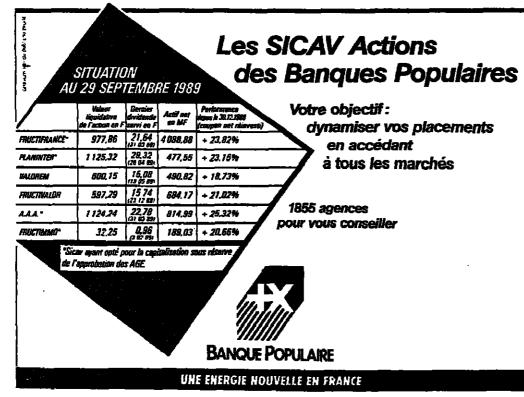
Le 14 mai 1982, le parquet de Paris ouvrait une information judiciaire contre X pour - arrestations illégales et séquestration de per-sonnes » en se fondant sur les dispositions de l'article 689-1 du code de procédure pénale qui permet de rendu coupable d'un crime (...) hors du territoire de la République (...) lorsque la victime est de nationalité française ». A cette époque, l'officier argentin avait été fait prisonnier per les Britanniques lors de la guerre des Malouines. Mais les autorités judiciaires anglaises n'avaient trouvé aucune base juridique permettant soit de le juger, soit de l'extrader vers la Suède qui l'accuse également d'avoir fait disparaître une de ses ressortissantes, Dagmar Hagelin, agée de seize ans, soit de l'extrader vers la France. Libéré le 12 juin 1982, l'officier a fait l'objet, le 25 mars 1985, d'un mandat d'arrêt international délivré par le juge d'instruction parisien qui est resté sans effet auprès des autorités argentines malgré la restauration

de la démocratie intervenue à la fin

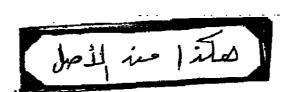
Il fut cependant jugé en Argentine pour « privation de liberté illé-gitime, coups et blessures » envers la jeune Suédoise, mais par deux fais, les juridictions militaires l'ont acquitté pour « manque de preuves ». Et une juridiction civile, le tribunal fédéral d'appel de Bucnos-Aires, a estimé que les faits étaient prescrits le 7 décembre 1986. Enfin, une loi d'amnistie partielle l'a placé à l'abri de toute condamnation et le 21 décembre 1987, le président Alfonsin se voyait contraint d'accorder une promotion an capitaine Astiz tout en recommandant sa mise à la

MAURICE PERROT Les milieux politiques et militaires gentius se sont déclarés « surpris », défense des droits de l'houme, « le hourreau su visage d'ange » svalt été l'objet d'une épreuve de force entre le pouvoir et l'armée en 1987, hien qu'il se soit rends sant combattre sux

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS







JAPON

Un « cachet » de 2 millions de dollars

« Les Reagan arrivent... »

TOKYO

de notre correspondant On peut se demander pour-

A CONTRACTOR OF THE CO.

ŧ

per contumination

新聞会 (Man 1947) (1947) (Man 1947) (Man 1947

Mile Antonio 22 m an

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

Mary Mary Mary 1999

A COMPANY OF A STATE OF THE STA

quoi le rachat de la Columbia par Sony a suscité aux Etats-Unis un si grand émoi. Dans le genre superproduction à l'américaine, les Japonais semblent avoir parfaitement assimilé les leçons venues de l'autre coté du Pacifique. En matière d'extravagance du moins. « Les Reagan arrivent, nous apportant le sourire de l'Amérique. » Dans les métros, des affiches annoncaient depuis le début du mois ce grand événement médiatique. En terme de coût, surement : quelque 7 millions de dollars avec à la clé un « cachet » de 2 millions pour une prestation, somme toute légère, de M. Reagan (il donnera une interview et fera un discours de vingt minutes) auquel pourraient s'ajouter 2 autres millions offerts par le gouvernement japonais sous forme de donation pour la bibliothèque fondée par l'ex-président.

Vision du monde

Car le grand show qui a commencé, vendradi 20 octobre, avec l'arrivée du couple à Tokyo à bord d'un avion de la TWA, spécialement affrété et réaménagé pour l'occasion, a un caractère mi-officiel miprivé. L'ancien président rencontrera le premier ministre Kaifu ainsi que ses ∢amis > Nakasone et Takeshita, et le couple sera reçu à déjeuner par l'empereur. Le « projet Reagan » est surtout une énorme opération de relations publiques du groupe de presse Fuji-sankei et de son fondateur, le controversé brasseur d'affaires Nobutaka Shikanai. Agé autourd'hui de soixante-dixsept ans, c'est un peu son dernier tour de piste. Il a en effet passé les rênes d'un empire, dont le chiffre d'affaires annuel s élève à quelque 5 milliards de dollars, à son gendre. Il y a un mois, Fujisankei a acquis 25 % du capital de la maison de production anglaise de musique, Virgin Music Group.

De l'aéroport, les Reagan et leur suite (vingt personnes) se résidence des hôtes de marque du musée en plein air que pos-sède le Fujisankei à Haksone,

dence réaménagée pour les deux nuits que vont y passer le couple : installation d'un asccenseur et d'une baignoire grand format (140 000 dol-

Pour le groupe Fujisankei, dont les médias, à commencer par le quotidien populaire San-kei (deux millions d'exemplaires), véhiculent une idéologie conservatrice et petite-bourgeoise, Reagan est le symbole d'une Américase d'autrefois, forte. Et le groupe entend utiliser cette image pour promouvoir une chaîne de télévision qui est déjà l'une des plus florissantes en termes de revenus, spécialisée dans les variétés, les jeux et le sport. Ronald Reagen et le patriarche de Fujisankei partagent la même vision du monde, disent les organisateurs de l'opération, et la popularité de l'ancien président au Japon devrait contribuer à alléger l'atmosphère, envenimée pour l'heure, des relations nippoaméricaines. « La Grand Communicateur vient au Japon pour parler directement aux laponais. » Tel serait le sens

Le couple assistera à un match de base-ball dont l'exprésident donnera le coup d'envoi, à un gigantesque concert à Yokohama avec premier « Praemiun Impériale », un prix (100000 dol-lars) offert à des artistes pour l'œuvre d'une vie par l'association japonaise des beauxarts, une organisation de Fujisankei, qui a l'ambition d'en faire une sorte de Nobel nio-

Le show Reagan se devait

« profond » de sa visite.

d'avoir une dimension « géné-reuse » : deux cents perents de soldats américains stationnés au Japon ont donc été invités à participer au voyage à bord du Jumbo jet affrété pour l'ancien président. Cependant, comme aucun accord n'est intervenu avec le ministère des transports pour le trajet Tokvo-Osaka ou'empruntera l'avion au retour, avant de traverser le Pacifique, et que TWA n'a pas le droit de transporter des passagers sur des deux cents invités ne pourront donc pas descandre à cette cinq heures dans l'appareil pendant que les Reagan déjeûneront à Ósaka.

PHILIPPE PONS

Au cours de son premier voyage à l'étranger

Le premier ministre polonais a été reçu par le pape Jean-Paul II

Le premier ministre polonais, M. Tadeusz Mazowiccki, a remercié chaleureusement Jean-Paul II, vendredi 20 octobre, du soutien qu'il a donné « au cours de ces contre avec M. Gorbatchev, prévue contre de l'Eglise catholique de l'Eglise cat qu'il a donné « au cours de ces amées difficiles » au processus qui a conduit la Pologne au gouverne-ment actuel. « Il faut espérer

ment actuel. « Il faut espérer qu'on ne revienne pas en arrière », lui a répondu le pape, qui le recevait au Vatican en audience privée.

Le pape a qualifié d'« historique » son entretien avec M. Mazowiecki, arrivé mercredi soir à Rome pour une visite de trois jours en Italie. Quant au soutien du pape à la Pologne, Jean-Paul II a tem à préciser que, s'il avait « fait quelque chose à ce sujet », il l'avait fait dans le cadre de sa « mission universelle : il faut donc l'interpréter dans ce sens ».

Le premier ministre polonais, qui est un ami personnel de Jean-Paul II depuis de longues années, a été invité après l'audience à un déjeuner en tête-à-tête avec le pape dans son appartement privé, où il a d'ailleurs déjà été invité au moins

Au cours d'une conférence de presse, M. Mazowiecki, dont c'était là le premier voyage à l'étranger comme premier ministre, l'etranger comme premier ministre, a demandé aux pays occidentaux une aide alimentaire pour l'hiver. La Pologne a besoin de toute urgence, d'ici à la mi-novembre, de vivres et de prêts, que nous rem-bourserons et qui nous permettrons de survivre au cours des deux prochains mois », a-t-il déclaré. Un sondage publié récem-ment à Varsovie, réalisé pour le ment à Varsovie, réalisé pour le compte du gouvernement, crédite les nouveaux dirigeants du soutien de 89 % des Polonais, mais l'équipe de M. Mazowiecki craint que ce soution ne soit sérieusement érodé par les rigueurs de l'hiver.

Par ailleurs, M. Mikhaïl Gorbatches s'est déclaré a pass à disputer.

son commune ». fors de sa rencontre avec le pape Jean-Paul II, en recevant, vendredi 20 octobre, au Kremlin l'envoyé du Vatican, l'archevêque Angelo Sodano, a rapporté l'agence Tass. Une de ces conditions « concrètes » est celle de la reconnaissance par les autorités posent. — (AP.)

L'archevêque Sodano, ministre des affaires étrangères du Vatican, a présenté, vendredi, devant le numéro un soviétique, « des formes concètes possibles pour l'intensification des contacts » entre le Vati-can et le gouvernement soviétique, en évoquant « les problèmes liés à la satisfaction des besoins reli-gieux des Soviétiques catholiques », scion l'agence Tass. - (AFP, Reuter, AP.)

M. Mitterrand à Dublin

La construction européenne se poursuit

« à bonne allure » Dublin. - M. François Mitter-

rand, qui a été reçu, vendredi 20 octobre à Dublin, par le premier ministre irlandais, M. Charles Haughey, a estimé qu'il n'y avait » pas lieu d'être pessimiste » à propos de la construction euro-péenne. Le chef de l'Etat qui, en tant que président du conseil des ministres de la Communauté, poursuit sa tournée dans tous les pays membres, considère que « l'allure a été bonne » pour faire avancer les lossiers du grand marché.

Il a reconnu toutefois que le dos-sier de la fiscalité de l'épargne · marche au ralenti ». A propos des projets d'union monétaire europénne et de charte sociale, le président français a déclaré que M= Thatcher « risquait d'être iso-lée » si sa position était « un refus

M. Mitterrand semble cependant ne pas désespérer de convain-cre M= Thatcher, qui « dans la pratique se montre plus positive » et avec laquelle il a décidé de faire

L'ancien vice-consul de France à Conakry a été écroué

Inculpé de falsification de documents administratifs

consul de France à Conakry (Guinée), interpellé le 19 octobre par la DST (le Monde du 21 octobre) fait rire. » M. Joël Leber a égalodans la région toulousaine, a été transféré à Paris vendredi 20 octobre et inculpé de « falsification de documents administratifs par fonctionnaire public - par M. Gilles Boulouque, juge d'ins-truction au tribunal de Paris.

L'ex-vice-consul, qui a été placé sons mandat de dépôt, est soup-conné d'avoir fourni, à un réseau chitte installé en Afrique, des pas-seports français de complaisance. L'un de ceux-ci avait été retrouvé par la police britannique qui enquêtait sur la mort, à Londres, le 3 août 1989, d'un terroriste à l'identité et à la nationalité indéterminées, victime de l'explosion prématurée d'une bombe dans sa chambre d'hôtel. Prévenue par Scotland Yard, la DST avait placé M. Leber sous surveillance depuis plusieurs semaines.

Ce dernier n'a finalement été inculpé que de falsification de documents administratifs, alors que l'information ouverte par le parquet, quelques jours aupara-vant, parlait aussi d' e association de malfaiteurs en liaison avec une activité terroriste », incrimination bien plus grave dont les éléments constitutifs ne semblent pas avoir été réunis par les enquêteurs.

Agé de cinquante six ans, marié et père de trois enfants, M. Eugène-Pierre Leber était rentré en France depuis février 1989. Instituteur de formation, il a enseigné au Maroc, puis dans la région de Toulouse, avant de rejoindre le ministère de la coopération qui l'a envoyé tour à tour en Jordanie, à Beyrouth, puis à Conakry où il occupait, en tant qu'agent contrac-tuel du Quai d'orsay, les fonctions de vice-consul. A ce titre, il avait la responsabilité de la délivrance des passeports français aux citoyens français de la région.

Selon les milieux de l'enquête, M. Leber anrait agi par vénalité, explication fermement démentie par son fils, M. Joël Leber, qui a déclaré que son père ne menait pas « une vie fastueuse ». « Mon père, a encore précisé M. Leber, vivait

Eugène-Pierre Leber, ex-vice- de sa retraite d'instituteur au derment nié toute implication de son père avec les réseaux chittes liba-

Enquêtes disciplinaires

Dans le suivi de l'affaire Leber, le Quai d'Orsay a été amené à confirmer les informations données par l'Express selon lesquelles deux autres personnes en poste en Afri-que font également l'objet d'une enquête disciplinaire. L'un, huis-sier de l'ambassade de France à Tunis, aurait vendu des tampons et des visas à des citoyens tunisiens désireux de se rendre en France; l'autre, ancien chiffreur de l'ambassade de France à Dakar, aurait communiqué à un dignitaire chite du Sénégal un message d'Orsay, au moment des discussions menées sous le gouvernement de M. Chirac pour la libération des

L'affaire de Tunis, indique-t-on au ministère des affaires étrangères, est purement de droit com-mun. Quant à celle de Dakar, cer-tains milieux policiers estiment que le chiffreur incriminé a agi par

D PRÉCISION. - Dans nos éditions du 21 octobre, un passage de l'article sur l'interpellation d'un employé contractuel du quai d'Orsay ayant venda des passe-ports français au sein de la commu-nauté libanaise chite en Guinée affirmait que la DST avait « laissé filtrer - cette information dans la presse et . notamment dans l'Express ». Cette phrase était évi-demment maladroite et injuste. Nos confrères de l'Express ont les premiers, publié, le 22 septembre, une enquête fort bien informée sur la recomposition d'un réseau terroriste lié au Hezbollah libanais sur le continent africain, enquête sans aucun lien avec celle menée par la DST.

Deux réunions spéciales auront lieu en 1990

Compromis laborieux sur l'Antarctique

des parties consultatives du traité journée. sur l'Antarctique, qui, était ouverte La France et l'Australie avaient dans la nuit du 20 au 21 octobre par un compromis très laborieusement obtenn ; la réunion devait se terminer le 19 octobre : elle a dû

La quinzième réunion ordinaire être prolongée d'un pen plus d'une

éciale consacrée à la protection globale de l'environnement. Aucune des vingt-cinq parties consultatives (les membres à part entière) et aucun des quatorze Etats simples adhérents ne nie la nécessité absolue de protéger l'environnement du sixième conti-nent encore très peu touché par les activités humaines. De même, tout le monde est convaincu que la

recherche scientifique en Antarctique présente un intérêt vital, notamment pour la meilleure compréhension des climats passés et futurs. Mais encore fallait-il se mettre d'accord sur le contenu de la réunion spéciale de 1990. En ouvrant la conférence de

Paris, le premier ministre, M. Michel Rocard, avait suggéré de faire de l'Antarctique une « réserve naturelle » (même si cette notion n'existe pas en droit international). Et de cela, la plupart des parties consultatives menées avec vigueur par le Chili, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, ne veulent entendre parler. En revanche, ces pays sont très attachés à la convention de Wellington, approuvée par consensus le 2 juin 1988, concernant les ressources minérales et, en fait, soumettant la recherche et l'exploitation de celles-ci – totalement inenvisageables, même dans un avenir lointain – à des précautions draconiennes.

La France et l'Australie, elles ne veulent plus entendre parler de la convention de Wellington et veu-lent faire interdire à jamais l'exploration et l'exploitation de ces ressources minérales - fort hypothétiques, rappelons-le. Le compromis, obtenu par

consensus (paisque le consensus est la règle de fonctionnement du traité de l'Antarctique), prévoit pour 1990 la convocation de deux réunions spéciales : l'une pour la protection de l'environnement, l'autre pour discuter de la convention de Wellington. Le Chili a pro-posé d'accueillir ces deux rénnions. Quant à la seizième réunion ordinaire du traité, elle aura lieu, comme prévu, en 1991. L'Allemagne fédérale l'accueillera.

Les communautés chiites d'Afrique de l'Ouest

Des Libanais pas toujours tranquilles

ABIDJAN correspondance

La plupart des ressortissants libanais installés en Afrique ont choisi l'ouest du continent. Cette immigration s'est produite en deux temos : l'installation des chrétiens maronites depuis plusieurs générations et l'arrivée, depuis 1975, des réfugiés de la guerre du Liban, chiites pour la plupart.

En 1880, le port de Marseille était le lieu où transitaient des Libenais commercants attirés par le continent américain, le Brésil en particulier. Beaucoup de families, à l'époque, ont même été grupées et ont débarqué au Sénégai, pensant être arrivés dans le Nouveau Monde.

La plupart du temps, ces

familles libanaises, parfaitement intégrées dans le milieu africain, ont ouvert de florissants commerces en brousse comme en ville. Au Sénégal, la communauté libanaise est estimée à vingt-six mille ressortissants. Installés depuis plusieurs générations, les Libanais vivent paisiblement, font « partie du paysage » et parlent couramment les langues vernaculaires. Très solidaires entre elles, les jeunes généra tions de Libanais ont abandonné le commerce pour des professions libérales (médecin, avocat, pharmacien, dentiste Les intéressés ont en général la nationalité du pays d'accueil et, bien souvent, un passeport français ou libanais.

« Nous n'avons plus grandchose de commun avec notre pays d'origine », explique ce commerçant d'articles managers installé à Adjamé, un quartier animé d'Abidjan. « Avec cette affaire du DC-10 d'UTA, nous sommes victimes du discrédit qui pèse mainte-

ron sept mille Libanais en Guinée, quinze mille au Libéria et treize mille en Sierra-Leone. C'est d'ailleurs dans ce pays qu'est né le chef des milices Amal, Nabih Berri.

La communauté libanaise de Côte-d'Ivoire est plus spécifique que partout ailleurs dans la région. Estimés officiellement à soixante mille, les Libenais y sont en vérité autour de cent vingt mille. Ces ressortissants, chittes pour la plupart, ont fui les horreurs de la guerre et l'enfer de Bevrouth. En quinze ans, leur nombre a été multiplié par dix.

A Dakar, la communauté

chitte a son porte-parole : le cheikh Abdoul Monen Zein, un homme respecté et écouté. M. Zein avait joué un rôle pré-pondérant dans la libération des otages français du Liben. interrogé le 27 septembre dernier, Abdul Monen Zein affirmait qu' e il n'y a pas de filière terroriste chiite libanaise en Afrique ». Le représentant officiel en Afrique de l'Ouest du Conseil supérieur islamique chitte soulignait le souci de ses compatriotes de vivre en paix sur cette terre d'accueil qu'est l'Afrique. « Personne ne détruit sa maison à moins d'être fou », ajoutait-il"

la maison de Mohamed Abdel Taki que l'on a retrouvé, à Marcory (un quartier d'Abid-jan), en août 1988, une cache d'armes : soxente-traize kilos d'explosif. un lance-roquettes. deux cents détonateurs et trente grenades étaient dissimulés dans un conteneur enterré enterré dans le jardin. Après son arrestation, Mohamed Abdel Taki avait reconnu que ce matériel était destiné à servir dans des actions terroristes en Europe.

Cecendant, c'est bien dans

Le scandale du pachinko s'étend

TOKYO de notre correspondant Le scandale du pachinko - ver-

sion nippone du flipper - s'étend : M= Moriyama, secrétaire général du cabinet et porte-parole du gouvernement, a annonce, vendredi 20 octobre, que le premier ministre, M. Kaifu, ainsi que sept autres membres du gouvernement (dont elle-même) avaient reçu des dons des opérateurs de salles de

Les sommes en jeu sont faibles (au total 4,9 millions de yens). Elles ont été versées sous forme d'achat de tickets de participation à des soirées organisées par les politiciens concernés on de donations et ne contreviennent pas à la loi sur les fonds politiques, a précisé M™ Moriyama.

Le scandale du pachinko dans lequel sont impliqués tous les partis (à l'exception des communistes) a placé les socialistes dans ane situation délicate à un moment où ils essayent de formuler une plateforme politique plus réaliste.

Dans un effort pour se rapprocher des partis centristes, le PS a annoncé, vendredi, que, sur les plans politique et économique, le Japon, gouverné par une coalition de centre-gauche, « continuerait à faire partie du camp occidental ». Le PS précise cependant que cet engagement ne s'applique pas au domaine militaire : « Dans ce cas, le PS serait conduit à accepter ce te l'a serai conaint a accepter ce que la Constitution interdit : la possibilité pour le Japon de parti-ciper à un système de sécurité col-lective. » Une réserve qui suscite des critiques du Komeito (parti bouddhiste) et des sociauxdémocrates et vide en grande partie de son contenu l'initiative lition avec le Parti conservateur. -

IRLANDE DU NORD Un policier tué

dans un attentat

son collègue grièvement blessé par balles vendredi soir 20 octobre, alors qu'ils patrouilleient en voiture dans le comté de South Armagh, en Ulster, à 5 kilomètres environ de la frontière avec la République d'Irlande. L'attentat n'a pas été revendiqué, mais la police soupconne l'Armée républicaine irlandaise (IRA).

Par ailleurs, le tribunai de Bel-

fast a ordonné, vendredi, la libération sous caution de M. Paul Hill. le demier des « auztre de Guildford » encore emprisonné, après qu'une cour d'appel eut annulé jeudi les condamnations à la prison à vie prononcées en 1975 contre trois Nord-Irlandais et une Anglaise, accusés d'avoir commis plusieurs attentats meurtriers (le Monde du 21 octobre). Ses trois compa-gnons avaient été libérés jeudi, mais M. Hill était également accusé du meurtre d'un soldat britannique en 1974. La justice l'a libéré contre une caution de 4 100 livres (environ 41 000 F).

□ AUTRICHE: Le chancelier Vranitzky reste à la tête du Parti socialiste. - Le chancelier Franz Vranitzky a été réélu, vendredi 20 octobre, avec 99,42 % des voix, président du Parti socialiste autri-chien (SPOe), lors du congrès du Parti à Graz. M. Vranitzky, cinquante-deux ans, dirige depuis mai 1988 un gouvernement de coa-

TURQUIE M. Ozal devra affronter

présidentielle

présidence de la République turque n'a obtenu, vendredi 20 octobre à

crise, jeudi soir, lorsque trois députés du PMP ont démissionné, suivis de cinq autres vendredi. Ils

partis d'opposition. (UPI, AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

un second tour Un policier britannique a été tué et à l'élection

Aucun des deux candidats à la

l'Assemblée nationale, les deux tiers des voix (300 sur 450), requis par la Constitution pour être élu au premier tour. Le premier ministre, M. Turgut Ozal, n'a obtenu que 247 voix sur les 285 députés de son Parti de la mère patrie (PMP) qui ont participé au Le parti a été secoué par une

entendaient notamment marquer leur inquiétude sur l'evenir du parti si M. Ozal était élu président. Conformément à la Constitution turque, le président ne doit avoir aucune affiliation partisane, et M. Ozal serait donc obligé de démissionner du PMP s'il était étu à la magistrature suprême. Certains des députés démissionnaires, dont M. Tinaz Titiz, ancien ministre du tourisme et de la culture, voulaient protester contre la tenue des élections malgré le boycottage des

Le concurrent de M. Ozal, M. Fethi Celikbas (PMP) n'a obtenu que dix-huit voix. Un deuxième tour, où la majorité des deux tiers est encore requise, doit avoir lieu le 24 octobre prochain.

M. Rocard engage la responsabilité du gouvernement et l'opposition dépose une motion de censure

Le premier ministre M. Michel Rocard, a engagé samedi 21 octobre, la responsabilité du gouvernement, conformément à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution, sur la première partie (recettes) de son projet de loi de finances pour 1990. L'opposition devait y répliquer par le dépôt d'une motion de censure qui sera discutée lundi 23 octobre. Le président du groupe UDF. M. Charles Millon, souhaite que les trois groupes de l'opposition n'aient qu'un seul orateur sur ce débat de censure. Le président de l'UDC, M. Pierre Méhaignerie, actuellement président de l'Intergroupe UDF-UDC-RPR,

devant être le premier signataire de la censure, l'orateur unique de l'opposition pourrait être M. Edmond Alphandéry (centriste).

Pendant une bonne partie de la nuit, on a pu croire que le gouvernement parviendrait à faire passer son projet sans recours au 49-3 en détachant cinq à six voies dans l'opposition de droite et du centre. Finalement, M. Méhaignerie a obtenu gain de cause en convainquant certains de ses amis récalcitrants de voter contre le budget.

Compte tenu d'impératifs de procédure parlementaire, le gouvernement a fait procéder façon à faire rejeter volontairement l'article d'équilibre du budget qui se trouvait « pollué » par certains amendements adoptés grâce à une conjonction des oppositions. Une fois ce reiet obtanu, M. Michel Charasse, ministre du budget, a demandé une deuxième délibération avec engagement de 49-3 par M. Rocard. Le premier vote (purement technique) révèle toutefois trois abstentions significatives : celles de MM. Raymond Barre et Jean-Marie Daillet pour l'UDC et celle de M. Jean Charbonnel pour le RPR. Il exprime un rapport de forces de 282

pour le gouvernement et de 286 pour les oppositions (UDF-UDC-RPR-PCF). Lundi, les communistes ne devraient pas joindre leurs voix à celles de la droite lors du vote de censure, et quelques centristes devraient faire défaut à l'opposition.

L'article d'équilibre, tel qu'il devrait être adopté lundi après le rejet de la censure, modifie très légèrement le déficit budgétaire initial : 90 105 millions de francs (au lieu de 90 227 millions de francs à l'origine).

Un « joli coup » manqué

Lui, au moins, était en pleine forme, détendu, reposé. A 6 h 45, samedi 21 octobre, M. Michel Rocard est venu annoncer dans l'hémicycle, face à une poignée de députés épuisés par une très longue nuit de débats, qu'il engageait le responsabilité de son gouvernement sur la première partie de la loi de finances pour 1990. En quelques phrases, dénonçant « la majorité de refus, le cartel singulier qui allie la carpe et le lapin dans un commun souci de confort facilement trouvé dans le vote négatif », tre un terme à quatre jours et quatre nuits de suppositions, de tergiversations et de négociations.

Dès le vendredi après-midi, les déontés communistes avaient levé le voile sur leurs intentions. M. André Lajoinie annoncait. à 15 heures, dans les couloirs du Palais-Bourbon, que son groupe se prononcerait contre la première partie du projet de budget, afin d'affirmer « par ce vote son exigence d'autres choix budgétaires contribuant à faire reculer les inégalités sociales aud s'aggravent, et son soutien résolu aux travailleurs en lutte contre la politique d'austérité, pour l'augmentation des salaires, pour l'emploi stable et qualifié, et en définitive pour vivre

Cette décision, justifiée selon M. Lajoinie, par la non-prise en compte « d'une manière substantielle - des amendements communistes, clarifiait momentanément la situation et changeait profondément le ton des débats dans l'hémicycle. Jugeant désormais inutile de poursuivre ses efforts d'écoute et de courtoisie à l'égard des députés communistes, la majorité socialiste s'est faite soudain moins patiente. Ainsi, lorsque pour la énième fois de la journée M. Fabien Thiémé (PC. Nord) demanda une suspension de séance afin de recevoir une délégation de la coordination et des syndicats d'infirmières - après avoir accueilli les représentants des fonctionnaires des impôts en grève, - M. Alain Richard (PS, Vald'Oise), rapporteur général du budget, n'y tenant plus, lui répondit vertement : « Voici plusieurs semaines que nous sommes sans nouvelles du conflit des gardiens de phare.

Puisque le groupe communiste fait une véritable carte du Tendre des conflits sociaux. Qu'il s'arrange pour recevoir les gar-diens de phare en même temps que les infirmières. Cela rendra service à tout le monde ! »

Faute done d'avoir obtenu l'abstention conciliante des communistes, et face à l'hostilité conjointé des trois groupes de l'opposition, le gouvernement n'avait donc pas d'autre solution que le recours à l'engagement de responsabilité pour faire adopter son projet. Sauf. sauf si... les quelques voix discordantes qui s'étaient élevées dans l'hémicycle, notamment dans les rangs centristes, pour accorder une mention - passable - à ce budget, avaient la bonne idée de se faire entendre un peu plus fort, un peu pins nombreuses et de se traduire par une abstention sur le vote final

A Matignon et au Palais-Bourbon, on se prit soudainement d'une passion pour les additions et les soustractions, les conseillers du premier ministre n'ayant plus, comme Dom Juan, qu'une seule conviction: « Deux et deux som voter un budget ».

On traqua donc l'abstentionniste potentiel par téléphone on dans les couloirs. Certains étaient acquis : MM. Jean-Marie Daillet (ÛDC, Manche), Jean Charbonnet (RPR, Corrèze), et surtout Raymond Barre (app. UDC). Le député du Rhône devait du même coup, espérait-on, convaincre ses proches d'adopter la même attitude que hui : dès l'ouverture de la discussion générale et à plusieurs reprises pendant ces quatre jours de débat, M. Bruno Durieux (UDC, Nord) notamment, avait déclaré qu'il « n'excluait pas de s'abstenir ». Vendredi après-midi, il précisait encore quand on l'interrogeait sur son a indiscipline » face aux consignes de vote données par l'ensem-ble de l'opposition, que « l'intergroupe [ne devait] pas être une machine à donner des instructions. mais un lieu de discussion». Il entraînait dans son sillage M[∞] Christine Boutin (app. UDC, Yvelines) et M. Gérard Vignoble (app. UDC, Nord).

La partie semblait bien engagée nuait son bonhomme de chemin. Mais la nuit était encore longue.

La pression de M. Méhaignerie

Il est 23 heures 45 : M. Pierre Méhaignerie entre dans l'hémicycle et rejoint les « rebelles ». Gestes à l'appui, le visage sévère, il tente de les convaincre. Mais le brouhaha des débats et le regard oblique des autres députés l'incitent à demander à ses troupes récalcitrantes de le suivre pour discuter plus calmement et plus discrètement au-dehors. Pendant plus de deux heures, le président du groupe centriste sort le grand jeu. Panoplie d'arguments, pressions morales : - Si vous vous abstenez, vous dispensez le gouvernement du 49-3. Dans le contexte actuel, c'est une erreur politique. On risque l'éclatement de l'intergroupe.

Les centristes vont se trouver une fois de plus dans le collima-- Un peu plus tard, M. Pierre Méhaignerie confiera dans les couloirs : « Le budget c'est le vote le plus politique de l'année. Je ne vols aucun courage dans ce budget. Nous devous voter contre».

Devinant cette pression, les conseillers de Matignon et certains députés socialistes multiplient les allées et venues entre les couloirs et l'hémicycle. M. Jean-Paul Huchon, directeur du cabinet de Michel Rocard fait son apparition, ainsi que M. Louis Mermaz. M. Charles Millon, président du groupe UDF, vient lui aussi s'asseoir parmi les députés de son groupe. M. Edmond Alphandéry, principal orateur cen-triste sur le budget, et en désaccord avec M. Bruno Durieux, sort queiques instants vers 2 h 50 se dégourdir les jambes dans les couloirs. « //

Il n'y aura que des défections marginales sans signification», affirme-t-il. Un consciller de Matignon confirme, quelques minutes plus tard : « Boutin et Vignoble ne marchent plus. » Le 49-3 est de retour. Louis Mermaz s'en félicite : « Ce qui est important, c'est que le gouvernement fasse en sorte que le vote ait lieu dans la clarié. À partir du moment où le PC vote contre, il ne faut pas que l'on

puisse dire qu'il y a un mini-retournement d'alliance. Si on passe grâce à quelques centristes. cela brouille notre image. Notre électorat englobe celui du PC. Il faut tenir son terrain. >

Comme deux enfants bien sermonnés, Mª Christine Boutin et M. Gérard Vignoble reprennent place côte à côte vers 4 heures du matin dans l'hémicycle. Bruno Durieux héaite encore et penche plutôt pour l'abstantion. Le jeu en vaut-il la chandelle alors que le 49-3 est devenu une certitude? Du côté du gouvernement, on se résigne sans tristesse excessive, mais avec un brin de déception, à l'échec de ce qui, décidément, aurait pu être un «joli coup». M. Michel Charasse prend connaissance, à son banc, du texte que proponcera dans quelques instants M. Michel Rocard. Décision vient en effet d'être prise de réveiller le premier ministre au petit

> PASCALE ROBERT-DIARD et PIERRE SERVENT

Querelies au centre et à gauche

Suite de la première page

M. Méhaignerie a mis tout son poids dans la balance - il était encore là au petit matin - pour qu'une pignée de députés emmenés par des barristes ne se distinguent pas de l'UDC et du fragile intergroupe UDF-UDC-RPR.

Il en allait de la crédibilité du résident du CDS, à quelques heures de la réunion du conseil politique de cette formation, et du gage d'ancrage dans l'opposition que l'UDC entendait donner à ses alliés. Il n'est pas sûr que M. Méhaignerie parvienne au même résultat lors du vote de censure: les défections seront sans doute plus nombreuses.

Le groupe socialiste ne sort pas non plus tout à fait indemne de

Une ligne de clivage est apparue entre ceux qui auraient vu d'un bon ceil quelques voix du centre, encouragées par quelques concessions, se joindre aux leurs, et ceux, conduits par le président de groupe M. Louis Mermaz, qui y auraient décelé un inacceptable « miniretournement d'alliance ».

Il y a coux qui sont prêts à joner ncore, si nécessaire, la carte de l'ouverture et ceux qui ne suppor-tent l'abstention centriste que si elle est compensée par l'abstention des alliés « naturels » communistes. Ces derniers souhaitent que le gouvernement engage sa respon-sabilité.

Ce budget laissora des séqu au centre comme à gauche. Au centre, dont tous les députés ne sont pas disposés à payer au prix fort l'appartenance à l'intergroupe de l'opposition; les barristes y voient notamment un nouvel instru ment de la domination de M. Giscard d'Estaing sur la droite et, à terme, le foyer de positions maxi-

A gauche, parce que les que-relles de ces dernières semaines entre le gouvernement et une partie du groupe présidé par M. Mermaz ont atteint un degré élevé sur l'échelle des conflits.

Voici les principales modifications apportées au projet du gou-vernement dans la nuit de vendredi

Le prélèvement fiscal sur les plus-values réalisées par les entre-prises a été relevé de 15 % à 19 %, à 'exclusion de celles réalisées dans le cadre de vente de brevets on de licences. Cette mesure, proposée

par le groupe socialiste pour com-penser la baisse de l'impôt sur les sociétés (de 39% à 37%), a été dénoncée par l'opposition. M. Gil-bert Gantier (UDF, Paris) a quali-fié cet amendement de « scélérat ». Son coût supplémentaire pour les entreprises a été fixé à 1,4 milliard Taxe professionnelle.

Le plafond de la taxe profession-nelle a été abaissé de 4,5% à 4% pour les impositions établies au titre de l'année 1990 et des années suivantes. Le gouvernement a, en outre, accepté le principe de la pro-position socialiste d'asseoir le calcul de la part départementale de la taxe d'habitation sur la valeur ajou-

Dotation globale de fouctionne-

conformément à l'accord passé avec le groupe socialiste, un amen-dement modifiant le calcul de la DGF. A compter du 1er janvier 1991, la DGF évoluera en fonction d'un indice associant le taux d'évolution de la moyenne annuelle du prix de la consommation des ménages et le taux d'évolu-tion du produit intérieur brut. Pour 1991, la DGF sera calculée en fonction de l'indice des prix et de la moitié du taux d'évolution du PIB en volume ; pour 1992 et les années ultérieures, la fraction du PIB prise en compte sera de 66 %. Pour 1990, la DGF évoluera en fonction de l'indice des prix, plus une régularisation de quatre points. Le groupe socialiste souhaite aller plus loin en intégrant progressivement le plus grand nombre d'entreprises dans le calcul de la valeur ajoutée. Le gou-vernement a accepté de réaliser une simulation sur une cotisation de péréquation nationale, dont les résultats seront présentés au Pariement au plus tard le 31 mars 1990.

 Taxe d'habitation. La taxe d'habitation est soumise La taxe d'habitation est soumise à un plafonnement à 4% du revenu pour les ménages dont la cotisation au titre de l'impôt sur le revenu n'excède pas 15000 francs. Pour les ménages non imposables, le maximum de la taxe d'habitation ne peut être supérieur à 1370 francs. Les députés ont, en outre, adopté, à l'initiative du groupe socialiste, un amendement plafonnant à 456 francs (soit un iters de 1370 francs). Le moutant tiers de 1370 francs), le montant maximal de la taxe d'habitation acquittable par les bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (RMI). Le gouvernement s'est également engagé à réaliser une simulation sur l'introduction du revenu dans le calcul de la part départementale de la taxe d'habitation à partir de 1991.

• Crédit impôt-recherche pour les dépenses de mise en conformité

SEX DOTENES. Les dépenses réalisées par les entreprises au titre de la mise en conformité des produits aux normes pourront être incluses à hauteur de 50% de leur montant dans les dépenses éligibles au crédit d'impôt-recherche. Ce nouveau disserté des les depenses de la conveau de la conformation de la c dispositif s'applique y compris aux cutreprises qui n'ont pas fait usage du crédit d'impôt-recherche dans les années précédentes.

Aide à la batte coutre la pollu-

Le taux d'amortissement exceptionnel des stations d'épuration annexées à une installation industrielle préexistante est porté de P. S. 66% à 75%.

Les principales dispositions adoptées

Adoptée lors de la loi de finances pour 1989, cette disposition ouvrait un crédit d'impôt de 3500 francs pour les enfants suivant des études supérieures. Ce crédit d'impôt a été porté pour 1990 à 4000 francs. • Aide aux sinistrés de la Guade-

qui avait été adoptée dans la loi de finances pour 1989 après les inondations de Nîmes, vise à exonérer les personnes domiciliées dans les zones sinistrées par le cyclone de la Guadeloupe des droits et taxes dus à l'occasion du remplacement des documents perdus ou détruits (passeport, cartes nationales d'identité. cartes professionnelles, permis de conduire, certificats d'immatriculation en cours de validité).

Caisse des dépôts et consig

Sur l'initiative du gouvernement, les députés ont adopté un amendement disposant que la Caisse des dépôts et consignations devra désormais verser annuelle-ment à l'Etat une fraction du résultat net de son activité bancaire.

Cette disposition se justifie, selon M. Michel Charasse, par la crois-sance des activités bancaires de la Caisse des dépôts, qui a dégagé 4 milliards de résultats nets en 1988. Elle permettra d'assurer «une juste concurrence» avec les autres intermédiaires financiers. La fraction versée à l'Etat sera déterminée par le ministre de l'éco-nomie et des finances, après avis de la commission de surveillance de l'établissement, saisie par son directeur général. Jeudi, l'Assemblée nationale

avail également adopté les mesures suivantes (le Monde du 21 octobre):

• Împêt de solidarité sur la for-

Les seuls de l'impôt de solidarité sur la fortane ont été relevés. Le taux d'imposition des pairi-moines compris entre 20 millions de francs et 40 millions de francs a été fixé à 1,2 % et celui des patrimoines supérieurs à 40 millions de francs à 1,3 %.

 Taux majoré de TVA. Dans la perspective de l'harmo-nisation européenne, le taux majoré de TVA a été ramené de 28 % à

Au conseil politique du CDS

Le débat continue sur l'autonomie du centre

M. Pierre Méhaignerie, a réuni samedi 21 octobre son conseil politique. Les travaux de cette instance devaient être consacrés pour l'essentiel à une réflexion sur la stratégie d'autonomie du centre, qui doit naviguer au plus près entre ses válléités d'indépendance et son appartenance aux nouvelles structures unitaires de l'opposi-

Au-to-no-mie, tel est le mot qui devait être abondamment com-menté par le conseil politique du CDS coavoqué, pour la première fois depuis la rentrée, samedi 21 octobre. Ce débat promettait d'être singulièrement complexe : il est patent, depuis un certain temps déjà, que ce mot, ce concept politique d'autonomie suscite plusieurs

On distingue très nettement deux lignes. Tirant les lecons de leurs propres expériences du printemps dernier et de la déconvenne de la liste Veil aux élections européennes du 18 juin, mais rassérénés dans le même temps par l'élection d'un des leurs, M. Charles Millon, L'Université de l'élection d'un des leurs, M. Charles Millon, à la présidence du groupe UDF, MM. Bernard Bosson, Dominique Baudis et François Bayrou, le trio rénovateur, ont plutôt une concep-tion restrictive de l'autonomie. L'autonomie, à les en croire, n'est plus que question de sensibilité. Dans une des dernières parutions de Démocratie moderne, le journal militant du CDS, M. Bayrou expli-quait que, pour la bonne marche de l'opposition, il fallait « qu'il devienne clair que deux grandes sensibilités — l'une plus autoritaire et conservairice, l'autre plus démocrate et sensible aux évolu-tions – forment les deux piliers de l'opposition et que ces deux sensi-bilités en traversent toutes les for-mations ». Selon cette conception, le centre aura vocation à n'être plus qu'un des courants parmi d'autres de l'opposition unie.

L'autre ligne consiste à défendre, toujours selon le vieux barriste, l'idée de l'émergence à moyen terme d'un grand parti du centre, deuxième pôle actif de l'opposition, libre et indépendant, une fois démontré dans les faits que la fusion de l'opposition avec le

Le CDS, que préside RPR est une atopie. Un vœu auquel sont fortement sensibles les militants du parti et que continuent de caresser MM. Jacques Barrot, Bernard Stasi, Edmond Alphan-dery, Bruno Durieux ou encore François Froment Meurice, entre

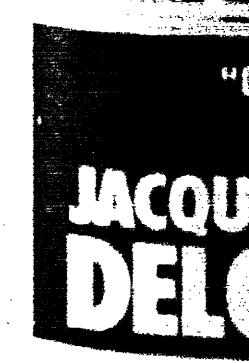
aures.

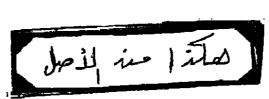
Ils ne croient pas au parti de l'union tel que le propose M. Giscard d'Estaing et continuent de s'interroger sur l'utilité de l'intergroupe parlementaire. Leur inquiétude est d'autant plus forte que le président du CDS a depuis long-tempes semblé navigner à l'avenemps semblé naviguer à l'aveuglette entre ces deux lignes. Son rapprochement, à la fin de l'été, avec M. François Léotard, sa bonne entente affichée avec M. Charles Millon, son accord de principe pour sièger à nouveau, aux côtés de M. Giscard d'Estaing au bureau de l'UDF, son empresse-ment à faire fonctionner l'inter-groupe malgré la première entorse groupe maigre in premiere emorse an pacte de confiance de M. Ber-nard Pons, tout ce zèle a paru à certains centristes basouer la politi-que d'autonomie établie en juin 1988 avec la création du groupe TINC à l'Assamblés nationale.

UDC à l'Assemblée nationale M. Méhaignerie se défend aujourd'hui de tous ces reproches. Il explique que l'intergroupe est une ardente obligation pour favoriser la décantation des idées à droite, qu'il convient d'aller jusqu'au bout de ce test » et qu'à ce jour le CDS n'a que pour ambition prioritaire d'accélérer la recomposition de l'accélérer la recomposition de l'opposition sans renoncer jamais à l'émergence dans le paysage politique d'une grande force centriste.

Après avoir donné le sentiment de se rapprocher des rénovateurs, M. Méhaignerie semble décidé à rassurer son aile gauche. La direc tion du CDS devait se rallier à un texte produit par MM. Stasi, Alphandery et Froment-Meurice qui réaffirme la nécessité d'« un centre fort et autonome dans la fidélité de ses alliances » et précise que « le CDS n'entend nullement renoncer à la liberté qui l'a conduit en 1988 à créer le groupe CONGRUE EN 1900 a creer le groupe UDC ». M. Méhaignerie devait amoncer la publication d'« une note de synthèse philosophique » assortie d'un questionnaire détaillé, expédié à tous les responsables centristes de province en vue de la pré-paration d'un « congrès d'idées » en septembre 1990.

DANIEL CARTON





ouvernement

censur(-

485

🐞 🐞 (April 1997)

POLITIQUE

Le colloque sur les îles

M. Delors affirme que « le destin de la Corse sera lié à celui de l'Europe »

Le colloque sur « le développement éco- des listes électorales, qui les ramèners à ment consacrée à l'identité culturelle des

AJACCIO

de nos envoyés spéciaux

· Je suis amère, en tant que socialiste, et en tant qu'insulaire ».

C'est une jeune Corse de « base »,

M= Mora, qui, au trossième jour du colloque, a mis les pieds dans le plat devant M. Joxe: « Un mépris

parisien », un débat « verrouillé »,

paristen», un acoual « verronnie», trois jours dont on peut se deman-der s'ils n'avaient pour but que d'« endormir les Corses»; la contestataire n'y est pas aliée de

A l'évidence, une telle position n'était pas celle de l'ensemble des

participants corses au colloque. Elle illustre, toutefois, l'ambiguité même de cette réunion, à l'évi-

dence einitiative politique avant

d'être une rencontre universi-

taire », comme l'a observé

M. François Alfonsi, successeur de

M. Max Siméoni au secrétariat

général de l'Union du peuple corse (UPC).

Certes, les Corses ne se sont rien

dit qu'ils ne sachent déjà sur eux-

mêmes. Alors, échange inutile

d'arguments rebattus, comme le pense M= Mora, ou bien confron-

tation libre, véritable «catharsis»

libérant de leurs tensions enfouies les intervenants? Une chose est

sure: M. Joze, qui voulait « favori-

ser la réflexion», a provoqué, pen-dant trois jours, un vaste échange, pétri de contradictions, d'affronte-

ments, d'envies plus on moins avouées. Un échange, consacré à «99 % à une expression du nombri-

lisme insulaire corse», comme l'a

dit un intervenant... corse, et au terme duquel le problème de l'île paraît encore plus complexe qu'à l'ouverture des travaux... Un

échange qui a rappelé qu'en Corse, la paix civile n'est pas définitive-ment gagnée : M. Alfonsi, n'a-t-il

pas souligné l'urgence d'autres

moyens que « la peur des bombes »

pour mettre un frein à la « vora

cité » des spéculateurs immobi-

An-delit

du continent

M= Hélène Ahrweiler, prési-

dente du Centre Pompidou, qui

dirigeait la dernière séance, avec un humour et une culture admirés

par tout son auditoire, a bien

exprimé la fascination mêlée

d'incompréhension que peuvent, vus de l'extérieur, susciter de tels

débats, saluant la « qualité de

l'écoute - et la « sincérité de la

parole. M. Alirweiler a lance, sous les applaudissements: « On ne peut pas être pessimiste pour la Corse. Sauf si l'on est Corse, si j'ai

D'un point de vue plus froide-ment rationnel, la frustration pou-

vait, objectivement, au terme des

travaux, le disputer à la satisfac-

tion : satisfaction des représentants

des milieux économiques, puisque la quasi-totalité des dossiers techni-

ques et financiers – transports, fis-calité, préservation du patrimoine culturel sans obstacle au dévelop-

pement, coopération transfronta-lière, recherche de technologie –

ont été mis sur la table sans détour.

Satisfaction aussi pour ceux qui veulent voir les Corses respirer l'air

du grand large, puisque les habi-tants de l'île de Beauté, trop habitués à n'entretenir de rapports pour vitupérer, réclamer ou menacer – qu'avec Paris ou Marseille, ont été invités à regarder plus loin

La Crète, la Sicile, les îles de

l'Atlantique et surtout le voisin sarde, lontemps considéré comme un . étranger » et un geneur ont pu, sinon fournir des solutions clés en main aux Corses, au moins

leur donner l'envie de sortir des

sentiers battus de leurs vieux dialogues avec Paris, ou avec eux-

mêmes. Le regard sur les autres

îles, outre qu'il pout se prêter à un dialogue moins infructueux, en

que « le continent ».

bien compris... •

nomique et l'identité culturelle des îles de une situation plus conforme à la réalité. insulaires. M. Jacques Delors, président de l'Europe » a terminé ses travaux vendredi partout où c'est nécessaire ». M. Joxe a la Commission des Communautés euro-20 octobre à Ajaccio. Au terme de cette souligné que « cette réalité va être mieux péennes, a expliqué aux Corses qu'ils sont rencontre, M. Pierre Joxe, ministre de cernée grâce au prochain recensement » « solidaires des autres Européens, pour le l'intérieur, qui en était l'organisateur, a de l'INSEE. Il veillera, pour sa part, « aux meilleur et pour le pire ». Il les a aussi réaffirmé qu' « il faut voter où l'on habite », conditions de rigueur de cette opération invités à penser leur avenir en terme avant d'annoncer qu'il va « élaborer un qui nous donnera une image réelle de la ensemble de dispositions permettant une population, en Corse comme ailleurs ». A la révision générale, une refonte s'il le faut, fin de cette dernière journée essentielle- sources ».

ouvrant un nouveau champ culturel et et pourquoi pas commercial propre voie de développement », - permettra peut-être un jour (en lorsqu'il dit que les insulaires doirel - et pourquoi pas commercial - permettra peut-être un jour (en particulier si l'assemblée régionale vent garder - la maîtrise du sol -, surmonte ses réticences pour la coopération décentralisée avec car « sans maitrise du sol, il y a éloignement considérable des trad'autres régions étrangères) de mettre l'île sur le chemin d'une modernité enropéenne pleinement

ditions », comment les nationalistes et, plus généralement, tous les Corses qui se méfient de l'Europe de l'acte unique, ne verraient-ils pas, dans ces propos, un soutien, conscient ou inconscient, à leur lutte ? « S'ouvrir sans se perdre », s'opposer au « défi de la banalisation », maintenir ses « propres particularités à l'intérieur de l'équilibre général », n'estce pas de cela qu'il s'agit en

Reste, enfin, la frustration qu'a pu engendrer ce colloque. Elle se focalise sur un point central : celui du statut. Il apparaît aujourd'hui que, quoi que l'on pense de l'oppor-tunité d'une discussion institutionnelle, celle-ci est désormais devenue « incontournable ». M. Joxe l'a sans doute senti, qui, répondant à ses détracteurs, a souligné que la question des institutions n'était pas évacuée » du colloque.

Mais le ministre de l'intérieur a abordé cette question sous un angle bien particulier : selon lui, la réflexion institutionnelle est

d'« autodéveloppement » en puisant dans leurs « racines et leurs propres res-

> - mutilée » si elle n'est pas accompagnée d'une réflexion sur « l'exer-cice de la démocratie », c'est-àdire, en particulier, les consultations dectorales.

Par ce biais, M. Joxe a reintroduit dans le débat la « moralisqtion - de la vie publique à laquelle il tient et qu'il s'est déjà employé, en dépit des critiques (notamment sur la limitation des procurations) à introduire dans la vie de l'île. Une nouvelle étape sera franchie avec la réfonte, à l'échelon national, des

Une telle mesure était réclamée pour la Corse, de plusieurs côtés. Dès l'annonce de cette décision, les représentants de l'UPC, ont exprimé, dans les couloirs du collo-que, leur accord, tout en jugeant qu'il convient d'- attendre et de

En tout état de cause, à moins d'une semaine du comité intermimistériel sur la Corse, M. Joxe a ainsi, par la réunion du colloque, par l'annonce de la resonte des listes électorales, doublement repris l'initiative. Le ministre est bien le « M. Corse » du gouverne-

> JEAN-LOUIS ANDRÉANI et FRANÇOIS GROSRICHARD

> > ANDRÉ LAURENS

LIVRES POLITIQUES

Encore que M. Jacques Delors,

tout en expliquant l'Europe avec sa clarté coutumière, a plutôt, au bout du compte, brouillé les cartes.

Certes, le président de la Commis-

sion a lancé : « Vous, les Corses,

vous êtes solidaires des autres

Européens pour le meilleur et pour

le pire (...) la Corse fait partie de l'Europe, le destin de la Corse sera

lté à celui de l'Europe - Mais, dans le même temps, M. Delors a semblé justifier les inquiétudes et

les réticences des Corses face à

l'Europe de 1993. Après avoir rap-

pelé que l'Europe reste un

- choix -, non « un engrenage infernal -, le président de la Com-

mission a prôné «l'autodévelop ment » des îles, en défendant leur

Quand le président de la Com-

mission affirme que « c'est en plon-

geant dans l'ensemble de ses

« nombrilisme vital ».

VIDEMMENT, les Français ne connaissent que l'Afrique francophone, constatait l'autre jour un confrère, formé pour moitié à la culture britannique, en relevant que personne, parmi nous, n'était canable de situer exactement le Malawi. C'était une boutade. L'Afrique francophone, garde, même pour nous, ses mystères, et lui n'était pas davantage en mesure de nous donner des nouvelles de Hasting Kamuzu Banda, le leader de ce pays de l'Afrique sud-tropicale, qui, pourtant, e vit dans la crainte des lendemains de la succession de son vieux prési-

Or le Malawi doit affronter parallèlement la sécheresse et les problèmes posés par l'afflux de réfugiés mozambicains. Si le lecteur n'est pes déjà impres-sionné per ces détails, on lui fournira aussi le pourcentage des médecins dans la population et le nombre de livres publiés en 1984 (dernière statistique connue) : il est de cent trente-

Cette science, aussi sportanée que récente, est empruntée à la demière édition (1989-1990) de l'Annuaire économique et géographique mondial publié sous le titre l'Etat du monde par les éditions de La

Découverte. Cent quatre-vingt-dix-sept

L'essentiel sur le Malawi

le contenu, totalement renouvelé chaque année, de l'annuaire. En raison de leur importance, trente-quatre sont présentés en tant que tels ; les autres sont situés à l'intérieur de trente-trois ensembles décoolitiques. Ce découpage, précise le géographe Yves Lacoste, est une façon de voir le monde, ni exclusive ni éternelle. C'est une façon de le comprendre qui n'en écarte pas d'autres.

L'Etat du monde propose un deuxième type de regroupement par continent at sous-continent et, pour les plus grands Etats (URSS, Etats-Unis, Chine, Inde, Brésil) des études de géopolitique interne. Il s'ouvre sur l'examen de questions stratégiques (les rapports Est-Ouest, l'évolution de l'Europe de l'Est, le renforcement de la CEE, le pro-blème palestinien, l'état du Maghreb) et tente de cerner les tendances et les événements significatifs de la dernière période dans les principaux domaines où s'affirme l'existance des sociétés et des peu-

démographie et au « Droit et à la démocratie »; elle propose un dossier spécial et substantiel sur l'environnement.

On retrouvers dans cet ouvrage compact et d'un maniement aisé l'appereil habituel de statistiques et de cartes. Ces dernières ont été entièrement ranouvelées et vont insou'à donner les délimitations administratives, politiques et territoriales monde met le monde à portée de main. Il permet de surmonter ce paradoxe de la culture moderne qui fait que, par la orâce de la communication sous toutes ses formes, nous sommes de plus en plus informés sur ce que nous ignorons, à moins de posséder une

singulière érudition. Lorsque ce n'est pas le cas, l'actualité déborde vite la culture de l'honnête homme en portant à sa connaissance des faits et des événements qu'il n'est pas en mesure d'apprécier spontanément et qui risquent de solliciter en vain sa curiosité s'il ne s'entoure pas de quelques petit annuaire en est un. Ne nous rappelle-t-il pas fort à propos, pour revenir au cas de figure évoqué ci-dessus, que la capitale du Malawi est - bien sûr - Lilongwé, au nom si charmant...

▶ L'Etat du monde 1989-Etats et territoires de la planète Cette étude par thèmes s'est 1990, éditions de La Décousont répertoriés de la sorte dans ouverte, dans ce volume, à la verte 637 pages, 135 F. ••• Le Monde ● Dimanche 22-Lundi 23 octobre 1989 7

DEFENSE

Le remplacement des Crusader de la marine

M. Chevènement évoque une solution « conforme à l'intérêt général du pays »

cains pour remplacer ses Crusader vieillissants sur les porte-avions Foch et Clemenceau (le Monde du 21 octobre), M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, a tenu à indiquer qu'il attendrait que e tous les éléments soient réunis pour prendre en temps utile une décision conforme à l'intérêt général du pays ».

 Il s'agit, a-t-il ajouté, d'un pro-blème très complexe mettant en jeu des intérêts nationaux essentiels. - Et, voulant sans doute signifier que la marine nationale n'est pas scule à pouvoir prétendre en décider, M. Chevènement a rap-pelé l'article 12 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen

Après la prise de position très de 1789, selon lequel « la force nette de l'état-major de la marine en faveur de l'achat de F-18 améritage de tous et non pour l'utilité particulière de ceux à qui elle est

Au cabinet du ministre de la défense, on assure ne pas compren-dre la précipitation de la marine dans cette affaire, ni la pression qu'elle semble vouloir exercer en faveur de la solution américaine, opposée à une rénovation des ctuels Crusader par le groupe Dassault. Ces avions embarqués de défense aérienne auront trente ans d'âge en 1993. Dans l'esprit de l'état-major de la marine, il s'agirait de les remplacer par quinze F-18 achetés d'occasion, en attendant l'entrée en service de la version navale du Rafale, qui devrait être prête en 1998.

COMMUNICATION

Soucieux de redresser son image et ses ventes

« Pèlerin-Magazine » lance une nouvelle formule

l'ancien Bulletin des pèlerinages, Pèlerin-Magazine souffre depuis plusieurs années d'un décalage entre l'image que le public a de lui, celle d'un journal un peu vieillot, très imprégné de catholicisme rural, et le produit qu'il offre, d'avantage proche d'un hebdoma-daire d'informations générales clas-sique. En outre, l'hebdomadaire du groupe Bayard-Presse souffre en cinq ans, pour atteindre 375 000 exemplaires en 1988.

Pèlerin-Magazine veut être dredi 13 octobre une nouvelle formule. Avec ses trois parties actualités, vie pratique, culture-télévision – dont la maquette, lar-gement illustrée, a été redessinée, le magazine vent être encore plus proche de ses lecteurs. Il a inau-guré des pages modes, des rubri-ques « droit », « santé » ou « automobile » et développé ses pages de programmes de télévision. Soucieuse d'être proche de ses lecteurs

de province (91 % du lectorat), la nouvelle formule de Pèlerin-Magazine se rendra dans les régions, pour ses enquêtes, ses reportages ou ses informations culturelles. Le journal n'oubliera pas pour autant qu'il se veut uranquillement religieux. Ses lecteurs - catholiques pratiquants à 75 % - se verront toujours propo-ser des pages de commentaire des

Pèlerin-Magazine qui compte 91 % d'abonnés, a fait des efforts en direction des kiosques grâce auxquels il vend aujourd'hui 15 000 exemplaires, alors que la vente dans les églises s'est effondrée jusqu'à 25 000 du fait de la baisse de la pratique religieuse. Fort de 1,6 million de lecteurs - dont la majorité sont des lec-trices - Pèlerin-Magazine espère bien attirer de nouveaux adeptes madaire qu'on peut lire en

Accord entre M. Berlusconi | M. Philippe Levrier non et la télévision polonaise

Le groupe Fininvest de M. Silvio Berlusconi a annoncé, le 20 octobre, la signature d'un accord avec la télévision polonaise. Au terme de cet accord, qui intervient pendant la visite en Italie du premier minis-tre polonais, M. Tadeuz Mazowiecki, la régie publicitaire de la Fininvest, Publitalia 80, obtient la concession exclusive de la gestion, la vente et la promotion de la publicité internationale des deux chaînes de la télévision polonaise à partir du 1er janvier 1990. La durée du contrat est de cinq ans. Il pourra être renouvelé ensuite par périodes de trois ans.

Publitalia 80 a déjà signé un accord de ce type avec la télévision soviétique, il y a un an et demi, et négocié actuellement avec les télé-visions hongroise et tchèque. Dans l'accord signé avec les chaînes polonaises, il est stipulé que le groupe de M. Berlusconi pourra fournir des programmes en plus des messages publicitaires.

directeur général de TDF.

Le conseil d'administration de Télédiffusion de France (TDF) a nommé à l'unanimité, le 3 octobre, sur proposition de son président M. Xavier Gouyou-Beanchamps, un nouveau directeur général, M. Philippe Levrier. Il succède à M. Pascal Machuel, directeur général de TDF depuis 1983, qui travaillera désormais auprès de M. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et

Né en 1949, ancien élève de l'École polytechnique et diplômé de l'École nationale supérieure des télécommunications, M. Philippe Levrier a travaille au sein de la direction technique de l'ORTF en 1973 avant d'entrer à TDF comme ingénieur à la direction régio-nale Paris-centre - Nord. Chargé de mission au service juridique et techni-que de l'information (SJTI) en 1977, il est ensuite chargé de mission au cabinet du secrétaire d'Etat aux PTT cabinet du secrétaire d'État aux PTT en 1980, oà il s'occupe de TDF. Il devient chef du département planification des objectifs à TDF en 1982 puis directeur du plan et des affaires financières un peu plus tard. Il était directeur général adjoint de TDF depuis avril 1988.]

"GRAND JURY" RTL-Le Monde dimanche 18h30 En direct sur animé par Olivier MAZEROLLE avec André PASSERON et Philippe LEMAITRE (Le Monde) Janine PERRIMOND et Pierre-Marie CHRISTIN (RTL)

等 200 mm (1) 10 dispositions adoptées

Market State Marie de Water de Sparker de La companya del companya de la companya de la companya del companya de la companya A STATE OF THE STA production of the second · · William on Co. MINISTRACE PARTY NAMED IN

de statement to the same of AND STREET OF STREET A STATE APPLIES The second secon

in de des de la compansión de la compans The State of the S - constant of the conwas ween --

SOCIÉTÉ

Le tremblement de terre de San-Francisco aurait fait moins de victimes qu'annoncé

le travail des sauveteurs s'est arrêté, vendredi 20 octobre, sur le Cypress Bridge d'Oakland, cercueil de béton et d'acier de dizaines d'automobilistes californiens pris au piège du séisme : le président George Bush venait constater sur place l'étendue des dégâts et faire part de son émotion zers et grues s'étaient arrêtés et un silence impressionnant régnait autour du pont autoroutier, grand serpent désarticulé dont les voies supérieure et inférieure ne font plus qu'une sur plusieurs centaines de mêtres, et qui ne semble tenir en certains endroits que par miracle. En blouson bleu, casque de chan-tier à la main, M. Bush a marché en contrebas des décombres d'où vendredi, d'extraire de nouveaux dont trente-trois pour la seule auto-

cadavres, se faisant expliquer qu'il restait encore une cinquantaine de quelques centimètres d'épaisseur de ferraille, mais que la plupart de leurs occupants avaient pu s'échapper à temps.

Les autorités californiennes avaient estimé à environ deux cent soixante-treize le nombre des morts, dont deux cent cinquantetrois tués par l'effondrement sur 1,6 kilomètre de l'autoroute 880. Elles seraient fondées sur le trafic normal à 17 h 04. Mais le match de base-ball avait incité beaucoup de banlieusards à rentrer plus tôt pour le voir à la télévision. Il semble donc que l'autoroute a été moins meurtrière qu'on le pensait : pour le moment, en tout cas, on a retrouvé cinquante-quatre corps,

de disparitions signalées à la police. Washington a débloqué 273 millions de dollars d'aide d'urgence, nois de dolars d'aute d'irgence, mais les dégâts considérables enre-gistrés à Oakland, San-Francisco et Santa-Cruz, demanderont beau-coup plus. Le gouverneur de Cali-fornie, M. George Deukmedjian, a estimé la facture totale à quelque 3 milliards de dollars, alors que certains autres élus locaux parlaient de 8 à 10 milliards. M. Bush s'est déclaré prêt à discuter du montant de l'assistance fédérale avec le Congrès où les démocrates

Les dégâts, en effet, semblent être plus importants qu'on le pensait tout d'abord. En outre, les répliques les plus fortes font s'écrouler des maisons ébranlées par le choc principal. Ainsi à

ont proposé 2,5 milliards de dol-

une réplique a-t-elle provoqué l'effondrement de plusieurs bâtiments dans la soirée du 19 octobre. Dans toute la Californie du Nord. les experts continuent à examine les immeubles. Ils se sont aperçus que le nombre des bâtiments qui ont subi des dommages cachés était plus grand que prévu. Cette découverte a provoqué une révision à la hausse de l'estimation du cost des dégâts. Franck McCormick, principal économiste de la Bank America Corp. a évalué les dommages à environ 10 miliards de dollars. Mais le directeur de la compagnie d'assurances Lloyd's est plus prudent. Pour lui il est trop tôt pour chiffrer les conséquences financières de la catastrophe.

JUSTICE

An congrès de l'Union syndicale des magistrats

La politique de M. Arpaillange sévèrement mise en cause

Réunie en congrès à Paris jusqu'au 22 octobre, l'Union syndicale des magistrats (USM), organisation majoritaire dans la profession, a recu vendredi 20 octobre la visite de M. Pierre Arpaillange. Cette venue du garde des sceaux a été, pour l'USM, l'occasion de critiquer vivement la politique conduite place Vendôme.

Il serait faible de dire que les membres de l'Union syndicale des magistrats (USM) ont pris leurs distances avec M. Pierre Arpail-lange. Si l'année dernière, au cours de leur précédent congrès à Lille, ces magistrats modérés, peu remuants par tradition, lui avaient réservé un accueil relativement aimable, les voici carrément passés de l'observation polie à la franche

M. Michel Joubrel, président de ce syndicat majoritaire (52 % du corps), l'a dit sans ménagement. Les magistrats aujourd'hui sont, selon lui, « moroses, « désenchantés » et bien peu enthousiasmé par le bilan de leur ministre. Le budget de la justice « reste désespérément Indigent », dévoré par le plan de construction de 13 000 nouvelles places de prison, incapable de combler les 700 suppressions d'emploi effectuées depuis trois ans, chiche avec les magistrats, dont les indemnités vieux cheval de bataille du syndique M. Albin Chalandon avait

promis d'accorder en trois ans. «Vous ne pourrez plus conti-nuer indéfiniment à demander [aux magistrats] des efforts dans tous les domaines s'il n'y a pas un minimum de reconnaissance ou d'incitation au bout du chemin ; à trop vouloir tirer sur la corde. celle-ci va casser et le point de rupture n'est pas très éloigné», a affirmé M. Joubrel, laissant entendre que, alliés aux hauts fonctionnaires de justice, fort en colère enx aussi, des magistrats envisageant même de recourir la grève. Le magistrature devenant peu à peu, comme l'avait écrit M. Daniel Soulez-Larivière, « un petit métier pour de petites gens ».

Les réformes multiples sont « lancées sans moyens», a pour-suivi le président de l'USM, « faisait naître de faux espoirs - chez les justiciables, qui perdent de plus en plus confiance en la justice. Quant au projet de réforme du sta-tut des magistrats (le Monde des 15 et 16 septembre) à l'étude aujourd'hui à la chancellerie, il est d'avance rejeté par l'USM, qui y voit une « mini-réforme », incapa-

ble de « couper les liens entre l'exécutif et la carrière des magistrats ». Le plan de modernisation de la justice ne convaine pas plus l'USM, car, estime M. Jonbrel, on ne modernise pas un mori-

« Clans et factions »

Visiblement gêné par cette charge attendue – le discours de M. Joubrel lui avait été communiqué par avance, - M. Pierre Arpaillange a marqué un léger agacement en estimant que ces criti-ques étaient empreintes « d'un trop grand scepticisme, voire d'un pesgrana scepucisme, voire à un pes-simisme quelque peu forcé». Remerciant pourtant l'ensemble des magistrats pour « l'effort accompli», le ministre de la justice a tenté de les convaincre de ne céder « ni à la morosité ni au découragement », en les exhortant au calme et en justifiant sa politique pénitentiaire comme judiciaire, avant de conclure en les suppliant : « Cessons chaque matin de nous plaindre et de mêler nos voix à celles de nos censeurs. C'est pour moi une question d'honneur et de dignité. »

Applaudi du bout des doigts. alors que les couloirs bruissaient de sarcasmes, le garde des sceaux par-tit sans qu'aucun dialogue ait été engagé. M. Jean-Luc Sanron, secrétaire général de l'USM et juge d'instruction à Pontoise, a poursuivi la mise en pièces de la politique de M. Arpaillange. Il est une nouvelle fois revenu sur les nominations, qu'il juge partisanes, tant sous M. Chalandon que sous M. Arpaillange. « Pourquoi entrer dans la fonction publique si on ne possède paa la couleur politique du gouvernement en place » ? s'est-il interrogé. « Allons-nous contempler sans réagir la succession des clans et des factions se disputant les faveurs du prince du moment » et alors que la justice devient synonyme « d'impuissance et de clien-télisme » ? Vivement applaudi lorsqu'il a assuré que l'USM se battrait pour « sortir des mains de l'exécutif le processus de nomination des magistrats », M. Sauron a exherté ses collègues à « retrousser leurs manches », à « contester le monopole idéologique » exercé tant par l'Association profession-nelle des magistrats (APM) à droite que par le Syndicat de la magistrature (SM) à gauche. Rarement bavards, les syndiqués de l'USM ont ensuite passionnément exprimé leur rancœur et for-mulé sans ambiguïté des jugements peu amènes sur le ministre de la justice, qui était pourtant, disentils. - autrefois des nôtres -.

4

AGATHE LOGEART

La « cousine pauvre » a mieux tenu le choc

SAN FRANCISCO

de notre envoyé spécial

Le quartier est miteux, comme une bonne partie de la ville d'Oakland, une ville noire à 65 %, ccusine pauvre et méprisée de l'opulente San-Francisco. Seule, partiellement démose, déversant des milliers de briques sur des voltures réduites en bouillie. Le quartier est miteux, mais les eilles maisonnettes de bois ont

En face, San-Francisco semble presque un autre monde, que le séisme a traité différemment. Le uartier de la Marina, celui qui a le plus scuffert, est fait, lui aussi, de maisons en bois, pas tellement différentes de celles d'Oakland, mais parées de tous leurs ornements « victoriens » ou « art déco », soignées, entretenues. Ce n'est pas le nec plus ultra de Sanbeaucoup de personnes âgées modestes qui avaient acheté leurs maisons avant que les prix ne plus de « yuppies », bien engagés sur le chemin de la réussite.

Par miracle, parce que la plupart des gens n'étaient pas encore rentrés chez eux, parce que presque tous les autres ont les constructions en bois s'affaissent doucement, se déforment, mais hésitent à s'écrouler, il n'y a eu que très peu de victimes : cina. pense-t-on, alors que des dizaines de bâtiments ont été pratiquement détruits.

Le tremblement de terre s d'ailleurs été étrangement sélectif : de part et d'autre de la rue, deux immeubles identiques. L'un n'a gardé qu'un semblant d'étage supérieur, descendu au rez-dechaussée sur les débris des deux étages inférieurs complètement écrasés. L'autre n'a pas bougé.

ici, près d'un trottoir boursouflé, une maison intacte, et là, sur un trottoir bien lisse, un homme qui dépose à la hâte des chemises, un ours en peluche, des albums de photos. Sa maison, complètement de guingois, a été classée ∢ à démolir », et il n'est autorisé à v entrer à ses risques et périls que pour quinze minutes, le temps de prendre ce qu'il juge être l'essentiel. La scène se répète un peu partout. Certains récupèrent des skis, d'autres des tableaux, des vases, ou même un kavak... D'autres enfin ne peuvent rien récupérer du tout - leur immeuble est totalement interdit d'accès, tandis qu'au contraire leurs voisins peuvent touiours habiter chez eux s'ils y tiennent. mais bien sûr sans eau, ni électricité, ni gaz. Il y a là des drames, grands et petits, mais aussi un regret de nature plutôt esthétique : quel dommage que le séisme ait abîmé un si joli quar-

Les voiontaires s'affairent et tous sens, toujours plus nombreux, toujours mieux organisés Et même la « soupe populaire » offerte à Chestnut Street semble habitée par l'esprit des lieux : il y a bien une soupe, mais aussi des crevettes, du crabe et des chamtaurateurs contraints à rester

(AFP, Reuter.)

Un peu plus loin, comme dans la maieure partie de la ville, le courant a été rétabli. Les gens peuvent, depuis jeudi 19 octobre, allumer la télévision. Ils ont ainsi pu voir pour la première fois des images de « leur » trembiement de terre, et puis aussi, l'espace cet autre séisme qui vient de secouer une région reculée de la Chine. Des masures de briques ou de pisé, des paysans misérables, des sauveteurs armés de pieux pour dégager les ruines... un autre

JAN KRAUZE

SPORTS

GYMNASTIQUE: championnats du monde

Daniela à côté de la poutre

Le concours individuel féminin des vingt-cinquièmes championnats du monde de gymnastique, qui ont lieu jusqu'au dimanche 22 octobre à Stuttgart (RFA), a été remporté, vendredi 30 octobre, par la Soviétique Svetlana Boginskaia, qui a devancé ses deux coéquipières.

STUTTGART

de notre envoyé spécial

La Roumaine Daniela Silivas est déjà une ancienne dans cet univers de la gymnastique féminine. A dixneuf ans, elle a conquis des couronnes en Europe et même à Sécul lors des derniers Jeux olympiques. Lancée à la poursuite des Soviétiques lors du concours individuel des championnats du monde, vendredi 20 octobre, à Stuttgart, elle a essavé de retrouver les mouvements qui lui avaient valu l'or à

Mais, sur cette poutre dont elle était la reine, elle a connu la défaite. Le drame s'est produit lors des derniers exercices. Daniels Silivas totalise alors 29,862 points. La Soviétique Svetlana Boginskaïa la précède avec 29,875 points. Une paille dans un concours de cette importance. La gracieuse Svetlana exécute à ce moment un saut que les juges gratifient d'un 10, la note

C'est sans doute là que tout a basculé dans la tête de la petite Roumaine. Lorsqu'elle a vu le chiffre magique s'inscrire sur l'écran, elle a pensé que la partie était perdue. Bonne élève, elle est quand même montée sur cette longue barre où, pendant des années, elle a su se montrer la plus agile. Hélas! la concentration avait fait place chez elle à la fatigue. Dès les premiers mouvements, elle perd l'équilibre et tombe au sol. Le titre est joué. Avec volonté, elle remonte

sur son engin comme on lui a appris à le faire tout au long de ses années de compétition. Quelques figures d'où la beauté a disparu et une pirouette dont elle assure mal la réception scellent le destin d'une championne. Daniela obtient une note digne des deuxièmes séries qui l'entraîne à la douzième place du

Les larmes coulent comme pour signifier son adieu à la compétition. Daniela doit laisser la place aux plus jeunes. Elle quitte les tapis de nousse, poussée vers la sortie par des enfants aux petites queues de cheval. Daniela s'en va; place à Svetlana. C'est la jeune fille de Minsk que le public applaudit. Ce sont ses deux notes 10 (au sol et au saut) que les spectateurs admirent.

Plus grande de taille que les autres gymnastes, Svetlana a parfois un peu de mal dans les exer-cices qui requièrent de l'équilibre. Mais son 1,64 mètre lui donne une présence plus forte dans les mouvements au sol. Elle apporte de la grâce à des exercices que de minus-cules Chinoises de quinze ans exécutent trop mécaniquement. Sve-tlana sait jouer avec son corps lorsqu'il retrouve le tapis. Quel-ques gestes des bras, des mouve-ments de jambes, transforment un concours de pirouettes en une sorte de danse où la sensibilité est tou-

jours présente. < J'étals encore au jardin d'enfants quand une jeune semme est venue nous voir pour nous inviter à faire de la gymnastique »,

raconte la nouvelle championne du monde. Depuis ce moment la jeune fille travaille pour acquérir agilité et légèreté. Une enfance faite d'entraînements et de compétitions qui lui permet - à dix-sept ans de posséder une technique presque parfaite. Déjà championne d'Europe au printemps, elle semble vouloir emprunter la voie qui a conduit son aînée Elena Chouchou nova au titre olympique.

Avec une petite inquiétude toutefois. « I'ai pris 4 centimètres deputs Séoul », confesse Svetlana, un brin inquiète. Dans un sport où les petites tailles sont légion, la jeune fille souhaite que sa croissance ne se prolonge pas.

SERGE BOLLOCH

TENNIS: création d'une coupe du Grand Chelem

La Fédération internationale contre l'ATP

La Fédération internationale de tennis (FIT) a annoncé, le 20 octo-bre, qu'elle organisera du 10 au 16 décembre 1990 une coupe du Grand Chelem à laquelle seront invités huit joueurs s'étant mis en évidence lors des quatre tournois majeurs (Internationaux d'Australie, de France, de Grande-Bretagne et des Etats-Unis) et de la coupe

Cette nouvelle épreuve sera dotée de 6 millions de dollars de (prix environ 40 millions de francs), le vainqueur recevant 2 millions de dollars (environ 14 millions de francs). Excepté certains championnats du monde de boxe (140 millions de francs pour le combat Tyson-Spinks en juin 1989), aucune autre compétition sportive n'offre des bourses aussi élevées (le vainqueur de la coupe gagnera six fois plus que le champion de Wimbledon 1989),

La nouvelle coupe, qui sera disputée en Allemague fédérale dans une ville qui n'a pas encore été désignée, aura un format comparable au tournoi des maîtres dont la dernière édition aura lieu du 27 novembre au 4 décembre, au Madison Square Garden de New-York: les huit joueurs seront répartis en deux poules de quatre, puis les deux meilleurs de chaque groupe disputeront les demi-finales. Les matches de classement auront lieu au meilleur de trois sets et la finale au meilleur des cinq

Officiellement, cette compétition a pour objet de trouver des fonds pour aider au développement du tennis dans les pays les moins favorisés. Bien que le porte-parole de la FIT, l'ancien journaliste anglais Ian Barnes, ait assuré le contraire, il est évident que cette

noi des maîtres que doit organiser l'Association des joueurs profes-sionnels (ATP) à Francfort (le Monde du 9 septembre) à partir de 1990. Présenté en août dernier, celui-ci devait être, avec une dota-tion de 2 millions de dollars l'épreuve tennistique la plus riche

Il est manifeste qu'en lançant la Coupe du Grand Chelem, les tradi-tionalistes du tennis (la FIT) ont trouvé un moyen pour contrer les modernistes (l'ATP) dans cette guerre d'usure pour le contrôle du jeu. Mais, à la guerre comme à la guerre, la solution choisie – une super-exhibition plaquée dollars – est exactement la méthode contre laquelle ils se sont battus alors qu'ils étaient aux commandes du circuit professionnels.

ALAIN GIRAUDO | le principal opérateur intervenant

Maire d'une commune de l'Isère et promoteur immobilier

Le trésorier de la chambre de commerce de Grenoble est écroué

GRENOBLE de notre correspondant

Un promoteur grenoblois, res-ponsable de la société Cosmos, spécialisée dans la construction de parcs d'entreprises et de maisons individuelles, M. Vincent Rivier, cinquante-quatre ans, également maire (divers droite) de la commune de Noyarey (Isère), a été inculpé vendredi 20 octobre de présentation de faux bilans, d'abus de biens sociaux, d'escroquerie et de faux en écriture privée. Il a été écroué à la prison de Varces.

Personnalité influente au sein des milieux économiques de 'agglomération grenobloise, M. Vincent Rivier exerçait, jusqu'à ces derniers jours, les fonctions de trésorier de la chambre de commerce et d'industrie de Grenoble; il était également membre du bureau de l'Union patronale de l'Isère, émanation locale du CNPF. Il fut exclu, il y a deux semaines. du syndicat patronal, lorsque commença à s'ébruiter dans la cité dau-phinoise les premières conclusions de l'enquête menée par la brigade financière de la police judiciaire, faisant état d'un « trou » de plusieurs dizaines de millions de francs dans la comptabilité des sociétés qu'il dirigeait.

L'une des entreprises du groupe SDE (Société de développement économique) contrôlée depuis le mois de mai 1988 par le groupe Dumez, la société Patrimo, est, au côté de la Caisse des dépôts et consignations et de la SORMAE.

dans la construction, au centre de Grenoble, du quartier d'affaire, Europole. M. Rivier, qui fut, dès l'origine du projet en 1985, le prin-cipal conseiller du maire RPR de Grenoble, M. Alain Carignon, pronait, depuis deux ans, une part très active dans sa réalisation à travers Patrimo, qui détient, à égalité avec la Caisse des dépôts et la SOR-MAE, 8 % du capital de la société d'économie mixte (SEM) Grenoble 2000, les autres partenaires étant la ville de Grenoble et la chambre de commerce.

CLAUDE FRANCILLON

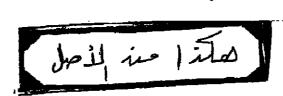
L'HOMME ET LA TERRE EN PÉRIL

par MARIE FARGUES écologiste en 1971

à découvrir en 1989

BEAUCHESNE 72, rue des Seints Peres.





A STANDARD & A STANDARD

Marie Control of the Control of the

Exercices de style

Deux cents miroirs, 2600 mètres carrés de tissu, 26000 projecteurs, 15 kilomètres de câble... A la Cour carrée du Louvre, crésteurs et couturiers présentent leur prê à porter de l'été 1990. Deux mille journalistes (10 % de plus que l'amée dernière) couvrent l'événement, qui en ainmante d'autres. Du Cirque d'Hiver au gymnese Japy en passant par la péxiche Avant-Scène, vingt-quatre lieux ont été loués par ceux qui n'ont pas les moyens de défiler, comme beaucoup d'adhérents à la chambre syndicale des conturiers et créateurs, dans la fameuse cour. Au Louvre, Dorothée bis, par exemple, pour quarante manuequins, la location de la salle. ple, pour quarante mannequins, la location de la salle, les habilleuses, maquilleuses, coffeurs, etc., dépense 500 000 francs. Sans compter, naturellement, le coût de la collection proprement dite.

L'isolement des jeunes créateurs est devenu une bonne affaire pour les organisateurs de Salons, qui se partagent truis copieuses listes cette saison. «Première classe» pour les accessoires à la porte d'Auteuil.

Karl Lagerfeld Marque de fabrique

La jambe gaine, l'ampleur entraîne, tout est lisse, tout se glisse. Le Karl Lagerfeld de l'été est d'abord colui des gardenparties, des nappes qui s'envolent avec une moisson de robes en crêpe drapées telles des mini-toges, jaquettes au col immense des jaquettes au col immense des écuyères. Toujours plus fin. Il a bean faire claquer les rouges, les oranges, les jannes, comme les grandes bourgeoises quand elles se mettent à jarer dans les diners mondains, rien ne choque, même pas les chaînes ou les épingles à nouvrice argentées qui ponctuent les robes de jersey marine et blanc.

> Helmut Lang Coup de torchon

An palais de Chaillot, elles arri-vent, pieds nus dans leurs tongues en reptile. Helmut Lang, le plus japonais des Viennois, n'a jamais aimé les talous, les fards, les effets. Il habille les femmes avec des petits costumes d'homme qu'il égaie de motifs, de bijoux, de ceintures inspirés du folklore autrichien... Cette fois, il les imagine à la maison, sur les toits des terrasses en été, accrochant le linge comme Sophia Loren dans Une Journée particulière, juste vêtue d'une com-binaison. Les robes parodient les «fonds de robe», les tissus transparents comme les bas «chamois», ou «paima» semblent trouvés dans une mercerie de village ou, quand ils sont fleuris, au marché. Mais la vie n'est pas toujours rose, alors on blures, et les boléros à paillettes un peu rugueux imitent l'aspect des matériaux de couverture. Les barrettes épinglées dans le chignon qui s'effondre, Madame se lève et met sa robe de dimanche : de loin, les imprimés ressemblent à des tetonages.

Jean-Paul Gaultier Liturgie sacrée

Chants de messe, nonnes maniant l'encessoir, c'est dans la Halle de La Villette, l'autel où officie deux fois par an Jean-Paul Gaultier, qu'a eu lieu la plus belle cérémonie de la saison. Les thèmes reprennent en chœur le culte des chapelles de mode : photo évangélico-kitsch de Pierre et Gilles, l'album Like a prayer de Madonna, les badges « Jésus t'aime », les tec-shirts imprimés de bondieuseries. Les mannequins ne marchent pas, elles apparaissent et disparaissent telles des vierges en extase, debout sur des miniplateaux circulaires découpés dans

ce ring. Pas de chapeaux, peu de bijoux, mais le bréviaire de Gaultier, c'est un classique qu'il détourne encore : vestes souples comme des gilets, pulls de marin aux petites manches pailletées, coupe-vent en taffetas aux couleurs précieuses du chocolat au bleu canard. Le corps est de sat au pieu canaro. Le corpe est de plus en plus libre, dépouillé, toni-que, même quand les carmélites corrent dans le siècle et jouent de la hanche en combinaisons collantes de jersey, aubes transpa-rentes, shorts de boxenr, bottines

haut lacées. Par-delà les images, Jean-Paul Gaultier ne prêche que pour le mouvement. Il est le seul à posvoir marier ai bien anjourd'hui les contraires : le confort (tonjours comraires : le comort (mujours associé su large, à l'unisene), le de l'expérimentation. Gilets en sery (qu'on limite trop souvent an tisse imitation kraft, burnous en

Les bas de jogging sont en mousseline, les palettes se croisent, se fondent, dans des chromos cuivrés, des demi-teintes et pastels fluo, et les vêtements shides se

superposent sans alourdir la sil-houette. Puisque l'habit ne fait plus le moine, Gaultier ne rêve que de l'alléger : pour ces Cicciolina, des structure, et même des combin

vestes-cages, des cardigans conleur chair dont on n'aperçoit que la sons débardeurs à imprimé radio-graphique. Les paillettes semblent coller sur la peau, tiennent accrocouer sar la peau, nement accru-chées à des robes en réaille ultra-fine. Comble de l'épure, les jeux de scène avec les mannequins en bois et en chair, les uns nus et peints, les sutres vêtus. Mais rien de minimal ni de triste dans cette ascèse finale. Une nouvelle naissance.

> Yohii Yamamoto Signes noirs



D'abord arrive le mystère du noir Yohji Yamamoto, profond attend et qui peu à peu s'éclaire, comme une remontée en ce monde, sur les longues filles qui glissent. Elles sont libres et nonchalantes dans les tuniques fluides où le blanc met en valeur le noir, et qui

effleurent à peine le corps. Et il y a les tuniques, obliques comme des châles de grosses den-telles posés sur les robes larges, et - surprise - des façons de crinolines partant des hanches et - merveille! - ces tabliers de voile couvrant le devant des robes blanches de signes étranges comme gravés dans la pierre depuis des millénaires, et relevés sur la matière la plus éphémère qui soit. Un chef-C. Q.

Jean-Charles de Castelbajac La vie sauvage

Imperturbable, Jean-Charles de Castelbajac poursuit son étoile avec toujours les yeux émorveillés sur la vie, l'amour, la nature. L'écologie, il y pense depuis vingt ans au moins. Il y a cu les robes-poèmes, les deules popules poèmes, les deules popules poèmes, les deules popules poèmes. les doubles ponchos, les blousons nounours. Chez lui, chaque vêtement est un collage d'émotions nalves, écrit on peint à la main, isolé sur fond de couleurs primaires de laine écrue, de toile de bâche, dans un esprit qui combine la construction cruciforme et la fan-

taisie futuriste des cartoons. Pour l'été 1990, Olive et Popeye, le dernier marin végétarien, rigo-lent sur de grands pulls multico-lores. La nouveauté relève d'abord sexy (qu on name trop souvent an style moulé perché). Il sait rendre érotique un maillot de cycliste à la Laurent Fignon ou un battle-dress.

pnisque 80 marques représentent dix pays, dont le Danemark, l'Autriche, le Canada, la Telécoslovaquie. Cette abondance confirme la bonne image de Paris, capitale des signatures internationales.

Sur les traces de Romeo Gigli, qui a abandonné Milan pour Paris, Katharine Mamnet renonce à Lon-dres. C'est aussi vers Paris que la ruée sur le luxe draine des bouleversements. Dans un décor d'émission draine des nouleversements. Dans un decor d'emission de variétés, la maison Lanvin a présenté son nouveau styliste hante countre, Claude Montana (le Monde du 19 octobre). «La création en prét-à-porter souffre de la lourdeur de l'industrie, a-i-il déclaré. Je n'ai pas envie de me sentir brimé. Ce qui m'intéresse, c'est la création pure. Elle me donne une énergie folle. » Promise vendez unus en insuitant para les la création pure. mier rendez-vous en janvier prochain.

LAURENCE BENAIM

Comme des garçons Farce et attraves

On savait Rei Kawakubo inspirée par le cirque depuis trois saisons : après chapeaux pointus et pastilles géantes, voici une collec-tion d'été dédiée à l'enfance, avec ses grosses bétises, ses jouets de bois, ses petites filles toutes folles de Bozo le clown : jupes-lampions portées avec babies et socquettes blanches, vestes au dos froncé comme un rideau qu'on décroche, manches façon bloomer qu'on enfile par la tête, smocks piqués telle la fourchette dans la purée. Les mannequins ont des perruques aux cheveux plus secs que le foin, raidis par le coup de ciseaux « amateur ». La fausse spontanéité triomphe. Avec le même acharnement que Resnais dans I want to go home, Rei Kawakubo envoie promener messages, systèmes à com-plications et s'éblouit de sa dernière trouvaille, le style «premier degré», devise en bandoulière : « La vie, finalement, c'est vraiment

Les épaules se dressent comme Les épanles se dressent comme des becs d'oisean en papier, les carrès de mica enchaînés évoquent les mallettes-jeux pédagogiques (« J'ai dix ans, j'habille ma pou-pée. ») Fini le temps des questions qui déchirent l'existence et trouent la soie, l'important, c'est d'être · fun » : caleçons finos, tubes de maille terminés derrière par un gros nœud «essorage», superposi-tions de débardeurs citron, vert Javel, imitant les plis des teo-shirts de Bo Derek quand elle sort de

On multiplie les ruses pour que tout boursouile, tire-bouchonne ou remonte (à cause d'un cercesu hula hoop cousu dans l'ouriet d'une jupe collante). Les robes-housses conpées dans des vrais faux a des comme le fond de la terre, qui métrages fin de série (écossais, L. B. n'appartient qu'à lui et que l'on grosses roses) gonflent à la manière du linge qui pend dans une réclame de lessive. C'est souvent gratnit, ce sera sûrement cher. Rei Kawakubo s'ennuie, yonplaboum!

THÉATRE DANSE

Mort du comédien anglais Anthony Quayle

Acteur et metteur en scène anglais, directeur de troupe, Anthony Quayle est mort le 20 octobre d'un cancer. Il était âgé de soixante-seize ans.

Sir Anthony Quayle — îl avait été anobli en 1984, — un grand de la scène britannique, avait fait ses débuts au théâtre dans les aunées 30, et c'est lui qui, dirigeant le Shakagrange Memorial Theatre le Shakespeare Memorial Theatre, a donné à Stratford-upon-Avon sa réputation internationale. C'est lui qui a su reconnaître le talent de Richard Burton, Robert Shaw, Richard Burton, Robert Snaw, Rachel Roberts, entre autres. C'est lui qui a amené à Stratford les John Gielguld, Ralph Richardson, Laurence Olivier, avec qui on a pu le voir à Paris dans le mémorable spectacle de Peter Brook, Titus Andronicus.

Avec sa carrere physique et mentale, Anthony Quayle ne pou-vait être oublié par le cinéma. Il a tourné avec Laurence Olivier dans son adaptation de Hamlet en 1948, mais surtout dans les Canons de Navarone, dans Lawrence d'Arabie, l'Incompris de Comencini,

entre autres. Pendant la seconde guerre mondiale, il avait combattu sur le front d'Albanie et la guerre lui a inspiré deux romans; mais, en bon Anglais, c'est toujours le théâtre L.B. qui est resté sa passion.

MUSIQUES

CULTURE

Les projets de Gérard Mortier pour Salzbourg

Faire triompher « l'art sur l'argent ». Retour des excommuniés. Pierre Boulez, compositeur-résident en 1992

Gérard Mortier quittera à la fin que Gérard Mortier s'est déjà de l'année 1991 la direction de l'Opéra de la Monnaie à Bruxelles, qu'il occupe depuis 1982 (son successeur n'a pas été désigné). Il se consacrera entièrement à la direc-tion artistique du Festival de Salzbourg, qui lui a été confiée à la mort de Karajan (le Monde du 1° septembre). Que la ville de Mozart, devenu haut lien de la consommation musicale pour un public jet set, allemand à 50 %, soit allée dénicher en Belgique ce direc-teur de théâtre aventureux prouve sa détermination à changer de cap.

Déjà, du vivant de Karajan (qui avait fait de Salzbourg son fief, avec, notamment, le Festival de Pâques, monopolisé par la Philharmouie de Berlin), des volontés de changements s'étaient exprimées par la bouche de l'administrateur, Hans Landesmann. Mécène vien-nois d'origine hongroise, organisa-teur de grandes sessions de musique contemporaine au Barbican de Londres (un festival Kurtag cette année), ce dernier se retrouve an Directorium salbourgeois aux côtés de Gérard Mortier (qui prendra ses fonctions début 1992) et en compagnie du président Heinrich Wiesmüller, homme de culture et banquier salzbourgeois.

Le Festival de Salzbourg, tel qu'en hérite Gérard Mortier, est une véritable industrie à spectacles : de 135 à 140 manifestations, musicales et théâtrales, chaque été, soit autant en cinq semaines qu'à l'Opéra de la Monnaie en une année: 75 personnes salariées toute l'année (3000 pendant l'été); un budget ansuel équivalent à 150 millions de francs français : celui d'un grand établissement lyri-que européen, à coci près qu'il ne s'appuie que sur 5 millions de sub-vention contre 100 millions de recettes propres. Un opéra monté au Grosses Festspielhaus, la plus grande des nombreuses salles investies par le Festival, rapporte 2 millions de francs français de recette par soirée (150000 F à la Mon-

Le prix des places monte, en effet, jusqu'à 1500 F, plus encore pour le Festival de Pâques, où a été instauré un système hyper-fittiste d'abonnement (1000 F le ticket anmel, 600 F la place). Salzbourg ancienne manière n'était pas d'autre part, le fief du seul Karajan, mais également celui de la marque de disques Deutsche Grammophon, dont les artistes étaient massivement et régulière ment programmés. Temple de la conservation en matière de mise en scène, Salzbourg, enfin, proposait de moins en moins de nouveantés : nne scule nouvelle production lyrique était prévue pour la prochaine édition, Idoménée, dans une mise en scène de Pier Luigi Pizzi, projet

Danat Danza

Entre des murs de bois ciré, un cube de planches, une forme métalli-que qui ressemble à un totem sus-

pendu à un mât, deux hommes, trois femmes, quatre poupées de chiffon blême : Danat Danza, compagnie chorégraphique de Barcelone, est à Paris.

Le groupe existe depuis 1984, et selon le programme, s'est inspiré pour son spectacle des traditions de la province de Leon, ch, dit-on, aux fêtes villageoises, les danseurs n'exécutent certaines figures – soulever leur cavalière, par exemple - qu'après avoir reçu un pourboire. On bien, jouant les taureaux, coursant les filles, ils ont le droit de les « piquer ».

C'est dire que les relations hommes-femmes sont des rapports de forces, des combats qui exchient la tendresse. La plimart du temps, gar-cons et filles s'affrontent sans se mêler, et même quand ils s'étreignent, c'est avec une vitalité colérense, avec force et gravité.

Les épisodes sont entraînés par une unisque frappante, sigre et brutale, Les séquences se reprennent, se répè-tent sans se ressembler, comme les jours qui passent, comme alternent vitalité et lassitude, désirs et regrets. La danse est faite de nervosité me sée. Garçons et filles tiennent la dis-tance sans fléchir, sans perdre un instant leur grâce animale.

COLETTE GODARD

► Théâtre de la Ville, 21 octobre, à 18 h 30.

employé à faire annuler. « Cessons de jouer à Salzbourg la 5 symphonie de Tchatkovski », nous a déclaré le jeune dynamiteur de la Monnaie (plus de 10 000 abonnés gagnés en sept ans et un rayonnement international bien supérieur à celui du palais Garnier). L'identité du Festival carner). L'identité du Festival sera toujours liée à Mozart, mais on y verra « l'œuvre de Mozart dans sa globalité, pas seulement les sept grands opéras, mais Lucio Silla, par exemple, qui n'a jamais été donné là-bas. Les grandes œuvres religieuses, toute la musique de chambre ».

Rapprochements thématiques

L'idée serait également de mettre ces œuvres en perspective. Par parentés culturelles (jouer simulta-nément Don Giovanni et Faust, de Goethe). Mais aussi par rappro-chements thématiques (la Flûte enchantée et le Mahabharata, les demandé un contrat de six ans. Le thème qui s'impose à moi est celui de notre fin de siècle. » Confrontade note in de siècle. Commonta-tion, donc, en 1992, entre Debussy, Messisen et Boulez. Ce dernier, sera le compositeur-résident cet été-là et dirigera la création autri-chienne de Répons. « Il n'était pas venu à Salzbourg depuis trente

Ouverture également aux têtes pensantes de la musique baroque, Christie, Brüggen et Harnoucourt, « le grand excommunié ». « Il serait bon que le public cesse de se déplacer pour entendre Pavarotti, dirigé par Muti, dans une œuvre quelconque. Qu'il aille découvrir là-bas des œuvres qu'on ne peut voir nulle part ailleurs, la Geno-veva, de Schumann, Alfonso et Estrella, de Schubert, Berio, Nono, Janacek on la Lulu, de Berg, en trois actes, que Salzbourg ignore

Gérard Mortier se donne 60 % de chances de réussite et six ans pour convaincre un public en partie renouvelé. « Nous avons besoin de la clientèle riche des grands industriels, mais il faut que les artistes,

losophes, reprennent le chemin de l'Autriche. Bayreuth et Salzbourg furent conçus par Wagner et Richard Strauss comme des lieux suffisamment retirés du monde pour permettre une réflexion sur le sens des choses et la marche du monde. Salzbourg, après la seconde guerre mondiale, se voului un refuge contre l'horreur, un triomphe du spirituel sur le maté-riel. Sans aller bien sur jusqu'à chasser les touristes, nous voulons réfléchir, la ville de Salzbourg et moi-même, sur les moyens de res-unurer ce climat de sérénité, de recherche de la vérité par la beauté. S'ouvrir aux pays de l'Est et à l'Italie, comme l'avait fait nations européennes, la Grèce, l'Espagne. Accueillir la jeune danse, le théâtre expérimental, déjà présent off sestival. En terminer avec une masta qui a long-temps exploité Salzbourg pour son bénésice propre et pensé à saire des grammation. Que l'art triomphe sur l'argent : la lutte, je le sais, sera rude, surtout pour le Festival de Pâques, auquel voudrait parti-ciper désormais la Philharmonde de Vienne (1). Mais il est indispensable que Salzbourg produise à nouveau des spectacles mémora-bles, comparables au Don Gio-vanni légendaire de Furtwaengier. à l'Elektra de Mitropoulos, à la Filite enchantée dans les décors de

D'emblée, Gérard Mortier à l'intention de programmer le Saint François d'Assise, de Messiaen, dans une mise en scène digne de < ce monument du vingtième siècle », en coproduction avec Los -

ANNE REY

(1) NDLR: Claudio Abbado, choisi par la Philharmonie de Berlin comme successeur de Karajan, désirorait ne pas quitter pour autant l'Opéra de Vienne. Les négociations concernant son contrat berlinois se compliqueraient encore du fait de ses cuigences financières trop élevées et de la durée trop courte qu'il entend passer chaque année à Berlin : le modèle Karajan fait déjà des siennes (le chef autrichien s'était partagé entre Berlin ntes de théâtre, phi- et Vienne entre 1957 et 1965

La réouverture du Théâtre d'Anvers

L'Opéra flamand débute avec « Simon Boccanegra »

Gérard Mortier avait parié, l'hiver dernier, de remettre l'Opéra flamand sur les rails et de composer une saison lyri-que pour le Théâtre d'Anvers renouvelé (le Monde du 2 mars). C'est fait. Les traveux ont miraculeusement été bouclés en temps et en heurs (agrandissement de la fosse, réaménagement du cadre de scène, installation d'ascenseurs pour l'arrivée des décors, éclairages entièrement modernisés). Place au specta-

L'orchestre a été très large-ment rejeuni par des recrute-ments effectués prestissimo; quelques grands chanteurs, habitués de la Monnaie, n'ont pas refusé leur contribution. La charce s'en est mêlée puisque Peter Burian, chef de chœur à l'Opéra de Vienne à compter de 1991, s'est retrouvé en disponibilité : Mortier lui a procosé un intermède anversois. qu'il n'a pas refusé. Et l'on a isté, mardi 17 octobre, à une ∉ première » de Simon Boccanegra inespérée, presque surréaliste en ces lieux jusqu'alors quelque peu aban-donnés des dieux. José Van Dam bouleversant de noblesse et d'humanité dans le rôle titre; sous les traits sévères de Fiesco, un Malcolm King au sommet dans le prologue, remarquable ensuite; la voix un peu lourde, l'intonation parfois incertaine de Barbara Madra en Maria — mais Mirella Frani elle-même était sur ses gardes voici qualques années à Paris dans ce Verdi quasi wagnérien, longtemps ignoré

jeunes chanteurs. Bernardo Lombardo : un Français, comme son nom ne l'indique pas (mais est-ce son vrai nom ?). Emission un peu coincée dans le nez mais legato, phrasé, nuances, puissances, Ce qu'on appelle d'habitude une révélation.

Epatante soirée où les jeunes - dans la fosse comme sur scène - font tout pour se mettre au niveau des vétérans, où les vétérans donnent le meilleur d'eux-mêmes pour un public sans traditions et sans prétentions : pour le plaisir d'être grands. Sylvain Cam-breling, sur le podium, a fait semblant d'oublier que les musiciens n'étaient pas ceux de la Philharmonie de Vienne ~ ni même ceux de la Monnaie - et. les menant bon train, a obtenu qu'ils décollent, quitte à ce qu'ils accrochent ou cahotent un peu parfois (les cordes plus que les bois, générale-ment bons). Les décors (Carlo Tommasi) sont ce qu'ils sont : entre de Chirico et carton pâte. La mise en scène de Gilbert Deflo bien préoccupée d'architecture et de symétries, alors que sa direction d'acteurs n'est pas à la hauteur. Une imagerie un peu rigide, donc, mais une coalition joyeuse des

➤ Prochaines représenta-tions de Simon Boccanegre : les 24, 27, 29 octobre et 1" novembre, 20 houres. La saison de l'Opéra flemand se poursuit à Anvers avec : Tan-crède, de Rossini (novemdes grandes scènes.

Le chœur? Vedette de la scirée, souple, séré, vivant, homogène pourtant. Le ténor? Beaucoup moins célèbre que Cappuccili, dans un rôle réputé inaccessible aux (19) 03-233-68-85.

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHARLOT (47-04-24-24)

SAMEDI

Week-end Jean Cocteau : Noces de bla (1948), d'André Zwobeda, Anna la seble (1948), d'André Zwobede, Anne le bonne (1959), de Claude Jutra, 15 h; l'Eternel Retour (1943), de Jeen Cocteau, Jean Delarnoy, 17 h; Ruy Blas (1947), de Pierre Billon, 19 h; Amore (1948), de Roberto Rossetlini, le Bel Indifférent (1957), de Jacques Dermy, A l'aube d'un monde (1956), de René Lucot, Parnomines (1954), de Paul Paviot, 21 h. DIMANCHE

DEMANCHE
La Princesse de Cièves (1861), de
Jean Delamoy, adapt. et. 15 h; les
Demes du bois de Boulogne (1944), de
Robert Breeson, 17 h; les Enfants terri-bles (1949), de Jean-Pierre Metville, 19 h; Jean Cocteau, l'as de le pirouette (1979), de Noël Simsolo, Thomas l'imposteur (1984), de Georges Franju, 21 h.

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-87-29) · SAMED

Hommage à Anatole Dauman : Mina de Vanghel (1952), de Maurice Clevel et Maurice Berry, le Rideau cramolsi (1952), d'Alexandre Astruc, 14 h 30 ; Romáos et Jupettes (1967), de Jacques Rozier, 17 h 30 ; America, America (1964, v.o. s.t.f.), d'Elia Kazan, 20 h 30. DIMANCHE

Hommage à Anatole Dauman : Mort d'une girafe (1970), de Danièle Tesaler, Jacques Lang, l'Honneur perdu de Kathe-rina Blum (1975, v.o. s.t.f.), de Margare-the von Trotts et Volker Schlöndorff, 14 h 30; l'Be au trésor (1987), de Raul Rutz, 17 h 30 ; Siné massacre (1978), de Michel Boschet, le Tambour (1979, v.o. s.t.f.), de Volker Schlondorff,

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (40-26-34-30) SAMEDI

FFPA 1989 : le Parole du maire de Tatsuo Sekiguchi, Reminiscence de Pierre Schoandorffer, 14 h 30; Noirs et Blanc en 1789 de Jean Lebib, Jeux de société d'Eric Rohmer, 16 h 30; Coup Pour un oui ou pour un non de Jacques Pour un our cur pour un non de Jacques Doillon, 18 h 30; Moutain view de Marta Renzi, Madernoiselle Fifi ou His-toire de rire de Claude Santelli, 20 h 30; Artémise, portrait d'une femme ordinaire de Joëlle van Effenterre, Bon Chic, bon genre de Jeen Bertolino, 14 h 30; Un contre de deux villes de Philippe Monnier. conte de deux villes de Philippe Monnier. 16 h 30 ; Paris es lindo de Francisco Norden, Wodasbe, les bergers du soleil de Werner Herzog, 20 h 30.

DEMANCHE FIPA 1989: Nice is Nice de Jean-Pierre Mocky, De l'autre côté des feux de Klanouche Ayari, 14 h 30; le Cirque conférence de Marc Card, Noch ein ch-rien du tout de Thomas Koarlar. 16 h 30 : Révolution, la belle France de Bob Godfrey, Traveling man d'Irvin Kerschner, 18 h 30 ; les Contes de Poulozodor: la main de Yoram Mevorach, No place Ilke home de Lee Grant, 20 h 30; Chomo d'Antoine de Maximy, Retour au Viet-Nam de Stéphane Wel-ler, Glory, Glory de Lindsay Anderson, 14 h 30 ; John Hu movies, the meverick de Franck Martin, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

ABYSS (A., v.o.): Forum Horizon, 1= (45-08-57-57); UGC Denton, 6° (42-25-10-30); UGC Normandie, 8° (45-63-16-16); Pathé Montpernasse, 14° (43-20-12-06): Fature Montpertrasse, 14* (43-20-12-06): v.f.: Rex. 2* (42-36-83-93); UGC Montpernasse, 6* (45-74-94-94): Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31); UGC Lyon Bestille, 12* (43-43-01-59); Fauvette Bia, 13* (43-31-60-74): Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50): UGC Convention, 15 (45-74-93-40): Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20- (46-

L'AMI RETROUVÉ (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8" (43-59-36-14). L'AMOUR EST UNE GRANDE AVEN-TURE (A., v.o.): UGC Emitage, 8° (46-63-16-16); v.f.: UGC Montparnasse, 6° ARIEL (Fin., v.c.): Utopia Champolion, 5" (43-26-84-65).

L'ARME FATALE 2 (A., v.o.): UGC Normandie, 8º (45-63-16-18); v.f.: Paramount Opéra, 9º (47-42-56-31); Pathé Montparnasse, 14º (43-20-

PARIS EN VISITES

ASTÉRIX ET LE COUP DU MENGER ASTÉREX ET LE COUP DU MENAIR (Pr.-All.): Gaumont Les Halles, 1= (40-28-12-12); Gaumont Dpéra, 2- (47-42-60-33); Rex., 2- (42-38-83-93); UGC Odéon, 6- (42-25-10-30); Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08); George V. 8- (45-62-41-46); UGC Lyon Bestillo, 12- (43-43-01-59); Fauvetta, 13- (43-31-56-86); Gaumont Parriassa, 14- (43-35-30-40); Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50); Lea Montpernos, 14- (43-27-82-37); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); Pathé Cichy. tion, 15º (48-28-42-27); Pathé Cilchy, 18º (45-22-48-01); Le Gambetta, 20' (48-36-10-96).

ATTENDS-MOI AU CREL (Esp., v.o.): Cinoches, 6º (46-33-10-82). AUSTRALIA (Fr.-Bel.): UGC Rotonde, 6º (45-74-84-84); UGC Normandie, 8º (45-63-16-16); Paramount Opéra, 9-(47-42-56-31); Mistral, 14- (45-39-

52-431. LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHAUSEN (A., v.o.): Cinoches, 6* (46-33-10-82); v.f.: Cinoches, 6* (46-33-10-82).

BAGDAD CAFÉ (A., v.c.) : Le Triomphe, 8 (45-62-45-76). LES BAISERS DE SECOURS (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); Seint-André-des-Arts II, 6 (43-26-80-25); L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63).

BAL POUSSIÈRE (ivoirien, v.o.) : Cinoches, 6º (46-33-10-82). BAPTEME (Fr.): Forum Orient Excress 1= (42-33-42-26); Lucemaire, 6+ (45-44-57-34); Gaumont Ambassade, 8+ (43-59-19-08); Studio 28, 18+ (46-06-36-07).

BATMAN (A., v.o.) : Forum Horizon, 1* (45-08-57-57) ; Gaumont Ambassade, 8" (43-59-19-08); George V, 8" (45-62-41-46); v.f.: Rex, 2" (42-36-83-93); George V, 8" (45-62-41-46); Para-mount Opéra, 9" (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13" (43-36-23-44); Geurmont Alésia, 14º (43-27-84-50); Les Mont-parnos, 14º (43-27-52-37); Images, 18º (45-22-47-94); Le Gambette, 20º

BRÈVE HISTOIRE D'AMOUR (Pol v.o.): Gaumont Les Halles, 1" (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2" (47-42-60-33); Saint-André-des-Arts I, 6" (43-26-48-18); Gaumont Champe-Elyaées, 8° (43-59-04-67); Le Bastille, 11° (43-07-48-60); Gaumont Parnasse, 14-(43-35-30-40); Gaumont Alésia, 14-(43-27-84-60); Gaumont Convention, 15* (48-28-42-27).

BURNING SECRET (Brit., v.o.): Cinoches, 6" (46-33-10-82). CALME BLANC (A., v.o.) : Pathá Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82).
CAMILLE CLAUDEL (Fr.): Elysées Lincoln, 8= (43-59-36-14).

CHIEN DE FLIC (A., v.f.): La Nouvell áville, 9º (47-70-72-86). CINEMA PARADISO (Fr.-it., v.o.) : Gaurnont Les Halles, 1" (40-26-12-12); Pathé Impérial, 2° (47-42-72-52); 14 Juillet Odéon, 6° (43-25-58-83); La Pagode, 7° (47-05-12-15); George V, 8° (45-62-41-46); Pathé Marignan-Concorde, 8° (43-59-92-82); 14 Juillet Concorde, 8º (43-59-92-82); 14 Juillet Bestille, 11º (43-67-90-81); Escariel, 13º (47-07-28-04); Gassmont Alésia, 14º (43-27-84-50); Sept Parnassiens, 14º (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugrenelle, 15º (45-75-79-79); UGC Mailloc, 17º (47-48-06-08); v.f.: Pathé Français, 3º (47-70-33-88); Les Nation, 12º (43-43-04-67); Fauvette, 13º (43-31-56-88); Pathé Montpernasse, 14º (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15º (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18º (45-22-48-01).

22-48-01). COMÉDIE D'ÉTÉ (Fr.) : Pathé Marignan-Concorde, 8º (43-59-92-82); Sept Parnessions, 14º (43-20-32-20). LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA

TETE... LA SUITE (A., v.o.): Le Triomphe, 8° (45-62-45-76); Sept Pernessiens, 14° (43-20-32-20); v.f.: Pathé impérial, 2° (47-42-72-52); UGC Gobelins, 13° (43-36-23-44); Images, 18° (45-22-47-94) DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Ciné

Beaubourg, 3º (42-71-52-36); Le Triomphe, 8º (45-62-45-76). LE DOSSIER ADAMS (A., v.o.): Action Christine, 6º (43-29-11-30); UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94).

ERIK LE VIKING (Brit., v.o.): Forum Horizon, 1" (45-08-57-57); UGC Odéon, 6* (42-25-10-30): UGC Rotonde, 8* (46-74-94-94): Pathé Rotonde, 6* (45-74-94-94); Pathé Marignan-Concorde, 8* (43-58-92-82); UGC Sierritz, 8* (45-82-20-40); UGC Opéra, 9* (45-74-95-40); 14 Juillet Bessille, 11* (43-57-90-81); Mistral, 14* (45-39-52-43); 14 Juillet Bessyrenelle, 15* (45-76-79-79); v.f.: Rex, 2* (42-36-83-83); UGC Montpernesse, 6*

LUNDI 23 OCTOBRE

«Le Marais : beaux hôtels, escaliers d'honneur et plafonds peints », 10 h 15, sortie métro Saint-Paul (E. Bourdels). « Jâtuku, rensissances et vies anté-ures du Bouddhe », 12 h 30, 6, place

d'Iéna (Musée Guimet). « Les ivoires », 12 h 30, 6, place Paul-Painlevé (Musée de Clury). «L'Opéra», 13 h 30, trail, à gauche

«Mystérieuse Egypte au Louvre. Vie quotidienne et symbolique des pharaons. Embaumement. Du Livre des morts à la reneissance du sphynx > 14 h 30, sortie métro Louvre (i. Haulier).

« La peinture française du Moyen Age », 14 h 30, Louvre, entrée groupes, pessage Richelieu (M.-G. Lebisno).

«Le palais de justice en activité», 14 h 30, devant les grilles (M. Pohyer). «Hôtels et jardina du Mareis, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Seint-Paul (Résurrection du passé).

« La Sainte-Chapelle et ses vitraux», 14 h 30, 4, boulevard du Palais, devant les grilles (E. Romenn).

«Chemina incompus et jardins socrets de la butte Montmertre», 14 h 30, métro Blanche (C.A. Messer).

« Hôtel de Lauzen et promenede dans l'ile Seint-Louis», 14 h 30, métro Pont-Marie (Connaissance d'ici et d'ailleurs). «Le Louvre, de Philippe Auguste à la Pyramide», 18 h 30, métro Louvre (Approche de l'art).

MONUMENTS HISTORIQUES « Le village de Charonne, la rue

Sainte-Blaise en rénovation ». 15 heures devant l'église Saint-Germain-de-Charonne, rue de Bagnolet. « Cycle Philippe Egalité : à travers le parc Monceeu», 15 heures, sortie métro

CONFÉRENCES

Verrières le Buisson (selle des fêtes), 14 h 15 : «Marianne, de 1890 à nos jours», par Guy Breton (Les lundis de Vernières).

Association Sainte-Agnès, 23, rue Oudinot, 14 h 30 : «L'œuvre ultime des paintres : Matisse, Chagall, Rousult, fau-vistes et expressioneisses » (Arcus). Auditorium du Musée du Louvre, 18 h 30 : «Aspects des collections itsliennes pandant les guerres napoléc-niennes», par E. de Benedetti. (Entrée libre dans le limite des places disponi-

ESCLAVES DE NEW YORK (A., v.o.): Cirroches, 6- (46-33-10-82). LA FILLE DE QUINZE ANS (Fr.): Gau mont Opéra, 2º (47-42-80-33); 14 Juli-let Odéon, 6º (43-25-58-83); Gaumont Parnesse, 14º (43-35-30-40). LA FOLLE JOURNÉE OU LE MARIAGE DE FIGARO (Fr.): George V. 8º (45-62-LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : LIGC Ermitage, 8° (45-63-16-16); v.f.: Miramar, 14° (43-20-89-52); Gauttont Conven-

tion, 15° (48-28-42-27). HAUTE SÉCURITÉ (*) (A., v.o.) : UGC Normandia, B* (46-63-16-16); Studio 28, 18* (46-06-36-07); v.f.: Rex, 2* (42-36-83-93); Fauvette Bis, 13* (43-31-60-74); images, 18 (45-22-HISTOIRES D'AMÉRIQUE (Fr.-Bel..

v.o.): 14 Juillet Odéon, 6º (43-25-I WANT TO GO HOME (Fr., y.g.) : Gaumont Les Helles, 1" (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 8" (43-25-59-83); Gaumont Ambassade, 8* (43-59-19-08); 14 Juillet Bestille, 11* (43-67-90-81); Miramar, 14* (43-20-89-52); 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (45-75-79-79)

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 8- (46-33-10-82). ITINÉRAIRE D'UN ENFANT GATÉ (Fr.): George V, 8 (45-62-41-46).
JÉCRIS DANS L'ESPACE (Fr., v.o.): La Géode, 19º (46-42-13-13). JÉSUS DE MONTRÉAL (Car.): Lucer-naire, 6º (45-44-57-34).

JUSQU'AU BOUT DU RÊVE (A., v.o.) : George V. 8= (45-62-41-46). KATIA ET VOLODIA (Fr.-Sov.): Vendôme Opéra, 2º (47-42-97-52). KICKBOXER (Hong Kong, v.f.): UGC Opéra, 9 (45-74-95-40). LA LÉGENDE DU SAINT BUVEUR (Fr.ht., v.o.): Utopie Champolilon, 5º (43-

LES LIAISONS DANGEREUSES (A. v.o.): Les Trois Balzac, 8º (45-61-10-60); Républic Cinémas, 11º (48-05-51-33); Bienvenüe Montpernasse, 15º (45-44-25-02); Seint-Lambert, 15º (45-32-91-68) ; v.f. : La Nouvelle Maxéville, 9- (47-70-72-86).

naire, 6º (45-44-57-34); Le Triomphe, 8º (45-62-45-76); Grand Pavols, 15º MANIKA UNE VIE PLUS TARD (Fr., v.o.) : Reflet Logos I, 5* (43-54-42-34). MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.): Ciné Besubourg, 3° (42-71-52-36); Studio des Ursulines, 5° (43-26-19-09).

LE MAITRE DE MUSIQUE (Bel.) : Lucer-

MYSTERY TRAIN (A. Les Halles, 1= (40-26-12-12); Pathé Les Halles, 1* (40-25-12-12); Pathe Impérial, 2* (47-42-72-52); Racine Odéon, 6* (43-26-19-88); Gaumont Ambassade, 8* (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14* (43-35-30-40).

NEUF SEMAINES ET DEME (*) (A., v.o.): La Triomphe, 8* (45-52-45-76). NEW YORK STORES (A., v.o.): Cinoches, 6" (48-33-10-82).

Chee, 6" (46-33-10-82).

NOCTURNE INDIEN (Fr., v.o.): Ciné
Beaubourg, 3" (42-71-62-38); UGC
Denton, 6" (42-25-10-30); UGC Barritz, 8" (45-62-20-40); v.f.: UGC Mortiparnasse, 6º (45-74-94-94); UGC Opéra, 9º (45-74-95-40); UGC Gobelina, 13* (43-38-23-44).

LA NUIT DU SÉRAIL (A., v.o.) : George V, 8º (45-62-41-46). OLD GRIMGO (A. v.o.): Forum Orient Express, 1" (42-33-42-28); UGC Blar-ritz, 8" (45-62-20-40); v.f.: UGC Mons-parnesse, 6" (45-74-94-94); Peramount Opéra, 9" (47-42-56-31); UGC Gobe-

line, 13º (43-36-23-44); Mistral, 14º (45-39-52-43). PERIMS DE TUER (Brit., v.o.): UGC Blarritz, 9* (45-62-20-40); v.f.: Breta-gne, 6* (42-22-57-97); Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31).

LE PETIT DIABLE (lt., v.o.): Forum Orient Express, 1= (42-33-42-25); Panthéon, 5= (43-54-15-04). LE PETIT DINOSAURE ET LA VALLÉE

DES MERVEILLES (A., v.f.): Club Gau-mont (Publicis Matignon), 8º (43-59-31-97); La Nouvelle Manfrills, 9º (47-70-72-86); Grand Paveis, 15° (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15- (45-

LA PETITE VÉRA (Sov., v.o.) : Epée de Bole, 5- (43-37-57-47). OUI VEUT LA PEAU DE ROGER RAB-BT ? (A., v.l.): La Nouvelle Manéville, 9- (47-70-72-86); Denfert, 14- (43-21-

48-85).
RAIN MAN (A., v.o.): Publicia Chempebysées, 8° (47-20-78-23); v.f.: La
Nouvelle Maxéville, 9° (47-70-72-86);
Les Montpernos, 14° (43-27-52-37).
ROUGE VENESE (fr.-it., v.o.): Forum
Orient Express, 1° (42-33-42-26); Epéc
de Bois, 5° (43-37-57-47); Sept Parmassiens, 14° (43-20-32-20); v.f.:
Pathé Français, 9° (47-70-33-88).
SAUF VOTTIE RESPECT (fr., v.o.):
George V. 8° (45-62-41-46). George V, 8 (45-62-41-46). George V, 8* (45-62-41-46).

SEXE, MENSONGES ET VIDÉO (A., v.o.): Geumont Les Helles, 1* (40-26-12-12); Geumont Opéra, 2* (47-42-60-33); Publicis Seint-Germein, 6* (42-22-72-80); UGC Danton, 6* (42-25-10-30); La Pagode, 7* (47-06-12-15); Geumont Ambessade, 8* (43-59-19-08); Publicis Chemps-Elysées, 9* (47-20-76-23); 14 juillet Bastille, 11* (43-57-90-81); Escuriel, 13* (47-07-26-04); Geumont Pamasse, 14* (43-68-04); Geumont P

28-04): Gournont Pamesee, 14: (43-35-30-40): Gournont Aldeia, 14: (43-27-84-50): 14 Juillet Beaugranelle, 15: (45-45-75-79-79): UGC Maillot, 17: (47-48-06-06); v.f.: Gaumont Opéra. 2 83-83); Seint-Lezare-Pasquer, 8* (43-87-35-43); Les Nation, 12* (43-43-04-87); UGC Lyon Bastille, 12* (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13* (43-

36-23-44); Miramar, 14* (43-20-89-52); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18-(45-22-45-01). THE LAST OF ENGLAND (Brit., v.o.) :

(45-74-94-94); Pathé Français, 9° (47-70-33-88); Les Nation, 12° (43-43-04-67); UGC Lyon Bastilla, 12° (43-43-01-59); Fauvetta, 13° (43-31-58-86); Pathé Montparnasse, 14° (43-20-12-06); UGC Convention, 15° (45-74-93-40); Pathé Citchy, 18° (45-22-46-01); Le Gambetta, 20° (46-38-10-96). Accetone, 5ª (46-33-86-86). TOLÉRANCE (Fr.): Forum Orient Express, 1st (42-33-42-26); Pathé Hau-tefaulte, 9st (46-33-79-38); Elyades Lin-coln, 8st (43-59-36-14); Sept Parmeszions, 14 (43-20-32-20).

TROP BELLE POUR TO! (Fr.): Cino-

TROP BELLE POUR TOI (Fr.): Cinoches, 6° (48-33-10-82).
UN POISSON NORMMÉ WANDA (A., v.o.): Pathé Marignan-Concorde, 8° (43-59-82-82): v.f.: Les Montpernos, 14° (43-27-52-37).
UNE JOURNÉE DE FOUS (A., v.o.): Forum Orient Express, 1° (42-33-42-26); Pathé Marignan-Concorde, 8° (43-59-82-82); v.f.: Pathé Français, 9° (47-70-33-88); Feuretta, 13° (43-31-56-96); Pathé Montpernesse, 14° (43-20-12-06): Pathé Cichy, 18° (45-22-48-01). 46-01).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANL QUELLE (Fr.): George V, 8º (45-52-

LA VIE ET RIEN D'AUTRE (Fr.) : Forum Horizon, 1" (45-08-57-57); Ciné Beau-bourg, 3" (42-71-52-36); UGC Denton, 6" (42-25-10-30); UGC Montparnesse, 8" (45-74-84-94); Saint-Lazare-8° (45-74-94-94): Saint-Lazare-Pasquier, 8° (43-87-35-43); UGC Champo-Elyaées, 8° (45-62-20-40); UGC Opéra, 9° (45-74-95-40); UGC Lyon Bastille, 12° (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13° (43-36-23-44); Mistrel, 14° (45-39-52-43); 14 Juillet Beougre-nelle, 15° (45-76-79-79); UGC Conven-tion, 15° (45-74-93-40); UGC Mailot, 17° (47-48-08-08); Public Clabellot, 17* (47-48-06-06) : Pathá Clichy, 18 (45-22-46-01).

WORKING GIRL (A., v.o.): UGC Emitage, 8" (45-63-16-16). YAABA (Burkina-Faso, v.c.): 14 Juilles Parnasse, 6 (43-26-58-00); Lee Trois Luxembourg, 9 (46-33-97-77). ZANZBAR (Fr.) : Forum Crient Express 1" (42-33-42-26) ; Pathé Hautefaulle 6 (46-33-79-38) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60); Sept Parmass (43-20-32-20).

LES FILMS

NOUYEAUX LES BRUMES DE L'AUBE. Film portugais de Lauro Antonio, v.o. : Latina, 4º (42-78-47-86). INDIANA JONES ET LA DER-INDIANA JONES ET LA DER-NERE CROISADE. Film américain de Steven Spielberg, v.o.: Forum Horizon, 1° (45-08-67-67); Gau-mort Opéru, 2° (47-42-80-33); Rex (Le Grand Rex), 2° (42-36-83-93); Ciné Beaubourg, 3° (42-71-52-36); Pathé Hautefeuille, 6° (46-33-79-38); UGC Odéon, 6° (42-25-10-30); Gaumont Ambae-sade. 8° (43-59-19-08); sade, 8" (43-59-19-08); George V, 8" (45-62-41-46); UGC Blarritz, 8" (45-62-20-40); Max Linder Panorama, 9º (48-24-88-83); La Bastille, 11° (43-07-48-80); 14 Juilet Besugrenelle, 15° (45-75-79-79); Kinopanorama, 15° (43-06-50-50); UGC Maillot, 17° (47-48-06-08); v.f.: Rex (Le Grand Rex), 2° (42-38-83-93); Bretagne, 6° (42-22-57-87); UGC Montpamasse, 6° (45-74-94-94); Seint-Lazare-Pasquier, 9° (43-87-35-43); Peramount Opéra, 9° (47-42-56-31); Les Nation, 12° (43-43-04-67); UGC Lyon Bestille, 12° (43-43-01-59); UGC Gobelina, 13° (43-38-23-44); Gaurnont Alésia, 14° (43-27-84-50); Gaurnont Convention, 15° (48-28-42-27); Pathé Wepler, 18° (45-22-46-01); Le Gambetta, 20° (46-36-10-96).

MAN NO RUNL Film français de 88-88); La Bastille, 11º (43-07-MAN NO RIBL Film français de Claire Denis: Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); Pathé Hautefauille, 6" (48-33-79-38) : La Bas-

title, 11° (43-07-48-80) ; Sept Par-nassiens, 14° (43-20-32-20). SUIVEZ CET AVION. Film frança de Patrice Amberd : Forum Hortzon, 1" (45-08-57-67) : Rex, 2" (42-36-83-93) ; 14 Juillet Odéon, 6" (43-25-59-83) ; Pathé Marignam-Concorde, 8º (43-58-92-82); UGC Bierritz, 8º (45-62-20-40); Pathé Français, 9º (47-70-33-88); UGC Lyon Bestille, 12° (43-43-01-59); Feuvette, 13° (43-31-56-86); Mis-tral, 14° (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14* (43-20-12-06); UGC Convention, 15* (46-74-93-40); Images, 18* (45-22-

dan. 16 h. 47-94) ; Le Gambetta, 20° (48-36-10-86). VILLE ZÉRO. Film soviétique da Karen Chakhnazarov, v.o. : Cosmos, 6 (45-44-28-80); La Triompha, 9 (45-62-45-76).

LES GRANDES REPRISES

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galanda, 5-(43-54-72-71) CASINO ROYALE (Brk., v.o.) : 14 Juli-let Pernesse, 6- (43-26-58-00). LE CIEL PEUT ATTEMORE (A., v.o.): Reflet Logas II, 5° (43-54-42-34). CRIA CUERVOS (Ezc., v.o.): Reflet Logos II, 5º (43-54-42-34); Bienvenille Montparraece, 15º (45-44-25-02). EASY REDER (A., v.o.): Cinoches, 6" (48-33-10-82) 1. TESPOR (Fr.): Lucamaire, 8 (45-44-

EVE (A., v.o.): Action Rive Gauche, 5- (43-29-44-40). FIVE EASY PIECES (A., v.o.) : Les Trois Lucembourg, 6- (46-33-97-77). HAUTE PÈGRE (A., v.o.): Action Ecoles, 5- (43-25-72-07). HOLIDAY (A., v.o.) : Action Christine, 6-

(43-29-11-30). LA HUITIÈME FEMME DE BARRE. BLEUE (A., v.o.): Action Christine, 6º (43-29-11-30). HUSBANDS (A., v.o.): Les Trois Luxembourg, 8 (48-33-97-77). JOUR DE FÊTE (Fr.): Le Champo -Espace Jacques Tatl, 5º (43-54-51-60).

MONTY PYTHON, LE SENS DE LA VIE (Brit., v.o.): 14 Juillet Parmasso, 6º (43-26-58-00). LA NUIT DU CHASSEUR (A., v.o.) : (#

Seint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, & (42-22-87-23); Les Trois Balzac, & (45-61-10-80). LA PARTY (A., v.o.): Action Rive Gau-che, 5° (43-29-44-40). PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.): Grand Pevols, 15 (45-54-48-85).

QUASHMODO (A., v.o.): Action Chris-tine, 6 (43-29-11-30). LES RAISINS | P.O., v.o.): Refet Logos I, 5* (43-54-42-34). SALAAM SOMBAY I (indo-fr., v.o.): Les Trois Luxembourg, 6* (46-33-97-77).

STRANGER THAN PARADISE (A.-AIL, v.o.): Utopia Champolion, 5- (43-26-

SUR LES QUAIS (A., v.o.): Les Trois Luxembourg, 8- (48-33-97-77). LES VACANCES DE ML HULOT (Fr.): Le Champo - Espace Jacques Tati, 5º (43-54-51-80).

VACANCES ROMAINES (A., v.o.): Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, E* (43-54-42-34).

TH TRES

AMANDIERS : PARIS (43-66-42-17). La Voix 30 silence Festival du gesta : 20 h 30. ANTONE - SINONE-BERRIAU (42-08-77-71). La Ritournelle : 17 h 30 et 21 h,

dim. 15 h 30. ARLEQUIN (45-89-43-22). Le Dimen-che de la vie : 20 h 30. ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-08-36-02). Flagrant Délit de mensonge : 17 h et 21 h, dim. 17 h.

ATELER (48-06-49-24). L'Avere : 21 h, dim. 15 h 30. ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Selle C, Bérard. Eberhardt lea-belle : 20 h 30. Selle Louis Jouvet. Titus Andronicus : 20 h 30. BERRY (43-70-37-02). Jackpot :

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Fusilié sous tous les régimes : 15 h 30 et 18 h 30. L'Illusionniste : 18 h et 20 h 45, dim. 15 h 30. BOUFFONS-THEATRE DU XIX (42-38-35-53). Armistice au pont de Gre-nelle : 20 h 30, dim. 15 h. ▷ Dim.

nelle: 20 ii 30, us.: Milme Semour: 16 h. CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Profession imitateur... et en plus : 20 h. CARTOUCHERIE ATELIER DU CHAU-DRON (43-28-97-04). L'Oiseau-Brigedier : 20 h 30, dim. 16 h. CARTQUCHERIE THÉATRE DE LA

TEMPETE (43-28-36-36). Salle I. Sade-Concert d'enfers : 20 h. Salle II. Keramazov : 20 h 30, dim. 16 h. GAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-46). Les Vernets satiriques : 21 b. dim. 15 h 30. CENTRE WALLONG-BRUXELLES (42-

CINQ DIAMANTS (45-80-51-31), La Soirée d'Armelle : 20 h 30, dim. 17 h 30. Fragments : 22 h. CITÉ ENTERNATIONALE UNIVERSI-TAIRE (45-89-38-69). Britannicus : 20 h 30. Le Galerie. L'Arni des lois suivi

de le Jugement dernier des rois : 20 h 30. Le Jugement dernier des rois précédé de l'Arni des lois : 20 h 30. Le Researre. Chattamon, dernière muit de travail : 20 h 30. COLLÈGE NÉERLANDAIS (43-58-78-39). Les Sincères : 20 h 30, dim.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire's Foises: 19 h et 21 h, dim. COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-37-21). Les Melleurs Amis :

21 h. dim. 15 h 30. COMÉDIE TRALIENNE (43-21-22-22). Les Défioss du bainer : 20 h 30. COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). Lorenzeccio : 20 h 90. Dim. Amour pour amour : 14 h. DAUNOU (42-61-69-14). Tu m'as sauvé la vie : 21 h, dim. 15 h 30.

DÉJAZET-T.L.P. (42-74-20-50). Faut de la fuite dans les idées : 20 h 30. DEUX ANES (48-06-10-26). Les Tonton's farceurs : 21 h, dim. 15 h 30. DIX-HUIT THÉATRE (42-26-47-47). Jouvet-Diderce-le Paradose : 20 h 30,

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on faix où on nous dit de faire : 22 h. THEATRE DU BEL-AIR (43-46-91-93).

Gouverneurs de la rosée. Sam., à 20 h 30 ; dim., à 17 h. EDOUARD-VE SACHA GUITRY (47-42-59-92). Point de feu sens fun 16 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h. ELDORADO (42-49-60-27). La belle Otéro: 20 h 30, dan. 15 h.

ESPACE MARAIS (45-84-09-31). La Moustre : 21 h 30, dim. 19 h 30. ESPACE PIERRE CARDIN (42-66-26-75). La Machine infernele : 20 h 30, dim. 15 h 30. ESSAION DE PARIS (42-78-48-42).

Trois Brèves : 15 h. FONTAINE (48-74-74-40). Tempo 15 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h 30. GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Faut pas tuer marren 1 : 17 h et 20 h 45, dim. 15 h. GALERIE 55-THE ENGLISH THEATRE OF PARS (43-26-63-51). The Jungle Book: 15 h. True West: 20 h 30.

GRAND THÉATRE D'EDGAR (43-20-90-09). Histoire d'an rire : 18 h et 20 h 15. Apostrophone-nous : 22 h. GRANDE HALLE DE LA VILLETTE (SALLE BORES VIAN) (42-49-77-22). Le Destin glorieux du maréchal Nnikon Nniku: 20 h 30.

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Pépi Dé : 19 h. Kiki reine du Montpernasse : 20 h 30. Le Berillet : 22 h 15. GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-78). L'Ex-femme de me vie : 17 h 30

HUCHETTE (43-26-38-99). La Canta trice chauve : 19 h 30. Ls Legon : 20 h 30. L'impromptu du Palaie-Royal : 21 h 30.

JARDIN D'HIVER (42-62-59-49). La Bourichon: 16 h et 21 h. L'ESPACE EUROPÉEN (42-83-68-68). Les Fourberies de Scapin : 20 h 30, dim. LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Moi,

Fourthach: 21 h, dim. 16 h. LA VIEILLE GRELLE (47-07-22-11). Let File du vent : 20 h 30, dim. 17 k. LE BATEAU-THÉATRE (42-08-68-89). Croquez le meion : 20 h 30, clm. 16 h. LE BOURVE (43-73-47-84). Music-Hall Folies: 20 h 30, dim. 15 h 30.

LE FUNAMBULE THÉATRERESTAURANT (42-23-88-83). Feu in
mire de Mederne: 22 h.

ا در در المواهد المواه

200 m

100

and the second second

10 mg

n 一中の NASAES

· c 1/34

..

* *

and the second

يغطين وسنعه

¥.

to a being

100

40.00

2 . .

100 mg

5 5 g

234 PH * 1

LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02). Giles de Rui + ou - : 21 h, dim. 17 h. usses de Ris + ou -: 21 h, dim. 17 h.
LUCERNAME FORMM (46-44-57-34).
Théètre noir. Le Putit Prince: 18 h 46.
Le Bâton de la maréchale: 20 h. Mélodie
de Varaovie: 21 h 30. Théètre rouge.
Simona Weil 1809-1943: 18 h 30. Le
Damilire Banda Canadia. semone west 1909-1943 : 18 h 30. Le Demitre Bande, Comédie, Pas en alter-nance : 20 h. Dislogues d'exilés : 21 h 30. MADELEINE (42-85-07-09). Port-

Royal : 18 h et 21 h, dim. 15 h 30. MARAIS (42-78-03-53). L'Avare : 20 h 45. MARIE STUART (45-08-17-80). La Ses : 20 h. Feritario : 22 h.

MARSENY (42-56-04-41). Stammin : 21 h, dirt. 15 h.

MARGINY (PETIT) (42-25-20-74). De Sechs à Guitry: 21 h, dirt. 15 h.

MATHURINS (42-65-80-00). Les Palmes de M, Schutz: 17 h et 21 h. MICHEL (42-85-95-02). Vite une femme I: 18 h 30 et 21 h 30, dim-15 h 30.

MICHODERE (47-42-95-23). Humos d'amour : 15 h. Pièc 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h. MOGADOR (48-78-76-00). Tango Argentino: 20 h 30, dim. 15 h et 19 h. MONTPARNASSE (43-22-77-74). Le Souper: 18 h et 21 h, dim. 15 h 30. MONTPARNASSE (PETIT) (43-22-77-74). Les hommes neissent tous égo :

21 h, dim. 15 h 30. Musée de Cire (Historial de MONTMARTRE) (46-06-78-92). La Butte et l'Abbesse (89, tu verres Montmartrel : 18 h 30. NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD (43-31-11-99). Un séducteur : 17 h et 20 h 30, dim. (demière) 15 h 30.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Le Grand Standing: 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30. GEUVRE (48-74-42-52). Je ne suit pes Rappaport : 20 h 15. ▷ Dim. Le Ger-Rappaport: dien:15 h.

PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). Serge Papegelli: 21 h. PALAIS DES SPORTS (48-28-40-90). Dans la cuit la liberté : 16 h et 20 h 30, mer., mer. 15 h, dim. 14 h et 18 h.

PALAIS ROYAL (42-97-59-61). Un SI à la patte : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h. PARIS-VILLETTE (42-02-02-88). Eciate: 20 h 45, clim. 17 h. POCHE-MONTPARMASSE (46-48-92-87). Salte I. Monsieur Songe : 17 h 45 et 20 h 45. Salte II. Visite d'un père à son fils : 21 h, dim. 15 h. PORTE SAINT-MARTIN (42-08-00-32). La Peste : 20 h 30, dim. 15 h. RANELAGH (42-88-64-44). Buffo : 20 h 30, dim. 17 h. ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20).

Guilleume sens bemiers : 16 h 30, dim. 14 h 30. Morts sans sépulture : 20 h 30, dim. 17 h. SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Comment devenir une mère juive en dix leçons : 18 h et 20 h 45, dim. 15 h. SENTER DES HALLES (42-38-37-27). Les Stagiaires : 19 h 30.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). Muriel Robin est au Spiendid | : STUDIO DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-35-10). La Chuta : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉATRE 13 (45-88-16-30). La mer est trop loin : 20 h 30, dim. 15 h. THEATRE DE L'EST PARISIEN (43-44-80-80). Clair de terre : 20 h 30, dien. THÉATRE DE LA BASTELE (48-57-

42-14). Coup de sang : 19 h 30, dim. 15 h 30. Vous qui habitez le temps Fes-tival d'autonne à Paris 1989 : 21 h, dim. 17 h. THÉATRE DE LA MAIN D'OR-BELLE DE MAI (48-05-67-89). Selle L Le Belo-din du monde occidental : 20 h 30, dim. 15 h. Selle R. Le Melentandu : 20 h. L'Ecume des jours : 22 h. THÉATRE DE LA MAINATE (42-08-83-33). Le Neveu de Rameau : 20 h 30, dim. 16 h 30.

THÉATRE DE PARIS (42-80-09-30). Cats: 15 h at 20 h 30, dim. 19 h 30. THÉATRE DES CHAMPS ELYSÉES (47-20-36-37). La Chevaller à la rose : 19 h 30. THEATRE DU SPHINEX (42-78-39-29).

Lettre à tous les avisteurs perdus dans le désert : 20 h 30, dim. 15 h. THÉATRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Dressage en férocité : 20 h 30, dim. 15 h 30. THÉATRE EN ACTES (43-57-35-13). Génération désinvolts : 20 h 30.
THÉATRE HÉBERTOT (43-87-23-23). La vis que je t'ai dozmée : 17 h et 21 h, dim. 15 h.

THÉATRE L'OMBRE QUI ROULE (43-26-29-61). Adieu Léokadie : 21 h. THÉATRE MONTORGUES. (42-33-80-78). La Dispute : 20 h 30, dim. 17 h. THÉATRE NATIONAL DE L'ODÉON (PETITE SALLE) (43-25-70-32). Michelet ou le Dan des harmes : 16 h, dim. (dernière) 18 h 30,

THÉATRE NATIONAL DE CHARLOT (47-27-81-15). Lorenzaccio, le Misen-throps: 20 h 30, dkm. 14 h 30. Selle Gémier. Horace: 20 h 30.

AGENDA

TÉLÉVISION

me the sale free fine .

A STATE OF THE REAL PROPERTY.

建

the desired

職者性額(24) 94

NAMES OF STREET

ar - ar - ar

The second

143 34 47 44 F # + 44 40

and the second s

F mirrie district ...

The second secon

14 C #

- **1**

A 🙀 🚙 🔫 4

mp. 42 +

The second secon

B. P. S.

●●1 + 5 × 1

19 Tale 22 12 12

Les programmes complets de trailo et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : De Signalé dans « le Monde radio-délévision » Film à éviter m On peut voir m m Ne pas manquer m n na Chef-d'œuvre on signale.

Samedi 21 octobre

	TF 1
20.45	Variétés : Surprise sur prise.
22.05 23.05	Magazine : Ushuaia. Magazine : Formula sport.
0.05	Journal.

A 2 20.35 Variétés : Champs-Elysées. 22.35 Série : Clémence Aletti. 23.30 Journal. 23.45 Magazine : Lunettes noires pour nuit blanche.

FR 3 20.35 Championnats du monde d'orthographe.

22.10 Journal.
22.35 Magazine : Le diven.
Invité : Paul Bocuse.
22.55 Magazine : Musicales.
23.55 Magazine : Sports 3. **CANAL PLUS**

4. 4.2

تحج فالقطاع عاطرت يرييان

المكار ومود الماداد والماداد

200 m 2 to 1

100 mm (100 mm) (100

- _{第2}7 (1) (1) (1) (242 (1) ³)。

The state of the s

Lag attention

war of the Control

ala.e Janeter

Company of the Company

44. - . 14

A STATE OF THE STA

.....

tion man

a: 🕶

· 製造機・ (中)を (1) を (2) を (2)

TEMPONIANA 1-

19 8 1 36, ₂19 20 28 29 21 29

20.30 Téléfilm : L'orgueil d'un homme. 22.00 Documentaire : Dar Robinson, le plus grand cascadeur de Hollywood. 22.35 Sport : Football, Bordesux-Marsellle. 0.40 Cináma :

la Chose à deux têtes 🖪

LA 5

20.40 Téléfilm : L'évasion. 22.20 Série : La voyageur.
22.50 Magazine : Samedi foot.
22.55 Téléfilm : Comment tomber un milliardaire. 0.00 Journal de minuit.

coltes. Recoit indi-0.05 Comment tomber viduellement. un milliardzīre (suite). VII. Va bien avec le précédent. Gros M 6 temps. Cause des réparations. - VIII. 20.30 Téléfilm : On ne joue pas Fait le point, cheravec le feu. 22.05 Téléfilm : Calibre 38. cha sans doute à tuer le taon. 23.20 Six minutes Conjonction. - IX. d'informations. Sautille dans le jar-23.25 Magazine : Club 6.
0.25 Feuilleton : Splendeurs
et misères des courtidin. Indispensable

LA SEPT

20.30 Théâtre : Crime et Châtiment.
D'après Dostoïavski, mise scène d'Andrzej Wajda.
22.30 Documentaire : Histoire parallèle. De Philippe Grandrieux.

23.15 Jazz soundles colle 23.25 Documentaire: Travailler à domicile. 23.30 Documentaire: Voyage au pays des francs-maçons. De Serge Moati.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 5114

HORIZONTALEMENT

1. N'oublie pas la passé. Remplit des verres. - 11. Très bonne formation. Est de glace. - III. Utile à des gens d'expérience. Amène un changement de direction. Elément d'une longue chaîne. Fait du feu. -IV. Des hommes

- V. Qui a donc entraîné une séparation de corps. A le charme des îles grecques. Cité péruvienne. - VI. VII VIII IX Donne de plus ou moins bonnes ré-XI XII XIV XV XV

dans la course. - 11. Adverbe. On le fait plier. Poète de jadis. -12. Moyen de protection. Pronom. Elément d'un troupeau. - 13. Va à la ligne. Fonds pour culottes. N'est pas à dire devant tout le monde. - 14. Se fait donner plus d'un coup de peigne. Abri de montagne. Bons pour le service. --15. Se laissa trahir par son appétit. Poussent à faire des cérémonies. Sans doute.

Horizontalement !. Fredaines. - II. Levure. Vu. -III. Atèle. Rai. - IV. Ni. Jase. -V. Canicule. - VI. Hi. Nèpe. -VII. Erié. Eude. - VIII. Recei. Sen. - IX. Sa. Isère. - X. Rani. Mu. -

1. Flancher, Ut. - 2. Rétiaires. - 3. Eve. Icare. - 4. Dulcinée. As. - 5. Are. Ce. Lino. - 6. le. Jupe. Sir. - 7. Råleuse. -8. Evase, Derme. - 9. Suie.

GUY BROUTY

Dimanche 22 octobre

	TF 1
13.20	Série : Un flic
14.15	dans la Mafia. Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
15.10	Veriétés : Mondo Dingo
15.40	Tiercé à Longchamp.
15.55	Série : Vivement kındi.
16.20	Dessins animés :
	Disney parade.
17.35	Variétés : Y a-t-il encor
	un acce dens la show ?

un coco dans le show ? 18.05 Magazine : Téléfoot. 19.00 Megazine : 7 sur 7. Invité : Felipe Gonzalez. 20.00 Journal.

les Mariés de l'An II 🖩 🗎 22.20 Magazine : Ciné-dimanche. 22.30 Cinéma : l'Intruse B

20.35 Cinéme :

A 2 13.20 Dimanche Martin. 14.55 Série : Mac Gyver.

15.50 L'école des fans. 16.35 Série: Qui c'est ce garçon ? 17.30 Documentaire : L'équipe Cousteau à la redécouverte

du monde. 18.25 Magazine : Stade 2. 19.30 Série : Maguy. 20.00 Journal 20.35 Téléfilm : Coolan. le vampire des Caraïbes.

22.15 Documentaire : Tati sur les pas de Monsieur Hulot. 23.25 Journal.

23.50 Soixante secondes. 23.55 Sport : Gymnastique

FR 3

13.30 Forum RMC-FR 3. 14.30 Expression directs. 14.50 Magazine : Sports loisirs. 17.03 Magazine : Montagne. 17.30 Amuse 3. 19.00 Sárie : L'agence. 20.02 Série : Benny Hill. 20.35 Documentaire : Optique. 21.30 Magazine : Océaniques. 22.05 Journal. 22.30 Cinéma : le Portrait

de Dorian Gray # # # **CANAL PLUS**

14.00 Magazine : contact. 14.05 Téléfilm : Au-delà de la passion (1º partie). 15.40 Série : Bergerec.

17.30 Série : Mister Gun. 18.00 Cinéma : Arizona junior. ■■

En çleir jusqu'à 20.36. 19.35 Dessins animés :

Cs cartoon. 20.30 Megazine : Tranches de l'art. 20.35 Cinéms : les Gens de Dublin 🗷 🗷 🖫

22.05 Sport : Cyclisme. 23.35 Cinéma : l'Affaire d'une nuit 🗷

16.35 Variétés : Pierre Desproges se donné en spectacle.

LA 5

13.30 Téléfilm : L'ultime voyage. 14.55 Feuilleton : Les héritiers (rediff.).

17.00 Magazine : Télé-matches dimanche. 18.00 Série : Riptide. 18.50 Journal images. 19.00 Sáris : Supercopter.

20.00 :lownel: 20.35 C'est l'histoire d'un mec...

20.40 Cinéma : le Bounty ■ 23.00 Magazine : Ciné Cinq. 23.10 L'uitime voyage (redifi.). 0.00 Journal de minuit.

13.20 Sárie : Madame est servie 13.50 Série : Les têtes brûlées. 14.40 Série : Clair de lune. 15.25 Série : Espion modèle. 16.10 Série : Brigade de nuit.

17.00 Divertissement: Trop tard pour la siesta. 17.30 Série : Les années

coup de cœur. 18.00 Informations : M 6 express. 18.05 Variétés :

Top of the pops. 18.30 Trop tard pour la sieste 19.00 Magazine : Culture pub.

19,30 Série : Roseanne. 19.50 Trop tard pour la sieste

19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Madame est servie.

20.30 Cinéms ; Duel E 22,10 Magazine: Sport 6. 22.20 Capital. 22.30 Cinéma : le Commando suicide.

LA SEPT

15.55 Méthode Victor: allemand et espagnol 16.30 Série : L'esprit des lois (4). De Pierre Dumayet et Pierre

17.30 Danse : Histoire du soldat Baflet de Jiri Kylian, musique d'Igor Stravinski. 18.30 Documentaire:

Igor Stravinski. De Tony Pa 19.30 Magazine : Club sans nom.

De Jean-Marc Terrasse et Mar-tin Melesonnier. 20.30 Cinéma : Cinq soirées.

Film soviétique de Nikita Mikhelkov (1978). 22.15 Film d'animation : les Têtards à la recherche

de leur mère. 22,30 Documentaire: Jean Painlevé au fil de ses films (7).

De Denis Derrien. 23.00 Documentaire : Préfaces

De Jean-André Fieschil. De Jean-André Fieschi.

23.30 Feuilleton : Moravagine
(3· épisode).
De Philippe Pilard:

VERTICALEMENT

sion de chasser. A des tuyeux. - 2. Va aux fraises. Fit le guide. -3. On y vit la nuit. Fait un cercle. - 4. Conjonction. A un gros copain. De quoi être bien attrapé. - 5. Finit par voir tout en noir. Préfixe. Ne reste pas dans l'ombre. 6. Terrain d'action pour un héros de Defoe. Permet à certains de jouer un rôle. Lettre grecque. -7. Est au-dessus de l'eau. Quartier de Roanne. Se font souvent mettre le nez dessus. - 8. Sa fin est programmée. Met dans le mille. Sont ā suivre. Note. — 9. A le corps aplati. Longues durées. -

à certaines vies. - X. Hôtes indé-

sirables. Font des tas. - XI. N'est

pas toujours bon à prendre. Fera entrer le précédent. A beaucoup

joué. - XII. Atteint des sommets.

Evitera la recul. Blanc s'il est com-

mun. – XIII. Qui s'emportent faci-lement. Fait en glissant. Participe. – XIV. Enlever le haut. Offrir au

monde. - XV. Tel le dindon de la

farce. Un certain trouble. Donc

1. Donne à des tireurs l'occa-

mieux compris.

Verticalement

CARNET DU Monde

10. Reste en tête. Lui, il n'est pas

Décès

- M. et M™ Tullio Attias, icurs enfants et petits-enfants. M. et M= Sylvain Smadja, leurs enfants et petits-enfa Les familles parentes et alliées.

M= Louise DISEGNL

La famille ne recoit pas.

- Ses enfants et petits-enfants unt la douleur de faire part du décès de

survegu le 18 octobre 1989, à l'âge de soixante-dix-buit ans.

- M™ Hervé-Michel Gerband, son épouse, M. et M= Dominique Gerbaud

et Alexandre, M. Alain Gerbaud et Carole, M. Alain Gerband et Carole,
ses enfants et petits-enfants,
Les familles Voyer, Salvinien,
Charvet, Dupin, Maftre, Morand
et Gonnier-Charles,
Et ses amis, Mar Verona,
les familles Brutin, Girard et Ruffin,

ont la tristesse de faire part du décès

de quatre vingus ans.

Les obsèques ont été célébrées le 30 septembre, en l'église de Garat, dans la plus stricte intimité familiale.

- M™ Marie Neveu,

M. André NEVEU. survenu le 19 octobre 1989, à La Far-

La cérémonie religieuse anna lieu le lundi 23 octobre, à 10 h 30, en l'église de La Fariède (Var), suivis de l'inhumation au cimetière de la commune.

Solution du problème nº 5113

XI, Trésorier.

ont la douleur de faire part du décès de

Les obsèques auront lieu au cime-tière parisien de Pantin (porte princi-pale), le lundi 23 octobre 1989, à 14 heures.

M= Colette EGRE.

Les obsèques auront lieu le lundi 23 octobre, à 14 h 15, en l'église Saint-Louis de Garches (Hauts-de-Seine).

M. Hervé-Michel GERBAUD, ingénieur civil des Mines de Paris,

mrvenn le 28 septembre 1989, à l'âge

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Brousse, 16410 Garat.

son épouse, Ses enfants, Marie-Thérèse, Pierre, Marc, Bernadette Et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

lède (Var), dans sa quatre-vingt-troisième année.

- Tassin. Bordeaux. Lyon. Brest.

Hélène et Lionel Vieilly, Cécile et Marie-Noëlle Thouron, Annie, Olivier et Stéphanie Thouron, Marie-Thérèse Marques,

née Thouron, La famille et les amis, ont la douleur de faire part du décès de Jean-Paul THOURON,

brutalement survenu à l'âge de cinquante ans, le 18 octobre 1989. Cérémonie religieuse en l'église Saint-Joseph de Tassin-la-Demi-Lune, lundi 23 octobre 1989, à 14 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La famille remercie par avance ceux qui, par leur présence ou par leurs marques de sympathie, auront pris part à sa peine.

Anniversaires - La réunion annuelle à la mémoire

Robert GAMZON, Edmond FLEG, Henri SCHILLI, André KISLER

de nos chefs

et de tous nos camarades disparus aura lieu le ieudi 26 octobre 1989, à

19 heures an siège des EEIF, 27, avenue de Ségur, Paris-7°. - Le 22 octobre 1970, il y a dix-neuf ans, disparaissait

SAMSON FRANÇOIS.

· En notre cœur, il reste toujours présent. »

- Il y a sept ans qu'est morte Elisabeth WEINER.

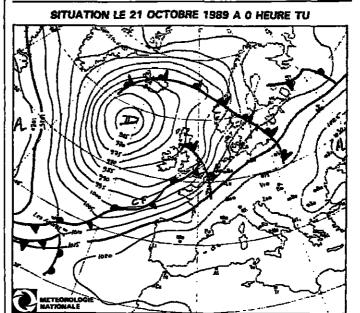
Ceux qui l'aimaient se souviennent.

JOURNAL OFFICIEL Sont publiés au Journal officiel du vendredi 20 octobre :

UN DÉCRET ■ Nº 89-762 du 16 octobre 1989 modifiant le décret nº 70-708 du 31 juillet 1970 portant application du titre le et de certaines dispositions du titre II de la loi nº 69-3 du 3 janvier 1969 relative à l'exercice des activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixe.

UN ARRÊTÉ ■ Du 16 octobre 1989 portant approbation d'un règlement relatif à la qualification des médecins.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le samed 21 octobre à 0 heure et le dimenche 22 octo-bre à 24 heures.

Un anticyclone, centré sur l'est de l'Europe, freine la prograssion des pertur-bations atlantiques. La France sera encore sous l'influence d'un courant de aud-ouest s'orientant au aud aud-ouest, et ce n'est vraiment que dimenche que le Nord-Ouest sera touché.

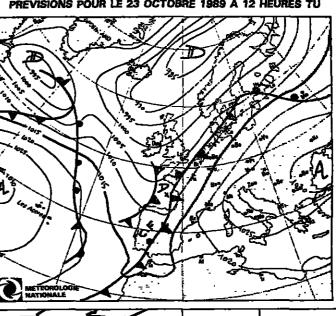
Dimanche : chaud et ensolellé, rrivée de pluie en Bretagne. La metin, de la Bretagne à la Norman-die, au Nord, le ciel sera très nuageux. Sur le reste de la France, peu de nuages. En cours de journée, seules la Bretagne et la pointe du Cotentin resteront sous un ciel très nuageux et, dès l'après-midi, on pourrait avoir quelques pluies sur la Bretagne. De la côte Basque au Limousin peur un Mort la sotali sera unité ou de-

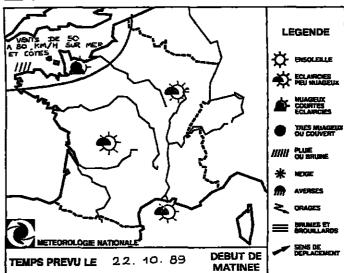
passages nuageux. Sur le reste du pays, c'est le soleil qui prédominers. Cependant, sur le Languedoc-Roussillon, le ciel peut être gris le matin, cette grisselle, étant ramenée par les vents manns, disparaîtra au cours de l'après-midi. En fin de inverse, les maces qui comunicate le de journée, les nuages qui couvreient la Brissagne, toucheront le Poltou-Charentes et la besse Normandie et les pluies se renforceront sur les côtes.

Le vent de sud-ouest soufflere fort sur Le vent de suc-ouest soumers fort sur les côtes de la Manche le matin, sur la Bretsgne et le Cotentin en journée. Ce vent pourra atteindre les 80 à 70 km/h en rafales. Il mollire dans l'après-midi.

Au petit matin. les températures iront de 12 à 15 degrés au nord, de 12 à 16 degrés au sud, de 8 à 10 degrés sur le le Lyonnais et de 10 à 13 degrés sur la Frenche-Comté. Dans l'après-midi, elles atteindront 20 à 22 degrés au nord, 22 à

PRÉVISIONS POUR LE 23 OCTOBRE 1989 A 12 HEURES TU





	TEMPÉR la 20-10-198	Vale	irs ax	tén	es relevées	entre				le	11178 21-10			é
	IS 20-10-198 FRA AJACCED BLARRITZ BORDEAUX BOURGES CAEN CLEBROURG CLEBROURG CLEBROURG CLEBROURG CLEBROURG CLEBROURG LIMORES LYON MANTES MANTES MANTES MANTES PARTE-MENTS	Valo Valo Valo Valo Valo Valo Valo Valo	ins ex houre:	CHNNPCPDDDCDDNCNCN	es relevées et le 21-1 TOURS TOURS TOURS TOURS TOURS ET ET ALGER AMSTERDA AMSTE	TIRE.	3 8 6 17 20 32 15 25 15 22 23 6 18 15 25 14 40 33 27 14	15 12 23 23 12 12 13 25 13 5 8 12		LOS AN LUXEMM MADRIE MARRAM MEXAN MEXAN MONTRI MONTRI NAMENTO	EZ 1-10 EZ 15 SOURG SECH SECH SEMAL SEMAL ANERO	32 14 21 31 22 19 10 7 28 22 11 25 21 - 20 29 13 24	17 10 5 19 5 9 3 4 12 7 9 13 5 10 23 9 14	
	PAU PERPERAN REINES ST-ETIENE STRASSOURG	22 20 16 18	10 11 16 10 12	N C P D	HONGKON ISTANBUL JÉRUSALEM LISBONNE, LONDIKES	ſ	17 17 21	22 10 12 13	P N D B	TUNES VARSOVI VENISE	E	26 17 17		N N E
1	A	3	C	:	D	N		Q	•	P	T	٦	*	_

averse brume ciel ciel ciel ciel ciel orage plnie tempête neige ★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale

moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Sur le site d'une ancienne centrale d'EDF

Une friche modèle dans les Landes

Les services du conseil général des Landes vont s'enrichir d'une direction du tourisme. Son animateur, dont le nom n'est pas encore connu, devrait être, selon l'expression d'Henri Emmanuelli, député PS et président de l'assemblée départementale, un e monteur de projets ». L'un des premiers dossiers sur lequel il aura à exercer son imagination sera celui du site d'Arjuzanx.

Dans l'épaisseur de la forêt landaise, aux deux tiers du chemin entre Bordeaux et Bayonne, une clairière insolite de 2 700 hectares. Ce désert de terre grisâtre, bosselé de tumulus chauves, criblé de centaines de cratères que les pluies ont transformés en autant de lacs et d'étacos, est si vaste œ'il fait une tache blême sur les photos prises par satellite. Ici, depuis trente ans, EDF exploite une mine de lignite à ciel ouvert. Une centrale, bloc rouge de cinquante mètres de haut accosté de cheminées et de tours de refroidissement, tourne encore.

En 1992 ce monstre technologique, dont la rentabilité a touiours été douteuse, s'endormira à jamais. Déjà un troupeau d'excavatrices géantes, construites par Krup, rouille dans la bruyère en attendant le chalumeau des ferrailleurs. Le complexe d'Arjuzanx est, comme vingt autres centrales thermiques, l'une des victimes du programme nucléaire, de ses kilowattheures surabondants et bon marché. Mais c'est de provoquer les dégâts les plus

Au début des années 60 la

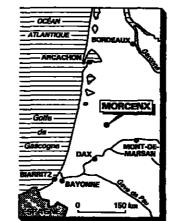
mine et la centrale étaient tombées comme un aérolithe doré sur quatre communes de ca canton rural: Arjuzanx, Morcenx, Rionlès-Landes et Villenave. Après le choc des expropriations et la disparition d'une cinquantaine de fermes. la localité la plus importante - Morcenx, 5 000 âmes reçut comme une manne les 600 employés d'EDF, leurs 420 pavillons neufs (le quart des logements de la commune) et les millions des taxes et redevances (50 % des ressources communales). Sans parler des nouveaux venus entrant au conseil municipal, animant les associations et remplissant les écoles de leurs

Que restera-t-il dans trois ans de ce foisonnement vivifiant? Des carcasses de machines, des bâtiments fantômes et la plus vaste friche industrielle d'Europe. Pour ce terroir des Landes le choc pouvait être fatal. Aiguillonnée par les élus et l'administration, EDF a décidé de faire son possible pour panser les plaies que son retrait occasionne au tissu naturel, économique et social du can-

Reconquérir le neture

Première tâche : permettre à la nature de reconquérir les espaces saccagés par les excavatrices tout en préparant de futures réugénie écologique, EDF a fait appel à l'Office national de la chasse. Celui-ci a dépêché sur place Serge Avignon, un hydrobiologista de trente-sept ans que ca travail de réhabilitation passionne. La totalité du site a d'abord été classé en réserve de chasse. Puis on a découvert dans l'impénétrable chaos des terres mouvantes 80 kilomètres de pistes : des bandes de tissu synthétique sur lesquelles on répand un lit de caitloux concassés. Pour maîtriser les eaux vagabondes, it a failu creuser des dizaines de kilomètres de fossés, poser des buses, construire des trop-pleins. Les buildozers de la mine ont été remis en route pour redessiner le

Partout, il faut donner un puis sant coup de pouce aux végé-Dans cette nature reconstitaux. Serge Avignon a fait semer 120 hectares de prairies et planter un million d'arbres-pionniers.



Mais ce sont les étangs dont la récupération a posé le problème le plus ardu. Leur eau est tellement acide que toute vie y est interdite. Il faut donc y déverser des tonnes de chaux et de paille pour réenclencher la chaîne de vie : pourritures, animalcules, insectes aquatiques, poissons herbivores, espèces carnassières. Ecrevisses et brochets témoignent aujourd'hui du succès de la

tuée, on pourra, demain, exploiter la forêt, noumir du bétail, élever des poissons, cultiver en grand

des oignons à fleurs, observer la sauvagine et pratiquer des sports de plein air, accueillir des touristes. Entamée en 1984, l'ensemble de la réhabilitation. qui s'étendra au total sur une douzaine d'années, coûtera à EDF 60 millions de francs.

Retrouver des emplois

signée l'établissement public consiste à reconstituer le tissu économique et social. L'un des services EDF, la délégation aux implantations industrielles, a Philippe Subra, trente-neuf ans. ingénieur de Supélec devenu chasseur d'entreprises. Son objectif, c'est de créer autant d'emplois que la fermeture de la centrale en supprime : six cents. court la France, va même jusqu'en Espagne et au Portugal, et a déià convaincu une douzaine d'entreprises qui occuperont demain 230 personnes. Le signe le plus spectaculaire de cette « reprise » est une usine flambant neuve qui dresse ses bâtiments multicolores dans la zone industrielle créée par la commune. On y moulera des panneaux de bois. Une fabrique de plastique, une chaudronnerie et une dizaine

NORD-

d'artisans plus modestes s'activent alentour. Il en a déjà coûté 20 millions à EDF et Philippe Subra est convaincu qu'en poursuivant cet effort, il gagnera son pari d'ici à 1992. Reste à savoir qui, alors, assu-

rera la gestion de l'immense site rendu à la nature ? Jusqu'ici, les quatre communes concernées ont été incapables de s'entendre pour étudier un programme cohérent de mise en valeur. Nombre d'aménageurs et d'investisseurs privés sont venus visiter Ariuzanx. Aucun de leurs projets n'a abouti. Henri Emmanuelli, le président du conseil général, semble avoir enfin compris que l'ancienne mine pouvait constituer un atout majeur dans l'aménagement de la grande Lande, jusqu'ici délaissée par la Mission d'aménagement de la côte aquitaine, la Miaca. Pas de morcellement, contrôle du site par la puissance publique, plan d'aménagement d'ensemble, appel aux investisseurs privés, tels sont les principes qui guideront son action.

Arjuzanx sera peut-être, dans dix ans, l'un des plus beaux sites naturels et le pôle d'activités le plus inattendu des Landes. A une condition: que les élus locaux prennent en main le destin de cette friche exemplaire.

MARC AMBROISE-RENDU

CENTRE

L'Europe de la formation

L'Europe de la formation se construit pas à pas. La commission franco-allemande, née de la convention signée entre les deux pays en 1980, vient de se réunir pour la première fois dans une capitale régionale, à Orléans, invitée par le conseil régional du cen-tre, que préside Maurice Dousset (PR).

Les travaux de cette commis sion, constituée d'experts, ont pour but de définir des équivalences de diplômes et d'harmoniser les pro-grammes éducatifs, afin de facilià partir de 1993. L'apprentissage est une tradition outre-Rhin. La RFA compte deux millions d'apprentis. En France, ils sont tout juste deux cent mille. Cela tient à l'histoire respective du sys-tème éducatif et du travail des

Des échanges de jeunes en for-mation s'opèrent déjà depuis plu-sieurs années. Au total, en 1991, pas moins de dix mille jeunes auront bénéficié de stages dans l'un ou l'autre pays. Ces échanges ne lycées techniques et professionnels Dans le Centre, pour la première fois, au printemps prochain, aura lieu un échange entre des CFA (Centre de formation d'apprentis) prises » qui assurent l'apprentis-sage en RFA. de la région et des « écoles d'entre-

CHAMPAGNE-ARDENNE

Les CCI main dans la main

Une stratégie commune est mise

en place pour les CCI de Champagne-Ardenne. Les Champagne-Ardenne, qui auront lieu à Troyes courant décembre, ment économique régional de Pour la première fois en France

expliquent les responsables de cette manifestation, qui réunira mille décideurs membres des CCI d'une même région – six en l'occurence. - sans compter la chambre régionale, - élaborent une stratégie commune pour les cinq prochaines années, fruit de longs mois de travail avec l'appui d'un cabi conseil. Une stratégie qu'elles entendent faire partager largement tant aux chefs d'entreprise qu'aux cadres dirigeants et aux responsables politiques et administratifs des quatre départements

 Champagne-Ardenne a des atouts importants, analysent les CCI, mais souffre d'un certain retard. Pour le combler, il faut que les acteurs économiques définis-sent ensemble un projet crédible, volontaire, ancré sur l'analyse de la réalité et porté par tous. - Six

thèmes de travail ont été confiés à chacune des CCI: communication (CCI de Châlons-sur-Marne): conseils aux entreprises (Troyes); l'international (Reims); activités nouvelles (Charleville-Mézières); gestion des ressources humaines (Sedan) et développement économique des zones rurales (Saint-

LIMOUSIN

L'économie régionale sur 36-16 36-16 ICCI; c'est toute la vie

économiane du Limousin et de Poitou-Charentes qui est despuis le début octobre sur minitel. Il s'agit d'une première en France : un réseau interactif qui maille l'ensemble de l'économie régionale. Les deux régions sont mariées au

sein d'une chambre régionale de commerce et d'industrie commune qui fédère ICCI (en Limousin: Limoges, Brive, Guéret, Tulle-Ussel; en Poitou-Charentes: Angoulême, Cognac, Niort, Poi-tiers, Rochefort, La Rochelle). Ces onze partenaires ont mis en cominformatique: 66 938 entreprises industrielles et commerciales ont été mises en mémoire (fabrica-tions, chiffres d'affaires, effectifs, potentiels de production, responsa-bles, etc.) ainsi que les données économiques générales. Une rubrique Opportunités doublée d'une messagerie permet une recherche et un dialogue direct entre don-neurs d'ordres et sous-traitants, vendeurs et acheteurs d'entre-prises, de matériels, de locaux, de et des demandes d'emploi.

Pour mettre en place ce réseau

man leur potentiel télématique et

(CCI (coût : 1 million de francs) semblées consulaires ont bénéficié d'une intervention du Fonds européen de développes régional (FEDER) et d'aides gionales. Une trentaine de colla borateurs vont travailler au bon fonctionnement de l'ensemble et surtout à sa mise à jour perma-nente qui est la condition essentielle de son efficacité. Reste à promouvoir l'initiative, non seulement en Limousin-Poitou-Charentes (ce qui n'est pas évident dans un tissu où dominent les PME souvent traditionnelles) mais aussi dans l'ensemble de la France puisqu'il s'agit de «faire une région plus forte » et en ouvrant son économ sur l'ensemble de l'Hexagone.

MIDI-PYRÉNÉES

La Banque populaire du Quercy

et de l'Agenais (BPQA) qui emploie 400 personnes dans les départements du Lot et du Lot-et-Garonne vient de réussir une première dans le milieu bançaire. Pour transformer son agence d'Agen, elle a fait appel au père du merchandising en France, Alain Wellhoff. Il a concu l'espace presque comme une grande surface commerciale avec différentes zones d'accueil, d'information, d'automates, un forum. Des zones dites aménagées pour accueillir des clients qui veulent déposer de l'argent ou s'informer sur des possibilités de placements, de crédit etc. De multiples études avec le per-

sonnel et la clientèle – plus de 5 000 clients passent chaque mois dans l'agence d'Agen de la BPQA - ont précédé la mise en chantier de cette petite «révolution» bancaire qui aura pris dix-huit mois et coûté 7 millions de franc.

L'érosion industrielle Banque nouvelle Les entreprises industrielles du

Nord-Pas-de-Calais ont subi en 1988 une érosion de leurs effectifs plus importante que l'année précé-dente, alors qu'elles intensifiaient leurs efforts d'investissements et réduisaient leur endettement selon une étude publiée récemment par la Banque de France Nord-Pas-de-Calais. En 1988, 3 151 emplois out disparu (soit une baisse de 2,3 % contre 1,6 % en 1987), selon cette

étude, qui porte sur l'examen des comptes de 856 entreprises régionales employant plus de 132 000 personnes dans cinq bran-La branche la plus touchée est celle des biens de consommation,

en raison, pour une large part, des difficultés du secteur textile. Les suppressions d'emplois ont été moins nombreuses dans les PME. Dans le même temps, la productivité par salarié a progressé dans toutes les branches, indique la Banque de France.

Ce qui paraît grave au docteur Lacombe-Mestas, c'est que e ce syndrome ne s'atténue que pro-

gressivement et ne disparaît

qu'au bout de deux ans... en

laissant des séquelles qui seront

particulièrement préjudiciables

BASSE-NORMANDIE **PAS-DE-CALAIS** Le CNRS à Caen ?

Dans le cadre de la réorganisa-

tion administrative du Centre national de la recherche scientifique, René Garrec, président du conseil régional (UDF-PR), a proposé que le siège régional normand soit implanté à Caen. Il offre au CNRS l'affectation gratuite de locaux à l'Abbaye-aux-Dames et, avec l'aide de la ville de Caen et du département du Calvados, la mise à disposition de matériels informatiques pour un montant d'1 million

Le président de la région souhaite qu'une décision positive sur ce dossier soit prise avant la fin de telle mesure serait une iuste ibée des efforts entrepris par la Basse-Normandie en faveur de la recherche, et une reconnaissance de la qualité de ses nombreux laboratoires, propres ou déjà asso-ciés au CNRS. Elle conforterait en outre la position de la capitale nde sur la carte de la recherche française ».

HAUTE-NORMANDIE Un nouvel estuaire

pour Criel

Le conseil général de la Seine-Maritime étudie la possibilité de créer un véritable estuaire artificiel à Criel, une station balnéaire pro-che de Dieppe, pour pallier la disparition des galets qui protégeaient la plage des assants de la mer avec pour conséquence, après chaque tempête, l'inondation de la vallée an fond de laquelle coule la rivière

Les spécialistes s'accordent pour rendre l'homme responsable de cette situation alarmante. En un siècle, près de la moitié des 5 millions de mètres cubes de galets du littoral cauchois du Havre au Tréport out été extraits pour alimer s chantiers de construction locaux ou les fabricants de céramique. Avec l'aménagement du port Dieppe, des centrales nucléaires de Paluel et Penly, les galets ont en outre stoppé leurs migrations sous l'effet du courant.

The grant of the second

र ४ जिल्लास्ट

A Criel, la configuration du site rend possible l'ouverture de la vallée à la mer et la constitution d'un l'Yères. La plage de galets actuelle disparaîtrait, remplacée par un nouveau milieu naturel plus riche que le précédent et doté de deux plages de sable. Un tel amé ment conternit environ 60 millions de francs. Le conseil général de Seine-Maritime sera le pilote de l'opération.

Cette page a été réalisée par nos correspondants:
Alain ALBINET, Etienne RANZET, Georges CHATAIN, JennReaf LORE, Dieler LOUIS, Panale MONNIER.

Une enquête d'une psychiatre varoise

Le syndrome du cambriolé

Nouveau venu sur le marché psychiatrique, le « syndrome des cambriolés-vandalisés » vient d'être mis en évidence par le docteur Christiane Lacombe-Mestas, neuropsychiatre à Hyères, dans le Var, qui a présenté le résultat de ses rechercipants du huitième congrès mondial de psychiatria réuni à Athènes du 12 au 19 octobre.

C'est après avoir été, elle-même, en juillet 1988, victime d'un cambriolage que cette praticienne s'est livrée à une enquête portant sur trois cents autres personnes ayant été vandalisées ou cambriolées. « Cela m'a permis de comprendre mes réactions et mes angois dit-elle. Elle a rencontré des personnes de tous êges (de dix à quatre-vingt-dix ans) et de tous milieux économiques et sociaux, qui lui ont rapporté certaines exactions confinant parfois à la barbarie. Ainsi de cette octogénaire qui a retrouvé son chien, unique compagnon de ses viaux jours, dans son congélateur ou de cette autre victime qui ne parvient touiours pas à comprendre pourquoi les cambrioleurs se sont achamés sur des lettres, photos et autres objets sans valeur, dilacérés avec une minutie sordide.

Au sortir de ses enquêtes, cette neuro-psychiatre a été

frappée par une constante revenant chez la plupart des gens interrogés (plus de 70 % des elle, font passer au second plan prolonger durant 72 heures. le préjudice pécuniaire, même quand il s'agit de personnes très Enfin, le docteur Lacombe-

révoltées par ce qu'elles appel-lent généralement un « viol » : celui de leur passé, de leurs souvenirs ou de leur vie privée. Comme le dit une vieille dame : e ils ont tué mon passé ». De manière plus générale, le D' Lacombe-Mestas a dégagé de son étude trois types de sympde manière indépendante ou,

plus fréquemment, par une

conjugaison exacerbant certains

maux ou rendant soins et dia-

gnostics particulièrement diffi-Certes, les symptômes cardio-vasculaires sont les plus courants et évidents ; ils se manifestent par le classique « état de choc » pouvant se traduire per une syncope ou une poussée d'hypertension artérielle observable notamment chez les sujets hypertendus. On note parfois des crises cardiaques né

Des troubles digestifs apparaissent également chez bon nombre de cambriolés. Nausées,

sitant une hospitalisation prolon-

les plus courants dans certains cas, apparaissent aussi des phénomènes d'anorexie avec une inappétence totale pouvant se

Mestas a relevé « des troubles neuropsychiatriques d'autant plus nombreux qu'ils peuvent dérouter un médecin traitant orientant son diagnostic en fontuelle de son patient, sans prendre en compte un cambriolage qui est vieux de plusieurs mois mais dont les séquelles ou résurgences peuvent se manifester par des angoisses cardiaques, digestives, des signes dépressifs francs aliant de simples crises de larmes à des idées suicidaires evec ou sens pessage à l'acte ».

Séguelles profondes

Les cambriolés sont quasiment tous sujets à des insomnies, des cauchemars nombreux et fréquents, des anxiétés se manifestant notamment à l'approche de la nuit et à chaque retour à l'endroit cambriolé. Tout cela est en rapport avec un sentiment de peur et de totale insécurité se manifestant souvent per cette « boule dans la gorge » que l'on connaît dans les ments d'intense angoisse ».

dans l'épanouissement psycho-logique d'un adolescent ou la pathologia d'un adulte. » « Il est difficile, estime-t-elle, de chiffre le prix de revient de ce syndrome et de ses conséquences. C'est très souvent supérieur à celui du cambriolage... > Le D' Lacombe-Mestas a transmis son étude au président de la République auprès duquel elle a regretté que e les malfrats soient la plupart du temps libres quand les victimes ont le sentiment de vivre dans un univers carcéral. > Cela ne veut pourtant pas dire qu'elle souhaite qu'on fasse appei à la seule répression. Elle estime que son étude pose un problème de société plus profond car « le traitement de ce syndrôme est purement symptomatique, mais il devrait être prophylactique en permettant de trouver pour les responsables de ces agressions des peines efficaces » comportant notamment une recherche sur la façon de les réinsérer dans

JOSÉ LENZINI

ECONOMIE

Les revendications salariales dans la fonction publique

Les négociations entre M. Bérégovoy et les syndicats des finances sont dans l'impasse

M. Pierre Bérágovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, et les syndicats des finances n'ont pu trouver un accord, le vendredi 20 octobre, pour mettre un terme au conflit qui parturbe sériousement dapuis cinq mois le fonctionnement de cette administration. La négociation, qui avait débuté vendredi à 14 heures, a pris fin samedi peu après 0 h 30 sans que les per-

La proposition de départ de qu'une telle mesure est bien loin des 700 francs (30 points d'indice) M. Bérégovoy consistait à créer une « mesure indemnitaire de techqu'ils réclament. Le ministre fait nicité » de 220 F par mois, ce qui alors une double concession : la de 120 F par rapport à la prime proposée le 5 septembre dernier. Déçus, les syndicats rappellent mesure indemnitaire (sous forme d'une prime exprimée en points d'indice) sera portée à 235 francs

sition de M. Bérégovoy, qui aboutit à revaloriser de 315 F par mois le traitement des agents, a été jugée insuffisante par des syndicats pour la plupart plus enclins à la fermeté qu'au compromis après le succès de leur manifestation nationale soumise à des cotisations sociales

ties sient pu pervenir à un compromis. La propo-

afin d'être prise en compte dans le calcul de la retraite.

Cette ouverture ébranle quelque peu le front syndical. Il est alors 20 heures et désormais la négocia-tion va faire du sur-place. « FO et la CGC font des efforts désespérés pour que les positions se rappro-chent, mais les autres ne veulent rien entendre », soupire un proche du ministre, tandis que la CGT commente en direct, sur son réseau télématique, le déroulement de la

Les propositions de M. Bérégovoy varieront peu jusqu'à la fin de la réunion. Le gouvernement pro-pose en définitive une indemnité nsuelle de 250 francs à compter du 1s août (coût budgétaire : 540 millions de francs), assortie d'un « toilettage » de diverses primes existantes équivalant à 65 francs mensuels par agent. Pour préciser ce dernier point, M. Bérégovoy a invité les syndicats à roncontrer dès le samedi 21 octobre leurs directeurs centraux d'administration, mais la CGT a d'ores et déjà décliné certe offre.

A cela s'ajoutent diverses mesures relatives aux promotions et aux crédits de fonctionnement, retenues sur salaire pour fait de grève. Les quelque 215 francs bruts mensuels supplémentaires accordés par rapport à la prime de 100 francs du 5 septembre repréentent un coût de 464 millions de france en année pleine. Globaloment, les mesures proposées aux 180 000 agents des finances dépas-sent légèrement, en année pleine, le milliard de francs. Mais pour les syndicats c'est insuffisant.

M. Bérégovoy assure être allé « au-delà du possible », estimant que l'attitude de ses interlocuteurs isque de ne pas être comprise par opinion. Prime de croissance ncluse, rappelle-t-il, les agents des finances verront leurs traitements progresser de 415 francs par mois...

JEAN-MICHEL NORMAND

Amorce de détente chez Peugeot

La CFDT, la CFTC et FO appellent à la reprise du travail à Mulhouse

Après sept semaines de grève, les syndicats CFDT, CFTC et FO de l'usine Peugeot de Mulhouse ont décidé le vendredi 20 octobre d'appeler les salariés à reprendre le travail à partir de lundi. « On n'a pas voulu repartir au boulot à la sauvette, comme des voleurs. On a donc décidé de prendre nos responsabilités » explique un militant cédétiste. « De toute façon, ajoute un de ses homologues de la CFTC, les gars nous ont dit qu'ils reprendre les leurs audit aux les reprendres les leurs sault en les reprendres les leurs se leurs les leurs les leurs leurs les leurs leur draient lundi, quelle que soit notre

Depuis quelques jours, on sentait la lassitude gagner les grévistes mulhousiens. Ceux-ci ne pouvaient que constater la détermination de la direction à ne pas aller au-delà des mesures (salaire minimum porté de 5 000 à 5 400 F, intégration des primes dans le treiziés mois, augmentation de la prime d'intéressement et attribution à tous de l'allocation de 500 F pour le lancement de la 605) accordées le 16 octobre, lors de l'unique séance de négociation, sans oublier la levée des sanctions. Privé de. ives, le mouvement ne pouvait tenir. De plus, nombre de grévistes n'avaient plus les moyens financiers de faire grève. Quant aux collectes de solidarité organisées à leur profit, elles n'ont pas permis aux « Peugeot » de compen-ser des pertes de rémunération égales à un mois et demi de salaire. « Pour faire grève, il faut des gré-

□ Accord interprofessionnel sur les conditions de travail. — La CFTC et la CFE-CGC ont apposé,

le 20 octobre, leur signature à un accord interprofessionnel d'orienta-

tion avec le CNPF sur les condi-

tions de travail. La CFDT et FO

pourraient donner une réponse favorable le 23 octobre, tandis que

la CGT a rejeté ce troisième

recommande des négociations dans

les branches professionnelles sur l'amélioration des conditions de

travail, présentée comme « un élé-ment déterminant de la modernisa-tion des entreprises ». L'accord a

été rendu possible après que le CNPF eut retiré un mémorandum

figurant en annexe et demandant

au gouvernement un allégement des charges sociales pour les acci-dents du travail. CNPF et syndi-

cats se retrouveront le 31 octobre

pour entamer la négociation sur le

renouvellement de la convention de

Une « cellule de conversion »

200

74.50 mm

1

vistes », a résumé M. Raymond Buchholzer (CFDT) devant l'assemblée générale.

Pour sa part, la CGT continue l'action et organisera lundi une manifestation à Sochaux. Et ensuite? Les cégétistes restent évasifa et font encore mine d'espérer que l'ordre du jour de la réu-nion prévue lundi avec la direction pour la signature d'un nouvel accord sur l'intéressement pourra être modifié et que l'on y discutera des salaires. Néanmoins, la CGT évoque désormais « le recours à de nouvelles modalités de lutte ». D'ailleurs, elle ne s'offusque pas de la décision de la CFDT et de la CFTC. Après sept semaines de grève ensemble, on ne va pas se aper dessus... > .

En revanche, le syndicat CFDT de Sochaux maintient son mot d'ordre de grève, tout en considé-rant que la décision des cédétistes de Mulhouse est « raisonnable ». « On ne peut pas casser un mouvement qui, ici, est encore porté par de nombreux grévistes », estime M. Jean-Claude Graf, délégué central CFDT de Peugeot. Une attitude qui, murmurent certains cédétistes, sera remise en cause lundi. Il est vrai que l'usine de Sochaux ne s'est lancée dans la grève que plu-sieurs jours après celle de Mui-

INDUSTRIE

Le maire de La Ciotat présente son propre projet d'aménagement des anciens chantiers navals

MARSELLE

de notre correspondant régional Le maire (PR) de La Ciotat, M. Jean-Pierre Lafond, a présenté, le jeudi 19 octobre, son propre projet d'aménagement concernant le site des anciens chantiers navals de Normed, qui fait actuellement l'objet d'un litige entre le conseil général des Bouches-du-Rhône – favorable à une relance de la construction navale par la société américaine Lexmar - et l'Etat, partisan d'une diversification des

procédures pour préempter les ter-rains privés de l'ex-Normed (11 hectares) et des immeubles de

bureaux qu'elle iouait à une société filiale de l'Intra-Bank dans lesquels

la commune veut créer une cité

administrative. « Ces deux déci-

sions, a-t-il ajouté, doivent être complétées par une désaffectation

des dépendances du domaine

public maritime, d'une surface

d'environ 30 hectares, que l'Etat evait mis à la disposition du

département des Bouches-du-

Rhône dans le cadre d'une autori-

sation d'outillage privé avec obli-gation de service public. » Selon M. Lafond, la liquidation judiciaire

de Normed, intervenue le

27 février 1989, équivant, en effet,

Il semble, en l'occurrence, que la ☐ Trois-Suisses: 230 suppressions d'emplois. — La direction des Trois-Suisses, deuxième entreprise contre-attaque de M. Lafond ait été concertée avec le ministre de l'aménagement du territoire, française de vente par correspon-M. Jacques Chérèque, que le maire de La Ciotat a rencontré très dance a confirmé vendredi 20 octobre, lors d'un comité central d'entreprise, la suppression de 230 emplois, dont 123 licencie-ments selon des sources syndicales. Afin de disposer de la maîtrise foncière, le maire de La Ciotat a indiqué qu'il avait engagé deux

devrait proposer des solutions de reclassement à 70 % des 123 salariés licenciés. □ PRÉCISIONS : les mouveaux beaux jours de l'industrie régio-nale. – Dans l'article intitulé « Les beaux jours de l'industrie régio-nale » (le Monde du 21 octobre), des erreurs de transmission ont déformé plusieurs phrases. Il fallait lire, dans la bouche de M. Michel Delebarre : « La ville est d'ailleurs une entité économique... » (et non pas un atout). M. Jacques Chérèque a parlé des e territoires des étendues » (et non pas des attendus). M. Jean-Pierre Balligand a mis en garde contre « un risque d'abandon spatial de la part de l'Etat ». Enfin le nouveau patron de la DATAR s'appelle Jean-Pierre Duport.

pour partie, par une nouvelle affec-tation il est nécessaire que l'Etat prenne une décision formelle de désaffectation lui permettant, en tant que propriétaire, de « recou-vrer l'ensemble de ses droits et obligations sur les biens désaf-fectés ». En clair, il s'agit d'enlever tout moyen d'action au conseil général des Bouches-du-Rhône, présidé par le sénateur socialiste, M. Louis Philibert.

Trois pôles pour mille emplois

Le projet d'aménagement du site présenté par M. Lafond s'inscrit dans un schéma d'eusemble d'aménagement de la ville dont l'étude a été confiée à deux grands archi tectes, le Catalan Ricardo Bofill et le Marseillais André Stern. Le programme s'articule autour de trois pôles : un pôle comprenant notam-ment un chantier naval de grande plaisance, une gare maritime et un port de plaisance; un pôle techno-logique accueillant des activités fiées à la mer et à la plaisance; et un pôle loisirs comportant principalement un espace aquarium, un centre d'exploration sous-marine et un musée de la mer. S'ajoutent des logements et des commerces ains que plusieurs autres éléments, dont un centre de thalassothérapie, un centre de congrès avec hôtellerie et un centre de recherche et de formation. Le maire de La Ciotat a indiqué que ce projet représentait, à terme, la création d'au moins mille emplois s'ajoutant à un millier d'autres créés ou prévus d'ici à fin 1991 sur la zone d'entreprises de la commune (qui devrait faire l'objet d'une extension).

Circulez y a rien à dire!

Les policiers satisfaits... mais muets

M. Pierre Joxe négocie en secret. Recevant, jeudi soir 19 octobre, durant près de trois heures, les représentants syndicaux de la police pour leur ennoncer les grandes lignes de son prochain budget, il leur a recommandé de rester « sobres » en sortant de l'audience, c'est-à-dire de ne pas révéler à la prese les mesures projetées en faveur des personnels. Aucun des syndicalistes présents ne s'est élevé ministérielle. Après la réunion, M. Pierre Joxe a invité ses hôtes à partager son repas devant un buffet. Lorsque, plus tard, cha-cun est sorti du ministère, l'heure des journaux télévisé était lergement dépassée...

Le plus savoureux est que les syndicats ont respecté grosso modo les consignes de discré-tion, s'abstenant de détailler les avantages salariaux obtenu après plusieurs mois de négociations. Si M. Bernard Deleace, secrétaire général de la Place, secretaire general up an FASP, s'est contenté d'un laconique : « Nous avons un peu gagné dans le bas et un peu gagné dans le haut », M. Gérard Boyer, dirigeant de l'Union des syndicats catégoriels (USC), organisation peu suspecte de sympathie avec le pouvoir socialiste, a motivé ses silences par un délectable : « On ne voudrait pas gêner le ministre par rapport à d'autres secteurs de is fonction publique. > Quant au syndicat des commissaires, il a. lui aussi, reconnu que les e négociations qui se mènent un

pour le moment, de commenter le prochain budget de son

Une situation paradoxale

Car telle est en effet la princi-

pale raison de ces négociations secrètes : à l'heure où MM. Bérégovoy et Charasse se collettent tant avec les agents des impôts qu'avec les députés aui discutent du budget. l'annonce prématurée de dées aux policiers pourraient gêner le ministre des finances et son ministre délégué, qui prêchent le poids des contraintes pour résister aux demandes de leurs personnels. Ce qui, par contracoup, pourrait remettre en cause certains des avantages tout fraîchement acquis par les policiers. M. Joxe a donc réclamé la discrétion, placant ainsi les syndicats policiers dans une situation paradoxale : alors que la campagne électorale pour les élections profession-nelles dans la police est déjà lancée, ils ne sont pas autorisés à faire état de leurs succès, qui constituent pourtant un argument de propagande.

La Fédération autonome des syndicats de police (FASP) demandait pour ses troupes une augmentation mensuelle de l'ordre de 600 francs. Il semble que, per le biais de différentes primes liées notamment aux

sionnelles acquises, l'on soit aujourd'hui proche de 500 francs. Ce qui ne fait pas l'affaire de l'USC, sa rivale, qui s'est plainte, vendredi, au cours d'une conférence de presse, du c saupoudrage des primes qui avantagent les uns en oublient les autres ». Seion l'USC, en effet, le budget de 1990 est « un budget de division », qui ne tient pas compte des spécificités de chaque corps de la police nationale et qui exprime e en filigrane les projets de fusion des différents corps », perspective qui n'enthousiasme pet l'USC

Principale organisation syndicale des inspecteurs, le SNAPC se montre, lui, très satisfait des prochaines réformes qui ture des multiples corps de la police nationale. En revanche, la prime de 140 francs accordée aux gardiens de la paix, récemment devenus agents de police iudiciaire (APJ), ne l'enchante pas. Le syndicat fait en effet remarquer que les inspecteurs n'ont jamais bénéficié d'un avantage similaire lorsqu'ils sont devenus officiers de police judiciaire (OPJ). Les adhérents du SNAPC devraient manifester leur mauvaise humeur en sollicitant, par lettre, auprès des pro-cureurs généraux, le retrait de leur habilitation judiciaire. Rien « sollicités » à céder à l'invita-

GEORGES MARION

Le réveil social en RFA

La Fédération patronale de la métallurgie a proposé récomment d'entamer les négociations sociales à la fin octobre plutôt qu'à la mimars. Plus qu'une simple manœuvre pour contenir les revendications salariales, cette tentative de conciliation des patrons de la métallurgie vise avant tout à saper l'effort de mobilisation de l'IG Metall en ce qui concerne une nouvelle réduction de la durée hebdomadaire du travail à 35 heures.

Ce dernier point, avec la garan-tie du caractère chômé du weekend, est an cœur du « paquet » de revendications en cinq volets, mis an point par la direction du syndicat des metallos, qui n'attend plus que l'approbation des quelque 550 délégués au congrès de Berlin pour passer aux actes.

< Hautement politique »

La furie provoquée, ces dernières semaines, par les déclara-tions du ministre de l'économie, M. Helmut Haussmann, prônant un retour à la semaine de 40 heures outre-Rhin afin de préserver la compétitivité des entreprises allemandes lors de la réalisation du grand marché unique européen de 1993, n'a fait que relancer le débat au niveau politique. Selon M. Haussmann, qui est membre du FDP, au pouvoir dans la coalition gouvernementale actuelle, la ques-tion de la réduction du temps du travail est trop importante pour l'économie pour être laissée aux fie la demande pressante des syndicats d'obtenir la semaine des 35 houres de « hautement politique », parce que les salaires de l'industrie sont déjà, par rapport au reste de la CEE, les plus élevés en RFA pour le plus petit nombre d'houres travaillées.

Le ministre de l'économie a suggéré que les responsables politiques s'en mêlent et soient autorisés à intervenir dans les prochaines négociations. Le tollé soulevé par la proposition de M. Haussmann, qui a du faire marche arrière après avoir été désavoué au sein même de la coalition gonvernementale, s'explique donc par la remise en cause du sacro-saint principe de l'autonomie des partenaires sociaux garanti par la Constitution outre-Rhin. La réaction a été immédiate aussi bien de la part d'IG Metall que de l'organisation GUY PORTE syndicats (DGB), qui vient de amélioré de façon significative depuis cette date.

Breit, a rappelé à cette occasion l'attachement des syndicats à un certain nombre d'acquis sociaux. parmi lesquels la réduction du temps de travail, sur lesquels il est hors de question que l'on revienne. En clair : des négociations sur les 35 heures avec possibilité d'un compromis concernant la mise en application ou le pays sera paralysé conventions collectives actuelles... Même son de cloche du côté de

la Confédération syndicale des

employés allemands (DAG), l'autre grande organisation syndi-cale en RFA, qui a qualifié les propos de M. Haussmann de • contraires au droit allemand - et de « politiquement motivés ». Le pré-sident de DAG, M. Roland Issen, a fait valoir pour sa part que la réduction du temps de travail s'était traduite par une plus grande productivité des entreprises ouestallemandes, et donc par une amélioration de leur compétitivité déjà excellente dans la plupart des secteurs-clés, d'où les profits pharamineux rendus possibles en grande partie à cause des faibles angmentations salariales. Pour M. Issen, l'amélioration du pouvoir d'achat des salariés allemands, qui n'ont que faiblement profité des fruits de la croissance (plus de 3 % d'augmentation du PNB cette année, selon les prévisions, et une inflation d'environ 3 %), est donc une priorité en 1990. A cette fin, il a annoncé qu'il demanderait au moins 6 % d'augmentation salariale lors des prochaines négociations, en plus de la semaine des 35 heures et de la garantie du week-end chômé devant permettre la création de

La flexibilité dans l'emploi

Cette analyse est, bien sûr, contestée du côté patronal où l'on fait valoir que la réduction du chômage, qui est tombé en mai dernier au-dessous de la barre des 2 millions pour la première fois depuis octobre 1982, est due essentiellement à la très bonne conjoncture internationale. Malgré l'affirmation des syndicats que la réduction du temps de travail depuis 1984 a permis la création de 300 000 à 400 000 nouveaux emplois, une tendance qui devrait s'accélérer avec la mise en place de la semaine des 35 heures, force est de constater que le niveau de l'emploi - traditionnel point faible de l'économie de tutelle, la Confédération des ouest-allemande - ne s'est pas

Selon les derniers chiffres officiels, le nombre de chômeurs s'éle-vait encore à 1,7 million de personnes en RFA, soit 7,5 % de la population active. La difficulté de procéder à des licenciements en cas d'un ralentissement de l'activité explique en grande partie la réti-cence des entreprises à effectuer de nouvelles embauches. Ces dernières expliquent également leur opposition à toute nouvelle réduction de la semaine ouvrée par une pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

A ces arguments, l'IG Metall promis existent mais seulement après l'acceptation du principe que le travail du week-end, particulièrement le samedi, ne peut être généralisé. La question est d'importance dans un secteur comme l'automobile, où la rentabilisation d'investissements lourds liés à la robotisation nécessite une utilisation aussi continue que possible des équipements. M. Franz Steinkühler, le bouillant président de l'IG Metall, l'a dit et répété sur tous les tons : la flexibilité dans l'emploi de la main-d'œuvre ne peut être négociée que du lundi au vendredi. Elle exclut la fin de la semaine, qui est réservée aux acti-vités familiales et aux loisirs! Un vieux thème cher au syndicat des métallos, qui s'était rendu célèbre dans les années 50 avec le slogan : « Samedi, papa est à moi!» (« Samstags gehört Vati mir!»). Présentant les résultats d'un

récent sondage effectué auprès de 800 000 salariés de la métallurgie, le bras droit de M. Steinkühler, M. Klaus Zwickel, l'a encore répeté avec force cette semaine, lors d'une conférence de presse au siège de l'IG Metall à Francfort. Selon ce sondage, 95 % des per-sonnes interrogées considèrent que le travail le samedi représente <une substantielle diminution de la qualité de la vie » et refusent donc sa généralisation. Un résultat aussitôt contesté par Gesamtme-tall, qui l'a qualifié de « subjectif » et a accusé IG Metall d'avoir faussé les résultats en faisant l'amalgame entre le samedi et le dimanche. L'un des principaux responsables de Gesamtmetall, M. Dieter Kirchner, a affirmé pour sa part que le travail du samedi ne touchait que l % du total de la main-d'œuvre employée dans la métallurgie et l'industrie électronique. Au-delà de la bataille des chif-fres, M. Zwickel a été catégorique : le week-end chômé ne peut faire l'objet d'aucun compromis, pas plus d'ailleurs que la semaine de 35 heures ou l'angmentation substantielle des salaires. « Le seul compromis possible est dans la réalisation dans le temps de chacun de ces éléments », a-t-il

C. HOLZBAUER-MADISON

BOURSE DE PARIS

UELLE senaine! Deux ans exactement après le krach d'octobre, qui ébrania l'ensemble des places financières mondiales, l'histoire a semblé se répéter l'espace d'un instant inndi. Toutefois, après une séance particulièrement tumultueuse et troublée (-6,9 %), la tendance s'amétiora le lendemain (-0,23 %) avant de se redresser vigoureusement durant les deux séances suivantes (+1,24 %, +2,57 %) nour se

blée (- 6,9 %), la tendance s'amétiora le lendemain (- 0,23 %) avant de se redresser vigoureusement durant les deux séances suivantes (+ 1,24 %, + 2,57 %) pour se calmer ensuite et connaître même à nouveau, vendredi, un léger accès de faiblesse (- 0,57 %).

Vendredi, l'indice CAC, calcalé sur les premiers cours, revenait à 533,81. Il efface ainsi une partie des pertes de la semaine mais demeure encore 3,5 % audessous de son niveau du 13 octobre. A l'approche du terme boursier prévu hundi prochain, la liquidation est négative quant à elle de 4,39 %. Cela n'a donc rien à voir dans les deux cas avec les 11,6 % d'effendrement des cours de la semaine terrible de 1987, qui contribuèrent à la liquidation la plus sangiante de ces dernières années (- 21,19 %).

De l'avis manime, même si l'éventualité d'un nouveau krach est exche, les conditions n'étant plus du tout les mêmes qu'à l'époque, cette secousse n'en est pas moins un sérieux coup de semonce. Les interprétations sout toutefois différentes et délicates. De nombreux intervenants fois différentes et délicates. De nombreux intervenants estiment qu'il est difficile de se faire une opinion. « C'est assez incertain, le marché est trop nerveux. Il faut qu'il se remette des secousses boursières », estime un jeune opérateur. Selon hil, il faudra encore attendre la fin du mois pour que la situation s'éclaircisse. A ce moment-là viendront à échéance les options sur actions et indices qui révéleront ainsi le comportement des arbitragistes : ces derniers auraient massivement vendus des titres en début de semaine, contribuant également à l'amplification du mouvement de baisse. Certains auraient déjà racheté des valeurs profitant des importants décalages de cours.

Malgré le flou général, d'autres intervenants n'hésitent pas à interpréter cette secousse comme « un clignotant révélant une luversion de tendance ». Les marchés entreraient dans un cycle baissier anticipant un ralentissement de l'activité américaine. Pourtant, les différents indicateurs publiés cette semaine (le déficit commercial

indicateurs publiés cette semaine le déficit commercial pour août, 10,8 milliards de dollars, supérieur aux précédents et la hausse des prix inférieure aux prévisions, 0,2 % contre 0,4 % attendu, reflètent une vigueur de l'économie outre-Atlantique avec une inflation maîtrisée.

« Il ne s'agit pas d'une simple consolidation », confir-mait également un gestionnaire en fin de seusaine, expli-quant ainsi la prudence de clients particuliers préférant se retirer de leurs SICAV, et de certains investisseurs qui se

Coup de semonce

metteat en réserve. Tout en restant prudents sur le court terme, d'autres boursiers se refusent à « broyer du noûr », car pour eux la place française reste l'une des plus attrayantes pour les étrangers. Les perspectives de croissance générale, la poursuite de l'amélioration des bénéfices des entreprises associée au mouvement de restructurations sont autant d'atouts. D'ailleurs les fameuses « situations spéciales » ont été pour beaucoup dans le mouvement de redressement observé en milieu de semaine. Aucun professionnel, quel que soit son sentiment sur l'évolution prochaine des valeurs, ne rejette l'idée d'amples fluctuations durant une séance, comme ce fut le cas lundi.

Perturbations des cotations

A cet égard, la première séance restera dans les A cet égard, la première séance restera dans les annaies tant par la panique qu'elle a créée que par le dysfonctionnement qu'elle a créée. Après le mixikrach de Wall Street vendredi 13, de nombreux investisseurs out cru à la réédition du scénario vécu voici deux ans. Pour éviter d'être victimes d'une nouvelle catastrophe, particuliers, mais aussi institutionnels out vouta absolument sortir rapidement du marché. Et cela coûte que coûte, d'autant que les gains jusqu'alors out été appréciables sur de nombreuses valeurs, le marché ayant atteint son plus haut niveau tout récemment. « Un de mes clients m'a téléphoné nour vendre immédiatement tout son nortefenille. naut aveau tout recemment. « Un de mes cheurs m'a telle-phoné pour vendre immédiatement tout sou portefeuille, dont le moutant dépasse le million de francs; je lui ai conseillé d'attendre, il m'a pas vouln. Et pour être sûr que j'exécute sou ordre, il m'a adressé un télégramme de confirmation », racontait, dépité ce soir-là, un dirigeant de sociétés de Bourse; l'afflux d'ordres de vente rendait impossible toutes contribuse et tout échange dynast une impossible toutes cotations et tout échange durant me grande partie de la journée. Les autorités boursières tentaient alors de les rétablir en assouplissant les règles réagissant le système informatique CAC de cotation assistée en continu. La suspension des transactions, décidée normalement dès qu'une baisse dépasse les 7 %, était portée à 10 %, puis 12 % en début d'après-midi.

Ces mesures permirent de coter en moires une fois

Ces mesures permirent de coter, au moins une fois dans la séance, la majorité des valeurs du règlement men-suel, à l'exception d'une vingtaine. Mais, plus grave, le système informatisé d'achat et de vente sur écran s'est

Semaine du 16 au 20 octobre

Anglo-Saxons, qui eurent l'impression de se trouver piégés. La situation était rétablie le lendemain, exception

L'effervescence a aussi touché Perrier. On prêtait, en milien de semaine, l'intention à Exor de se désengager de cette firme agroalimentaire dont il est l'un des principaux actionnaires. Un démenti ne mettait pas pour autant fin aux bruits. Le secteur de la distribution était également animé après le renforcement de la firme d'investissement suédoise Proventus dans les Nouvelles Galeries et le BHV. Le titre SCOA en revanche enregistrait une très vive baisse après l'aggravation de ses pertes semestrielles (328,6 millions de francs) et l'association entre Paribas et

Enfin, ces turbulences out fait reporter l'arrivée, qui avait été prévue le 17 octobre, de Gravograph sur le second marché. Elle devrait s'effectuer le 23 octobre, précédant Matra Communication et Technomed.

tronvé bloqué, empêchant toutes possibilités d'échange entre les opérateurs, même l'achat de titres. Ce blocage du réseau fut da plus mauvais effet, notamment sur les

ringue-saxuus, qui eureur rinapresson de se trouver piégés. La situation était rétablie le leudemain, exception faite d'une quarantaine de valeurs sur le comptant et le second marché. Pour permettre la reprise de ces dernières cotations, la société des Bourses françaises décidait de faire ammier les « cours aberrants » insérés dans le CAC, qui empêchaient, va leurs niveaux ridiculement has, de reprendre les échanges.

La semaine aura été caractérisée par un gonflement important des échanges. Le volume a atteint successivement 6,539 milliards et 6,150 milliards de francs mardi, frôlant aixsi le record absolu de 6,6 milliards de francs atteints le 6 janvier dernier. Toutefois, plus du tiers de ces échanges out concerné uniquement les fameuses « situations spéciales » évoquées plus haut, comme Paribas, la Navigation Mixte, Sucz, Perrier, LVMH et aussi Eurotumel.

La bataille entre la Compagnie financière de la rue

LVMH et aussi Eurotumel.

La bataille entre la Compagnie financière de la rue d'Antin, Paribas, et le conglouierat dirigé par M. Marc Fournier, a continué de plus belle entrainant une flambée des cours de ces deux titres. Mercreti, Paribas reconnaissait officiellement détenir 10,03 % de la Mixte et demandait au Comité des établissements de crédit l'autorisation de franchir la barre des 20 %. Ce comité devrait donner une répouse en début de semaine. Dans le même temps, le géant allemand Alfianz, aillé de M. Fournier, aumonçait détenir 5,16 % de la Navigation Mixte. Du côté de Paribas, le grignotage de son capital s'est poursuivi dans la confusion la plus complète. La participation de Pargésa, présent dès l'origine dans le moyan dur du groupe privatisé, frûle les 5 %.

L'efferrescence a aussi touché Perrier. On prêtait, en

Lourho pour le contrôle de cette société de négoce.

DOMINIQUE GALLOIS

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

TRAITÉES AU RM (*)

Val. en cap. (F)

Banques, assurances sociétés d'investissement

	20-10-89	Diff.	•			
Bail Équipement	359	- 21,1 0	•			
Bancaire (Cio)	604 608	- 45 - 62	1			
CFF	1 180	+ 85	i			
CFI SA	500 1 093	- 9 - 89	,			
Eurafrance	2 430	- 180	•			
Hénin (La) Locafrance	660 584	- 35 - 21				
Locindus	841 1 400	- 4 - 68				
Midland Bank	186,50	- 6				
OFP	1 540 625	- 35 + 29				
Paris. de réese	449	- 11				
Prétabail	1 160 896	- 17 + 1				
Société générale	493	_ 20				
Sucz (Cie Fin.) UCB	401 261,60	- 11,70 - 6,40				

La Financière Agache

porte plainte

contre les propagateurs

de rumeurs La Financière Agache que pré-side M. Bernard Arnault a annoncé

le vendredi 20 octobre qu'elle portait plainte contre X. pour - propagation de fausses rumeurs . A la

suite de la démission de M. Potde-

vin, l'un des commissaires aux

comptes de la holding Jacques Rober, un certain nombre de

rumeurs - laissaient entendre

que ce départ était lié à des irrégu-

Le communiqué de la Financière

Agache précise une nouvelle fois que le départ de M. Potdevin était

effectif en avril dernier, même s'il

n'a été annoncé que le 18 octobre.

Il ajoute one le « collège des com-

missaires aux comptes auquel

M. Potdevin appartenait a certifié

le 24 juin dernier la régularité et la sincérité des comptes (...). Pour

que la lumière soit enfin faite (...), plainte a été déposée auprès du

D British Airways renonce à Uni-

ted Airlines. - La compagnie Bri-

tish Airways, qui envisageait d'acquérir 15% du capital de la

compagnie américaine United Air-

doyen des juges d'instruction ».

larités dans les comptes.

Mines, caoutchouc outre-mer 20-10-89 Diff.

Géophysique	825 339,50 178,50 242,90 51,10 2,98	- 8,16 - 0,90 - 1,16
Produits chim	iques	
	20-10-89	Diff.
Inst. Mérioux	6 310	- 100
Labo, Bell Roussel Uc	2 300 2 331	- 65 - 59
BASF	943	- 24
Bayer	1 009 928	- 4 - 4

Matériel électrique services publics

•	-	20-10-89	Diff.
	CGE	470	- 19,50
	CSEE (ex-Signaux)	385	- 29,10
	Générale des Esux .	2 084	- 102
	IBM	647	- 43
	Intertechnique	1 639	- 70
	ITT	374	- 24
	Legrand	3 381	- 330
	Leroy-Samer	1 689	- 90
	Lyonnaise des Esux	475	- 18
	Matra	428	- 33
•	Merlin-Gérin	4 290	- 370
	Monlinex	144,88	
	PM Labinal	1 171	~ 79
	Radiotechnique	571	- 14
	Schlumberger	272	- 14,50
	SEB	980	- 79
	Sextant-Avionique .	655	- 35
	Siemens	1 875	- 119
	Thomson-CSF	188	+ 3,90

Valeurs diverses

		20-10-89	Diff
•	Accor	830	- 20 - 88 - 64 - 45 - 52 - 29
	Arjomari		_ =
-	Bic	739	T 22
	Bis	615	I 🔀
			- 😤
	CGIP	1 553	- 5 <u>2</u>
	Ciub Méditerranée .	686	- Z9 ⁻
	Essilor	2 930	1 712
	Europe 1	869	- 215 - 27
	Europe I Eurotunnel Groupe Cité Hachette HAVAS L'Air liquide L'Orfal Navigation Mixts Nord-Est	58	+ 1.55
	Groupe Cité	3 534	- 176
	Hachette	486.88	+ 43.29
	HAVAS	1 228	- 95
	I 'Air liovide	620	30
	I 'Orio!	4 379	
	Norientine Mints	7370	. 72
	LANALESTICATI MITYRE	1 (01	T 30
	Nord-Est	188	- 21,30
	Saint-Gobain	646	- 33
	Sanoti	1 0 18	- 34
	Skis Rossignol	1 139	- 21,50 - 33 - 34 - 91

			i I	13-10-88	20-10-
mari Méditerranée or pe 1 tunnel upe Cité uette AS r liquide éal gation Mixte -Est -Gobin	830 2 929 739 615 1 553 606 2 939 869 58 3 534 406,30 1 229 620 1 781 1 88 646 1 918	- 20 - 88 - 45 - 52 - 29 - 215 - 27 + 1,55 - 176 + 43,29 - 39 inch. + 56 - 21,50 - 33	Or fin (kilo en berre) - (kilo en linget). Pilco française (20 fr.) Pilco française (20 fr.) Pilco letine (20 fr.) Pilco letine (20 fr.) Pilco letine (20 fr.) Pilco letine (20 fr.) O Pilco taxisleme(20 fr.) O Seconarsia Elizabeth II O Danii-souverais Pilco de 20 dellars - 10 dellars - 50 dellars - 50 passos - 20 warfia - 10 florins - 10 florins - 5 footifes	75 500 75 650 432 389 483 440 580 580 580 2 580 1 320 2 845 865 865 865 865 865 865 865 865 865 86	74 10 74 50 43 46 42 44 54 54 2 72 1 38 2 76 44 51
Rossignol	1 139	- 91	© Can piùcas d'or no son habdonnalairo expplifementai		t h eie
TOPING PING P	EC VARIA	TIONS	VALEURS LE PLUS	ACTIVE	MENT

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valenn	Hansec %	Valeurs	Bains %
BAFIP	+ 11,8	SCOA	– 16,
CFF		Polict	- 15,
Naviz mixto	+ 8,2	Sommer Allib	- 12,
Min. Pro. Sale	+ 3,8	Gal Lafayette .	- 11,
Paribas		Nord-Est	10,
Source Pectier .		CCMC	- IQ,
		Raff. distr	
		Free Lille	
Redictochnique	+ 1,6	ENP CI	- 9,
Locab. Imm	+ 12	J. Lafebwe Batt.	- 9,
		Hachette	- 9,
linst. Milrieux Int.	+ 0,2	MDAGB	- 9,
Groupe Victoire	+0,1	Alsoc Superm	– 9,
CFAO	+ Q0	Bancaire (Cie)	- 9 <u>,</u>

(*) Du wandredi 13 su jeudi 19 octobre inclus.

MATIF Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 13 octobre 1989

	ÉCHÉANCES					
COURS	Déc. 89	Mars 90	Juin 90	Sept. 90		
Premier		-	_	-		
+ haut	106,94	106,90	107	-		
+ bes	106,76	106,74	106,86	-		
Dernier	106,92	106,90	107,98			
Compensation	106,92	106,98	107,96	_		

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de françs) 17 oct 18 oct. 19 oct. RM 6 185 887 4 391 349 6 150 594 4816204 R. et obl. 9 560 782 7 447 028 6 243 863 6 599 904 398 265 379 191 374 719 274 182 13 976 813 16 144 934 11 009 931 11 690 290 Total ... INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 30 décembre 1988) 122,4 120,4 Françaises. 121 124,9

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES (base 100, 30 décembre 1988) Tendance . - | 117,3 | 118,6 | 121,2 | 120,4 (base 100, 31 décembre 1981)

111

111,9

111

Indice gen. | 523,5 | 526,5 | 519,9 | 523,9 | 533,8 (base 1000, 31 décembre 1987)

Indice CAC 40. | 1 809,81 | 1 805,69 | 1 828,13 | 1 875,05 | 1 864,32 OMF (base 100, 31 décembre 1981) 492,22 | 499,71 | 502,52 | 516,81 | 515,16

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Efface une partie des pertes Alors que tout le monde redoutait le Alors que tout le monde redoutait le pire avant l'ouverture de la Bourse new-yorknise lundi, celle-ci a montré an contraire d'étonnantes facultés de récupération en épongeant pendant la semaine plus de 60 % des pertes exregistrées le vendredi précédent et en dissipant du même coup les craintes d'une répétition du krach d'octobre 1987. Toutefois, Wall Street a commu des finctuations importantes pendant cette semaine, l'indice Dow Jones évoluent en d'une montagne russe, refléhant en d'une montagne russe, rellé-tant la nervosité ambiante, surtout tant la nervosité ambiante, surtout dans les premiers jours. Landi, à la sur-prise générale, le baromètre de la Bourse a clôturé en forte hausse (88,12 points de gains).

La tendance s'est inversée le lende-main (- 18,65 points) après la publi-cation du déficit commercial améri-cain, avant de se ressaisir quelque peu cain, avant de se ressissir quesque peu mercredi (+ 4,91 points). Elle s'orien-tait franchement à la hansse joudi après l'annonce d'une inflation infé-rieure aux prévisions (+ 39,56 points) et clôturait la semaine sur un niveau plus modeste (+ 5,94 points).

Indice Dow Jones du 20 octobre :

2689,14 (contre 2569,26).				
	Cours 13 oct.	Cours 20 oct.		
Alcos	72,12 39,75 56,87	73,12 43,37 58,62		
Chase Man. Bank Du Past de Nemours	40 113,59 43	40,25 115,87 45		
Ford General Electric	44,25 49,50 54,50	45,75 50 54,62		
General Motors	43,36 48,50 99,87 59	45,50 49,50 104,12 59,50		
Mobil Oil	54,84 65 41	58,25 68 43,87		
Texaco UAL Corp. (ex-Allegis) Union Carbids	51,75 279,75 22,75	52 198,12 25,12		
USX	32,75 62,36 62,50	34,12 64.50 62,50		

LONDRES

semaine particulièrement mouvemen-tée, marquée per le mini-krach de lundi et par la publication de nom-brenses statistiques économiques bri-tanniques. Malgré une limitation des pertes en fin de semaine, l'indice Poot-sie c'est fortement déprécié de 54,8 points par rapport au vendredi précédent. La dégringolade de Wall Street, vendredi 13, a déclenché une vague de liquidations des lundi. L'annonce de diverses statistiques L'annonce de diverses statistiques confirmant une intensification des

Indices FT du 20 octobre : 100 valeurs 2179,1 (contre 2 333,9); 30 valeurs 1 761 (contre 1 818); fonds d'Etat, 84,59 (contre 83,79) et mines d'or, 197,3 (contre 204,7).

	Cours 13 oct.	Cours 20 oct.
Bowater	456	449
BP	308	297
Charter	513	485
Courtaulds	343	337
De Beers (*)	13	13
Glazo	14,50	13,92
GUS	10,50	15,38
<u>ICI</u>	11,80	11,85
Reuters	915	988
Shell	441	433
Unilever	649	648
Vickers	231	232

(*) En dollars.

FRANCFORT

Vive réaction La Bourse de Francfort a ranide ment réagi à la chute des cours interve-nue lundi, qui a été la plus forte baisse de l'après-guerre en une seule séance (- 13,5 %). Vendredi, les deux tiers des pertes du premier jour de la pertes du premier jour de la sine étaient elfacées.

Indices du 20 octobre: Commerz-bank 1900,8 (coatre 2000,5); DAX 1524,21 (contre 1589,28).

1324,21 (00000013	407,207.	
	Cours 13 oct.	Cours 20 oct
AEG BASF Bayer Commerzbank Deutschebank Hoochet Kanstadt Mannesman Siemen Volkswagen	258 284,20 296,70 266 687,30 287 623 267,60 585,80 473,50	258,50 278,90 297,50 251,50 660 277,90 616 256,50 554,80 453

TOKYO Gagnante

La tourmente et la panique affec-tant l'ensemble des places boursières out épargné le Kabuto-cho, qui a tra-versé l'orage dans la sérénité, affichant môme une progression.

Indices du 20 octobre: 35486,38 (contre 35116,02); Topix 2679,72 (contre 2646,54).

	Cours 14 oct.	Cours 20 oct.			
kaf ridgestone anon uji Bank Ionda Motors Jattushita Electric distribushi Heavy lony Corp loy Corp loyota Motors	777 1879 1940 3 310 1900 2 460 1 630 9 440 2 790	819 1 870 1 890 3 280 1 900 2 360 1 870 8 700 2 650			

lines pour la somme de 750 mil-lions de dollars (4,8 milliards de francs), renonce à son projet. Celui-ci avait été mis à mai par l'impossibilité où s'étaient trouvés les pilotes d'United, associés à British Airways, de réunir les 6,8 milliards de dollars (31 milliards de francs) nécessaires au rachat du Capital

☐ Perte record pour Alan Bond. -Bond Corporation Holdings, le conglomérat détenu par le finan-cier australien M. Alan Bond, a subi une perte de 980 millions de dollars australiens (4.9 milliards de francs environ) au cours de son exercice clos au 30 juin. Maigré cette perte, la plus importante de l'histoire des entreprises en Australie, M. Bond a déclaré, vendredi 20 octobre, que la solvabilité du conglomérat était toujours assurée.

ZC1	2,98	<u> -</u> _	0,82	
Produits chimiques				
	20-10-89	ſ	OHT.	
Inst. Mérioux Labo. Bell	6 310 2 300	_ _	65	
Roussel Uc BASF	2 331 943	I_	59 24	
Bayer	1 009 928	<u> -</u>	4	
Imp. Chemic	117	<u> </u>	ack.	

ZC1	2,98	- 0,92			
Produits chimiques					
	20-10-89	Diff.			
Inst. Mérioux	6 310	190 65			
Labo, Bell Roussel Uc	2 300 2 331	- 59			
BASF	943 1 009	- 24 - 4			
Hoechst	928 117	- 45 inch			

201			ľ			
Produits chimiques						
-	20-10-89	Diff.	I L L L M M P R S S S S			
Inst. Mérioux	6 310	100	ì			
Labo, Bell	2 300 2 331	- 65 - 59	P			
BASFBayer	943 1 009	- 24 - 4	S			
Hoechst	928	_ 45	S			
Imp. Chemic	117 134,60	inch. - 5,40	T			

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

FINACOR

Résultats du premier semestre 1989

Au 30 juin 1989, le bénéfice avant impôt de FINACOR, courtier sur les marchés monétaires et financiers, s'est élevé à 52,3 millions de francs (part du groupe), en hausse de 34 % par rapport à la période équivalente de 1988 (FF 39,1 millions).

Ramené à une action, le résultat de la période ressort à 12,15 F

A cette date, le total du produit net bancaire est de 269,5 malions contre 177,3 millions au 30 juin 1988.

A périmètre de consolidation comparable à celui du 30 juin 1988, la progression du produit net bancaire aurait été de 34 % et celle des résultats consolidés de 58 %. Robert VAUCHER, Président Directeur Général, et Pierre LAS-

SERRE, Administrateur Directeur Général, ont commenté ces résultats lors du conseil d'administration du 29 septembre : € Dans un contexte de stabilité des marchés, malgré la réduction sensible des taux de courtage, notre groupe a accru dans l'ensemble sa part de marché. Néanmoins, les déficits réalisés par nos nouvelles filiales, Finacor Bourse et Finacor Espana, ont freiné la progression de nos résultats.

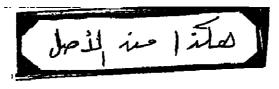
* Compensation Vendôme, notre filiale Matif, conserve sa place d'adhérent le plus actif.

 L'ensemble de notre activité de courtage interbançaire affiche de bonnes performances et, à Paris, le groupe conserve sa première place.

Finacor Bourse, comme l'ensemble du secteur, souffre d'une régression des volumes traités et supporte d'importants investissements. L'exploitation de la société a cependant atteint pour le mois d'août son point d'équilibre.

* Simultanément, les filiales étrangères de Finacor ont réalisé des progrès significatifs tant en dépôt interbançaire qu'en change. Nos filiales espagnoles sont proches de l'équilibre et devraient enregistrer des résultats positifs d'ici à la fin de

La notice complète et le tableau d'activité sont disponibles au siège social de FINACOR, Service Communication, 52, Champs-Elysées, 75008 Paris.



Etrangères.

105,7

in tradition 🥦 on 10 16 16 16 Harte on the best like er ter Gemeller eine fin · 秦秦病 五 244 - 14 to 15

147 AT 144 Section Section te to merch ल्लाहरू अंदे निर्देश

----74-49-

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Les Japonais occupent le terrain

La tourmente boursière a laissé un goût amer à tous ceux qui vondraient voir les capitales financières de notre continent joner un rôle vraiment international. La façon dont les grandes places européennes out subi l'influence de Wall Street a quelque chose de décourageant. Contredisant bien des ambitions, elle incite à l'ironie, voire à la dérision. Conment ne pas partager le point de vue du gouverneur de la Banque nationale suisse qui, jeudi dernier, déplorait le provincialisme des bourses européennes? Au contraire, la résistance opposés par le marché japonais aux avis qui provenient de New-York restere comme l'un des éléments positifs de ces derniers jours.

Sur le marché international des cières de notre continent joner un

Sur le marché international des capitaux, cette attitude n'a pas manqué de favoriser les débiteurs japonais. Le programme d'emprunt a l'étranger des entre-prises nippones s'est poursuivi saus discontinuer tout au long de la semaine dans les comparti-ments du dollar, du deutschemark et du franc suisse, permettant à sept sociétés industrielles et à une banque de lever des fonds à très bon compte par le biais d'emprunts convertibles en actions ou munis de bons de souscription. Leurs transactions ont rencontré la faveur des investisseurs. Augune société européenne ne s'est hasardée à suivre leur exemple. Celles qui s'apprétaient à le faire ont été contraintes de retar-

D'une façon générale pour ce qui est des emprunts de type clas-sique, la défaillance boursière n'a pas en sur l'euromarché les consépas en sur l'euromarché les consé-quences qu'on pouvait redouter au soir du vendredi 13 octobre. La situation a'étant rapidement stabi-lisée, l'activité primaire devrait reprendre son cours normal ces prochains jours, notamment dans le compartiment du dollar améri-cain

Touchant les devises de notre continent, les tensions qui se manifestent as sein du système monétaire enropéen risquent de raviver la distinction entre monnaies, réputées fortes et faibles. Cette évolution n'est pour l'ins-

qui la distinguent avec le plus de netteté soulignent que, dans son droit fil, s'inscrit per exemple le bon accuell réservé à la dernière émission obligataire en florins néorlandais, devise traditionnelle-ment forts. Il s'agit d'un emprant de 250 millions lancé pour le compte de la compagnis d'assu-rances Aegon sons la direction d'Amro Bank qui sera rémunéré au taux facial de 7,75 % durant dix aux. Les mêmes observateurs instatturs fessionnes en la la diffi-tion de la compagnis de la compagnistic de la c insistent également sur les diffi-cultés rencontrées actuellement dans le marché de l'écu.

Depuis la révision du panier emprunt d'Etat lancé en Italie et des monnaies de l'écu, l'appétit libellé en écus.

L'Italie sert plus de 10 % en écus

Le plus frappant dans le nouvel emprunt italien est qu'il marque le retour au-dessus de 10 % de la rémunération faciale d'une opération obligataire en écus. Il est rare qu'un taux d'intérêt « à deux chiffres soit aux d'intérêt « à deux chiffres soit aux d'intérêt » à deux des soit à le le deux de la leux de chiffres» soit associé à une devise forte. La transaction porte sur 1 milliard d'éous de certificats qui seront rémunérés au taux de 10,15% durant cinq ans. Ru fait, ce niveau est artificiellement flesse miseau est artificiellement élevé, puisqu'il tient compte de la retenne de 12,5 % que prélève à la source le Trésor italien sur les la source le Trésor italien sur les revenus de ses propres emprunts lorsqu'ils sout émis sur son territoire. En fait, le rendement not n'est que de 8.88 %, déduction faite de l'impôt anticipé. Mais, pour sa précédente émission de pertificats en écus, l'Italie pouvait encore se contenter d'offrir un taux facial de 9,65 %, correspondant à un rendement de 8,44 %.

opération en écus a vu le jour la semaine passée. Elle a été lancée quelques heures après l'annonce de l'emprunt du trésor italien auquel elle doit probablement beaucoup. L'exploitation des différences de traitment fiscal entre férences de traitement fiscal entre marchés nationaux et internationanz est à l'origine d'arbitrages qui permettent aux emprunteurs de conclure d'intéressants contrats d'échange. C'est ainsi que le pro-duit de l'euro-emprunt d'IBM

Certains craignent que cette unité monétaire soit appelée à se déprécier du fait même de sa nouvelle composition qui, décidée en juin, est devenue effective à compter de 21 sectembre. Cette dats a. en dit devenue affective à compuser du 21 septembre. Cette dats a, en particulier, marqué l'entrée des devises ibériques, ce qui a conduit à diminuer le poids du deutschemark. La banque centrale allemande s'est empressée de déplorer ce changement, dénonçant « la détérioration de la qualité de la qualité de l'écu » qu'il implila qualité de l'écu » qu'il implique selon elle. Ses critiques ont pris une dimension nouvelle à l'annonce jeudi, d'un nouvel

International Finance, qui porte sur 125 millions d'écus pour une durée de cinq ans, est «swappé» contre des fonds en plusieurs devises europécanes, dont le francfrançais. Son coupon d'intérêt est de 9,125 % et son prix d'émission de 101,625 %, soit des conditions attrayantes pour les investisseurs. L'opération est placée sous la direction de Paribas et de l'eurobanque de la BNP qui s'est charbanque de la BNP qui s'est chargée du swap sous-jacent.

D'un point de vue technique, la transaction d'IBM a tout partica-lièrement reteau l'attention des spécialistes car son lancement devait être effectué selon une formule inspirée de la méthode américaine qui depuis deux mois tend à s'imposer sur le marché de l'eurodollar. Les banques membres du groupe de direction n'ayant pas toutes respecté la dis-cipline nécessaire (qui les obli-geait pendant un certain temps à ne rétrocéder qu'une partie de leur commission), l'expérience n'a

Renforcé par les assurances officielles que la devise française suivrait le deutschemark si ce dernier était réévalué, le compartiment des euro-emprunts en france devrait ouvrir see portes cette semaine à un nouveau débi-

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Un dollar plus faible

Ce que les interventions mas-sives des banques centrales avaient en bien du mal à obtenir les dernières semaines, à savoir un repli indispensable du dollar, l'accès de faiblesse de la Bourse l'accès de faiblesse de la Bourse de New-York du vendredi 13 octobre le fit avec rapidité et afficacité. Le lundi suivant, les cours de la devise américaine perdajont 2 % à l'ouverture. Wali Street, c'est la vitrine de l'Amérique et, la plupart du temps, les variations du billet vert s'alignent sur celles du fameux indice Dow Jones, celuj des valeurs mobilières à revenu variable.

Théoriquement, la remontée

Théoriquement, la remontée partielle du cours à la Bourse de New-York aurait dû doper un peu New-York aurait di doper un peu la devise américaine, mais l'annonce d'une rechute de la balance commerciale des Etats-Unis, avec un déficit de 10,77 milliards de dollars en août contre 8,24 milliards en juillet et une prévision initiale portant sur 9 milliards, avait déjà jeté un froid Paradoxalement une surtre froid. Paradoxalement, une autre nouvelle, rendue publique le jeudi 19 octobre, la hausse modeste des prix de détail en septembre. 0,2 %, n'eut pas pour effet de revigorer le dollar. C'était, pour-tant, une bonne nouvelle : l'infla-tion, on le sait, ronge les mon-naies. Mais c'est compter sans les

calculs à l'envers des opérateurs. Si l'inflation se raientit, la Banque centrale pourra assouplir sa politique, donc abaisser ses taux, phénomène de nature à réduire l'attrait qu'avaient des taux élevés sur les détenteurs internationaux de capitaux. Si le flux de capi-taux se dirigeant vers la zone dol-lar est moins fort, les cours du billet vert baissent et réciproque-ment. Ce sont ces raisonnements

et il faut convenir qu'ils sont pariois blen durs à suivre. Pour l'instant, ces opérateurs tablent sur un glissement de la devise améri-

Le repli du dollar eut pour contrepartie la remontée du mark, dont le cours à Paris dépasse un moment le seuil de 3,40 F (voir plus loin). Il entraîne également la livre sterling, qui restait faible en fin de semaine. Il est vrai que l'économie britannique est toujours en surchauffe, maleré les pronosties, et en dépit de la forte tension des taux d'intérêt. Dans le tension des taux d'intérêt. Dans le Royaume-Uni, le chômage ne touche plus que 6 % de la population active en septembre coutre 6,2 % en août, les prêts des banques et des sociétés de crédit immobilier (building societles) ont augmenté de 10,2 milliards de livres (102 milliards de francs) le mois dermier, au lieu des 70 milliards dernier, au lieu des 70 milliards prévus, le tout avec une inflation au rythme actuel de 7 % et une balance commerciale épouvanta-

Calmer le jeu

Les échanges d'amabilités entre Francfort et Paris au sujet d'une indispensable réévaluation du deutschemark ont baissé d'un ton. ministre des finances, sur le

entre la France et la RFA

En Allemagne, face aux très vives réactions de M. Pierre Bérégovoy, thème «le franc suivra le deuts-chemark», le secrétaire d'Etat aux finances, M. Hans Tietmayer, a jugé bon de réaffirmer que son pays ne cherchaît pas à réévaluer

Cours moyens de cloture du 16 au 20 octobre (La ligne inférieure donne œuz de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	\$E#L	François	Franc solace	D. mark	Franc belge	Plerin	Lire callenne
	1,5889		15,8541	61,5966	53,8648	2,5674	41,7555	0,0733
top-York .	1,5610		15,5473	59,3528	52,7426	2,5151	46,7290	0,9718
	14,3163	3975	1	387,91	139,75	14,1938	391,21	4,6242
****	10,8464	6,4320		385,61_	339,24	16,1770	300,56	4,6207
	2,5620	1,624	2,771		57,542	41745	77,430	1,1921
arich	2,6837	1,6624	25,9328		87,9746	4,1952	77,9439	1,1983
	2,9481	1,2565	29,4334	114,17	•	4,744	11,231	13611
ranciert	2,9597	1,8968	29,4776	113,67	_	4,7686	\$5,5761	1,3621
	61,2526	38,95	6,1752	23,3545	28,9883	-	18,6006	2,855
TELESCO	62,8654	35,76	6,1816	23,8369	26,5765	•	18,5794	2,8563
	3,3252	2,8940	331,99	128,78	112,79	53/61		1,5352
هلبيبعا	3,3495	2,1400	302,71	128,39	112,87	73823	-	1,5374
	2164,83	1364	216,25	838,87	734,72	35,0192	61,3	
,	2172,91	1392	216,42	834,53	734,18	35,0101	659,47	
	Z(\$,91	142,30	22,5686	87,5154	76,606	3,6534	67,9568	1,1043
elajo	224,86	16,59	22,3183	26,8312	75,6857	3,6091	67,0561	8,1631
		~						===

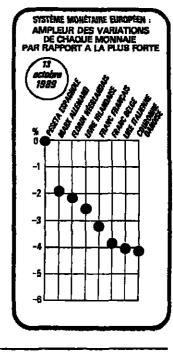
A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 20 octobre, 4,4325 F contre 22 F le vendredi 13 octobre.

souvent compliqués, et parfois sa monnaie vis-à-vis du franc. De totalement inversés, qui motivent les comportements des opérateurs, Bundesbank, M. Helmut Schlesinson côté, le vice-président de la Bundesbank, M. Helmut Schlesinger, atténuant les propos de son ger, atténuant les propos de son président, M. Karl Otto Poeht, a déclaré que le franc français « ne constituait pas la question centrale dans le cadre d'un éventuel réajustement du système monétaire européen. Ce n'est pas la question du deutschemark et du franc qui nous occupe en priorité, mais plutôt les disparités de prix et de coûts dans d'autres pays européens ». Sans doute. er de cours anns à aures pays européens. Sans doute, M. Schlesinger visc-t-il l'Italie et l'Espagne où, effectivement, les prix et les coûts progressent plus vite qu'ailleurs.

On a pu noter, cette semaine, un affaiblissement de la lire its-lienne, attribué, par certains, au fait que la Banque d'Italie n'avait pas voulu relever ses taux d'intéret il y a quinze jours, en même temps que les autres banques centrales européannes. En conséquence, la lire se trouve en queue du système monétaire européen, juste avant la couronne dancise, qui, elle, est carrément à son ers-plancher.

Il n'en reste pas moins que k cours du deutschemark à Paris est, à nou veau, collé au souil de 3,40 F, seuil d'alerte pour la Banque de France, qui n'aime pas voir la devise allemande se rap-procher de son cours-plafond de 3,43 F.

FRANÇOIS RENARD



MATIÈRES PREMIÈRES

Veillée d'armes sur les céréales

Si les marchés céréaliers sont restés relativement stables ces jours derniers, le blé et le mais évoluant respectivement autour de 405 cents et 245 cents par bois-scau, une série de statistiques et de déclarations rendues publiques récemment laissent penser que le calme n'est qu'apparent. Les don-nées chiffrées montrent que les gros exportateurs et les importateurs traditionnels vont disposer de récoltes supérieures aux prévisions. On risque d'assister à une nouvelle foire d'empoigne entre les grandes

En France, l'Office national interprofessionnel des céréales (ONIC) a d'abord indiqué que la récolte de blé tendre atteindrait, pour la campagne 1989-1990, 30,35 millions de tonnes contre 28,4 millions de tonnes à l'issue de la précédente. A l'échelon européen, les Douze devraient avoir produit 160,5 millions de tonnes, soit 500,000 tonnes au-delà de la quantité maximale garantie (QMG). Ce dépassement sera, selon toute probabilité, sanctionné par une baisse de 3% du prix garanti par Bruxelles.

Le département américain de l'agriculture (USDA) vient d'esti-

PRODUITS	COURS DU 20-10
Cultre h. g. (Louiss)	1 222 (- 49)
Trais mois	Livres/tome
Aluminhum (Louise)	1 \$15 (+ 30)
Trois mois	Livres/toppe
Nichel (Laubs)	10 200 (+ 25)
Trois mois	Dollars/tonse
Sucre (Pais)	2 450 (- 65)
Décembre	Francs/tonno
Caffé (Lanira)	714 (- 21)
Novembre	Livros/toque
Cacae (New York)	994 (~ 3)
Décembre	Dollars/tonns
Rif (Chings)	407 (- 1)
Décembre	Cents/baissess
Mais (Chap)	241 (+ 7)
Décembre	Conts/boisson
Soja (Chicago)	184,20 (+ 5,9)

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

mer à 189.2 millions de toumes la moins passée inaperçue que, dans récolte de mals (contre 185,9 millions de tonnes dans set calculs de septembre et 125 millions de tonnes en 1988). L'USDA a, en revanche, révisé à la baisse son pronostic sur le blé, évaluant la récolte à 55,52 millions de tonnes (soit une correction de 100 000 tonnes). La progression reste cependant subs-tantielle, comparée à la récotte de 49,9 millions de tonnes de 1988. Le Canada a lui aussi repris vigueur dans le concert céréalier mondial pnisque, en 1989-1990, sa produc-tion de blé va augmenter de 47 % pour atteindre 23,4 millions de tonnes. Ses exportations, qui devraient progresser de 34 % et s'établir à 16,7 millions de tonnes, ne hai permettront pas, cependant, de reprendre sa deuxième place d'exportateur mondial, derrière les Etats-Unis.

Du côté des acheteurs, les prévisions concernant l'Union soviétique montrent que la récolte céréalière y sera supérieure à la précédente, avec quelque 205 millions de tonnes (contre 195 millions de tonnes l'an passé). Quant aux besoins d'importation de Moscou, ils se réduiront logiquement autour de 31 millions de tonnes (14 mil-lions de tonnes de blé, 17 millions de tonnes d'autres céréales), soit, an total, 9 millions de tonnes de moins qu'en 1988.

Dans ce contexte, le conseil international du blé a ramené à 95 millions de tonnes son estima-tion du commerce mondial pour la campagne en cours (-3 millions de tonnes). La production de blé, qui s'élèvera à 815 millions de tonnes environ, sera supérisure de 85 millions de tonnes à celle de

Tout semble ainsi réuni pour que de nouveau s'affrontent les géants du grain, chacun syant rétabli sa force de frappe céréalière face à un marché en contraction. Les hosti-lités ont d'ailleurs commencé, les Etats-Unis multipliant ces dernières semaines les offensives de charme à l'adresse du Maghreb pour lui écouler - à coups de subventions - de grosses quantités de grain. Cette manœuvre est d'autant

le même temps, le secrétaire améri-cain à l'agriculture, M. Clayton Yeutter, dénonçait devant les Nations unies « les distorsions provoquées par les politiques commerciales des pays industrialisés » qui coûtent chaque année 16 mil-liards de doliers aux Etats du tiersmonde. « Les politiques protectionnistes et les subventions agricole, de la CEE ont entraîné un manque à gagner de 8 milliards de dollars aux pays les plus pau-vres, a-t-il affirmé la 17 octobre, celles des Etats-Unis et du Japon un manque à gagner de 4 milliards de dollars, » La Communauté a été habituée par les Etats-Unis, dans le passé, à cet écart entre la pratique et le discours. L'option zéro (abolition de toutes les subventions) en agriculture n'est pas pour demain, au moment où la concurrence reprend de son acuité. L'ONIC craint que les Soviétiques ne préfèrent cette année le blé américain aux céréales françaises. Les Etats-Unis, qui ont tiré l'an passé 40 milliards de dollars de leurs exportations de grain, craignent, outre l'agressivité commerciale de la CEE, celle de leur voisin canadien. Une récente étude de l'USDA montre que, en 1988-1989, les ventes céréalières améri-caines out régressé à destination du Japon, de l'Afrique du Nord, du Moyen-Orient et de l'Amérique Latine.

La commission canadienne des grains a fait savoir, le 17 octobre, que Ottawa était devenu l'an passé le premier fournisseur de céréales et oléagineux du Japon (à hauteur de 4 millions de tonnes). La sai-son 90 s'annonce animée et la partie ne fait que commencer. Washington a marqué des points, mercredi, en annonçant une vente de 300 000 tonnes de blé aux Chinois, portant ses ventes à Pékin à 4,3 millions de tonnes depuis l'été. Moscou a pour sa part acheté, depuis le l' octobre, 250 000 tonnes de soja aux Ezats-Unis, La CRE a jusqu'ici vendu 1 million de tonnes d'orge aux Soviétiques, dont la moitié d'origine française.

ERIC FOTTORINO

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Légère détente

On ne peut pas souffrir toutes largesses de la part des banques refinancement hypothécaire fut les semaines avec la même intensité : cela épuise, et les marchés sont toujours en quête d'un nou-vel espoir celui d'une baisse des taux, bien entendu.

Cet espoir, bien timide, est réapparu aux Etats-Unis, où l'annonce d'une hausse des prix de détail de seulement 0,2 % en septembre a mis du baume au cœur des opérateurs. Ces derniers attendaient une augmentation de 0,4 %. Ils ont été heureusement surpris et en ont déduit, un peu vite sans doute, que la Réserve fédérale allait assouplir sa politi-que. Pour l'instant, celle-ci n'en fait rien. Jendi et vendredi, elle a repris aux marchés américains les liquidités qui leur avaient été pro-diguées lundi, mardi et mercredi, pour éviter un krach à la Banque de New-York

La prudence de la Réserve fédérale s'explique, surtout après la hausse de 0,9 % du prix de gros américain en septembre due, en partie, à l'augmentation du prix du pétrole. Or la modération de la progression des prix de détail pour ce même mois de septembre s'explique par la diminu-tion des tarifs du brut, donc il convient d'être prudent. De toute façon, les autorités monétaires attendent la confirmation du «bon» indice de septembre pour prendre une décision en ce qui concerne leur politique.

Le rendement des emprunts du Trésor américain a baissé après une remontée initiale en début de semaine. Il est revenu, à la fin de la semaine, de 8,03 % à 7,97 % pour le «trente ans».

après l'accès de pessimisme de la semaine précédente, passant lundi 16 octobre de 105,98 à plus de 107 sur l'échéance décembre. Par la suite, ce bel optimisme reflua quelque peu, la Banque fédérale d'Allemagne alimentant son mar-ché jusqu'à 8,10 % au-dessus du nouveau taux Lombard de 8 % et la Réserve fédérale resserrant la vis, comme on l'a vu. Maintenant, les opérateurs voient évoluer les cours du MATIF dans une plage

Sur le marché obligataire, tou-

d'environ 8,85 % et un loyer de l'argent au jour le jour de 9,75 % environ, la relative amélioration du climat sur le MATIF et les timides espoirs américains ont réchauffé un peu une atmosphère glaciale. Le sang a, effectivement, cessé de couler, du moins pour l'instant Ainsi, la Banque française pour le commerce extérieur a pu porter de 1,2 milliard à 1.5 milliard de francs son emorunt à six ans et le rendement s'est élevé à 9,4% avec la rétrocession sur commission de placement. Sa décote sur le marché gris n'atteignait que 0,70 % - 0,90 % à l'intérieur, donc, de 1,20 % de commission. « C'est royal », estimait un opérateur par A Paris, le mini krach de Wall rapport à ce qui se passait la Street, le vendredi 13 en fin de semaine dernière. C'était aussi séance, fut considéré comme une une rénssite pour la BNP, chef de aubaine. Le marché entrevit, immédiatement, la possibilité de liard de francs de la Caisse de

centrales souciouses d'éviter la un peu moins satisfaisante avec chute des cours des bourses. De un rendement moyen de 9,38 %. telles largesses devant, logique- A la veille du week-end, on ment, provoquer une baisse des annonçait deux emprunts de ban-taux d'intérêt, les cours du que à réseaux. Le Crédit lyonnais taux d'intérêt, les cours du MATIF, anticipant un tel phénomène, rebondirent assez vivement ans et 9,23% et le Crédit mutuel. 1,11 milliard. An Crédit agricole plusieurs caisses régionales ont lancé un emprunt groupé de sous forme de titres subordonnés remboursables, ganrantia par la Caisse nationale.

Pour finir, rendons à César ce qui est à César: la position de chef de file dans l'emprunt de la CCCE à «écart protégé», pas trop mal réusei la semaine der-nière, revient à la BNP, devant la Société générale et Indosuez. Le CEPME assure, d'autre part, Sur le marché obligataire, tou-jours en inversion de taux, avec des rendements d'Etat à dix ans dont mous avions dit qu'il avait fort décoté vendredi dernier. Les variations sont si fortes sur les cours, tout au long de la semaine, qu'il arrive qu'on ne sache plus à quelle référence se vouer.

ou indexé 20-10-89 Diff. PME 10,6 % 1976

Valeurs à revenu fixe

100,30 - 1,10 121,19 + 0,19 100,55 - 0,15 100,30 - 8,60 99,10 - 8,50 102,25 - 0,25 101,29 - 0,14 103,41 - 0,19 2 790 PME 10,5 % 1976 3,80 % 1977 10 % 1978 9,80 % 1978 9 % 1979 10,80 % 1979 16,20 % 1982 16 % 1982 CNE 3 %
CNB bq. 5 000 F...
CNB Probes 5 000 F...
CNB Sucz 5 000 F...
CNI 5 000 F...

The state of the s

espèces menacées dans leur habi-

tat. La mise en annexe I, selon lui représente un échec : l'impossibi

lité d'exploiter une ressource natu-

telle devenue trop rare. L'idéal, c'est de pouvoir faire commerce,

sous l'œil vigilant de la CITES, du

patrimoine naturel convenable-ment géré.

En cette année de prise de

conscience verte à travers la pla-

mondiale, il faudra de nouveau une

majorité des deux tiers, ce qui est toujours difficile dans une enceinte

de plus en plus sensible aux vents de l'opinion publique. Lorsque les Etats-Unis, la Communauté euro-péenne, le Japon et même Hong-

kong renoncent aux importations d'ivoire, on peut penser que la par-

tie est perdue pour les sculpteurs, négociants... et leurs pourvoyeurs

Les délégnés de Lausanne se sont montrés si déterminés qu'ils

ont même interdit l'exportation des

d'ores et déjà prévenu qu'ils refuse

raient l'entrée des trophées chez

eux. Les ranchers sud-africains ou

zimbabwéens devront se concen-trer sur les émirats arabes - non

signataires de la convention - pour

écouler leur production éléphan-

tine. Ouant aux amateurs de

chasse sportive, ils devront prévoir

une résidence secondaire dans un

pays tiers pour exposer leurs tro-phées...

(presque tous braconniers).

Le commerce international de l'ivoire est interdit jusqu'en 1992

Après deux semaines de travaux, la septième conférence de la CITES (Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction) s'est achevée le 20 octobre à Lausanne. Pour les délégués des cent trois Etats signataires de cette convention, ainsi que pour les représentants des organisations non gouvernementales, l'enjeu essentiel, cette année, aura été le sort de l'éléphant d'Afrique. Au terme d'âpres discussions, une très nette majorité s'est dégagée en faveur de l'interdiction complète du commerce de l'ivoire.

LAUSANNE

de notre envoyé spécial

« C'est la victoire de l'éléphant / », a constaté avec jubila-tion le délégué du Zalre, lors de la séance de clôture, vendredi 20 octobre. Ce fut surtout la victoire de tous ceux qui, malgré les pressions des négociants en ivoire des pays d'Afrique australe réputés bons gestionnaires et aussi du secrétariat de la CITES, ont su convaincre les deux tiers des délégués présents à Lausanne que la survie de l'éléphant d'Afrique valait bien un moratoire. Par valait bien un moratoire. Par soixante-seize voix contre onze, en effet, les Etats - parties - de la convention signée à Washington en 1973 ont décidé de transférer l'espèce Loxodonta africana (l'éléphant d'Afrique) de l'annexe II à l'annexe I, c'est-à-dire d'en interdire complètement le commerce international qu'il s'avisse des international, qu'il s'agisse des défenses, de la peau, de la viande on de tout autre produit tiré du

Cette décision ne prendra vrai-ment effet que dans trois mois, le 18 janvier 1990, lorsque les Etats concernés auront émis le cas échéant leurs réserves – ce qui les dispense d'appliquer les décisions de la CITES. Mais elle n'a pas été ise sans mal. Dans le camp des prohibitionnistes, menés notamment par les Etats-Unis et la

France, on a d'emblée demandé l'interdiction de tout commerce de l'ivoire, seul moyen de mettre un terme à l'hécatombe observée en Afrique depuis 1971. Selon ces délégations, qui avaient reçu le ren-fort du Kenya, de la Somalie et de la Tanzanie, on ne peut sauver les quelques centaines de milliers (1) d'éléphants qui subsistent sur le continent noir qu'en « cassant la demande des pays occidentaux et asiatiques », comme l'a demandé le secrétaire d'Etat français à l'environnement, M. Brice

Tel n'était pas l'avis des pays de l'Afrique australe, menés par le Zimbabwe, dont le troupeau d'éléphants est passé en dix ans de trente mille à quarante-trois mille têtes, grâce à une politique d'exploitation rationnelle du chep-Cette politique consiste à associer les villageois aux profits de l'abattage des éléphants « surmuméraires », dont on vend non seule-ment les défenses mais aussi la viande et la peau, très prisée aux Etats-Unis pour la confection de bottes et d'attachés-cases.

Rendez-vous ап Јароп

Fort de cette expérience, effective-ment très efficace mais difficilement transposable plus an nord, le Zimbabwe a demandé le maintien de l'éléphant en annexe II (commerce réglementé par des quotas) pour lui-même et ses voisins du cône sud : Afrique du Sud, Bots-wans, Malawi, Mozambique, Zambie et même pour deux Etats non encore signataires de la convention comme l'Angola et la Namibie.

Cette résistance australe, toutefois, a été emportée par une propo-sition astucieuse de la Somalie : on place l'éléphant en annexe I. mais on met sur pied un comité d'experts qui examinera l'éventuel retour à l'annexe II lors de la prochaîne conférence. Pour Eugène Lapointe, le secrétaire général de la CITES, cette promesse de réexamen revient à imposer un mora-toire de deux ans, rien de plus. Chargée de surveiller le com international de la flore et de la faune sauvage, la CITES n'a pas pour mission de protéger les

A Istres (Bouches-du-Rhône) La COGEMA en échec

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Dans un jugement rendu le jeudi 19 octobre, la troisième chambre du tribunal administratif de Marseille, présidée par M. Jean-Pierre Girard, a annulé un arrêté du pré-fet des Bouches-du-Rhône, en date du 29 juillet 1988, autorisant la société COGEMA (Compagnie générale des matières nucléaires) à exploiter, à Istres, un stockage de nète, une nette majorité de pays out rejeté cette conception mercan-tile et consumériste de la nature. Pour ramener l'éléphant d'Afrique en annexe II, c'est-à-dire pour en réautoriser la commercialisation sesquioxyde d'uranium appauvri d'une capacité de 280 000 tonnes.

Cette décision fait suite à un ecours qui avait été déposé par 'Association contre le stockage de matières radioactives d'Istres-Miramas (CSMR) à laquelle s'étaient joints six centres autres requérants ainsi que les Verts. Elle est fondée principalement sur deux motifs : l'absence de chiffrage des mesures prévues pour supprimer, diminuer on compenser les conséquences dommnageables du projet sur l'environnement et le caractère insuffisamment complet de l'étude des dangers.

La CSMR se bat depuis près de deux ans contre ce projet - également désapprouvé par les élus de ont meme interuit i exportation des trophées de chasse, malgré les appels du pied insistants de pays officiellement opposés au com-merce de l'ivoire comme le Zafre, le Congo, le Gabon et le Came-roun... Les Etats-Unis, l'Allemagne fédérale, la Suisse et la France ont neuf communes du pourtour de l'étang de Berre - dont les risques ont, selon elle, été sous-estimés, sur an site déjà très encombré par des infrastructures et des industries civiles et militaires. Elle avait organisé un référendum populaire le 30 mai 1988, au cours duquel six mille personnes s'étaient prononcées contre le stockage. Ses adhérents avaient, par ailleurs, tenté de s' opposer physiquement le 28 sep-tembre et le 5 octobre à l'arrivée des premiers conteneurs de sesquioxyde d'uranium provenant de Pierrelatte (Drôme) en s'enchaînant sur la voie ferrée qui dessert le site de la COGEMA.

Clin d'œil final : les délégués de Lausanne ont décidé que leur pro-chaine conférence se tiendrait en La présidente de la CSMR, Mª Guylaine Cozza et le député européen des Verts, M. Gérard 1992... au Japon, le pays qui consomme actuellement 40 % de l'ivoire mondial! Une manière sub-Monnier-Besombes, se sont réjouis que, « pour la première fois, la toute-puissante COGEMA mette tile de contraindre Tokyo à se reti-rer du marché de l'or blanc. un genou à terre. La décision du tribunal administratif démontre qu'elle a fait preuve de légéreté dans la constitution du dossier ».

L'affaire du port du voile musulman

Les syndicats d'enseignants défendent l'école laïque

La situation était toujours bloquée, samedi 21 octobre, au collège de Creil (Oise) où a commencé la polémique sur le port du voile par des élèves musulmanes. Un comité de soutien des trois jeunes filles a été constitué. Une plainte devrait être déposée pour ₡ discrimination raciale ». Mº Vergès a accepté de se saisir du dossier. A Marseille, à Avignon et à Montpellier, le contentieux demeure entre les autorités scolaires et des ieunes filles qui veulent aussi garder le voile pendant les cours.

Ce sont les défenseurs de l'école laïque qui, vendredi 20 octobre, se sont surtout exprimés sur cette affaire. La FEN et SOS-Racisme ont publié un communiqué commun mettant en garde contre le ris que de mise à l'écart - des filles du droit à l'accès aux connaissance à l'esprit critique, à la responsal lité, à l'émancipation pour tous et toutes ». « L'école de la Républi-que a le devoir d'accueillir à égalité tous les jeunes sans discrimi-nation », affirment la FEN et SOS-Racisme, qui ajoutent que ces principes « s'imposent aussi aux familles et aux jeunes eux-

M. Yannick Simbron, secrétaire général de la FEN, a même souli-gné que le droit à la différence devait être limité : « Le droit à l'éducation doit primer sur le droit à respecter des pratiques couru-mières ou religieuses. M. Jean-Michel Boullier, secrétaire général du SGEN-CFDT, a insisté de son côté sur les risques de montée des intégrismes : « Fanatismes reli-gieux, condamnations à mort d'écrivains, incendles de cinémas. La montée des intégrismes touche aujourd'hui l'école en utilisant les enfants. Bas les foulards, il faut limiter au maximum les signes ostentatoires qui peuvent déclencher des mini-guerres. »

A Toulouse, M. Lionel Jospin. ministre de l'éducation, a de nouveau pris la défense de l'école laique et lancé un appel à l'apaise-ment des esprits : « L'école de la République accueille tous les enjants, donnant une formidable leçon de tolérance, et il est normal qu'elle cherche la manière la plus derne, humaine, de faire vivre

Depuis quelques années, l'Eglise une redéfinition du cadre de cette laïcité, une plus grande ouverture à l'expression des convictions reli-gieuses : « Ce cadre reste à définir, a déclaré, vendredi 20 octobre à Lyon, Mgr Decourtray, président de la Conférence épiscopale fran-çaise. Cette histoire est une invitation à travailler sérieusement cette non a travailler serieusement cette question. Pourquoi trois jeunes filles voilées soulèvent-elles une polémique? Je ne suis pas person-nellement choqué de rencontrer es femmes portant le foulard islamique dans la rue. Je le suis davantage par certaines manifesta-tions de dévergondage.

M= Mitterrand: « Accepter les traditions »

Quant à M= Danièle Mitter-rand, elle a pris le point de vue des jeunes musulmanes, en déclarant vendredi à Vic-le-Courte (Puy-de-Dôme), où elle visitait une classe d'enfants réfugiés du Kurdistan :
- Si aujourd'hui, deux cents ans après la Révolution, la laïcité ne pouvait accueillir toutes les relitions, toutes les expressions en France, c'est qu'il y aurait un recul. Si le voile est l'expression d'une religion, nous devons accep-ter les traditions quelles qu'elles

□ Manifestation dimenche 22 octobre. - Une manifestation a été annoncée pour dimanche 22 octobre après-midi, de Barbès à République à Paris, par La Voix de l'Islam, organisation très minoritaire, qui avait déjà organisé défilé contre l'écrivain Rusdhie le 26 février dernier, et par l'Association islamique en France, essentiel lement composée de Turcs, mem-bre de la Fédération nationale des musulmans de France. Celle-ci a cependant pris ses distances avec une telle manifestation destinée à protester contre l'interdiction des franlands à l'école, et elle est également désavouée par la Mosquée de

L'ESSENTIEL

DATES.

Il y a soixante ans, le krach de Wall

TELEPANGER AND « Offenheit » en RDA

M. Grenz tente de séduire la population, mais l'« esprit d'ouverture », version est-allemande de la glasnost, n'exclut pas le souci de la pré-

La France jugera le capitaine Astiz

Le militaire argentin, tortionnaire amnistié dans son pays, sera jugé - par contumace - à Paris dans l'affaire de l'enlèvement, en 1977, de deux religieuses françaises . . . 4

Les cachets de M. Reagan au Japon

Une tournée fructueuse pour l'ancien président américain, avec des millions de dollars à la clé . . . 5

FISCH POETLOUP! Conseil politique du CDS

Les débats devaient porter essenlement sur la stratégie d'autonomie des centristes, partagés entre leur spécificité et leur fidélité à

La marine et ses avions

M. Chevenement réplique aux responsables de la manne nationale à propos du remplacement des avions

SOCIETE: V

M. Arpaillange, cible de l'USM

Au congrès de l'Union syndicale des magistrats, la politique budgétaire du garde des sceaux a été vivement

Championnats du monde de gymnastique

La défaite, à Stuttgart, de la Roumaine Daniela Silivas 8

CULTURE** La mode.

première mi-temps Les défilés du prêt-à-porter des

créateurs et couturiers ont commencé dans la cour Carrée du Louvre, et débordent un peu partout dans Paris : rêve, émerveillement, rmation parfois 9

Les projets de Gérard Mortier pour Salzbourg

L'homme qui a donné à Bruxelles un opéra de renommée internationale s'apprête à bouleverser Salzbourg, où il succède à Karajan 9

REGIONS Une friche modèle

dans les Landes Sur le site d'une ancienne centrale d'EDF, la création d'un pôle d'acti-

- E--√ECONOMIE

L'avenir de La Ciotat Le maire de la ville, M. Jean-Pierre Lafond, propose son propre plan

Services Abonnements2

Spectacles 10 félévision11 La télématique du Monde : 3615 LEMONDE

3615 LM

Le numéro du « Monde : daté 21 octobre 1989 a été tiré à 527 758 exemple

Stationnement à la carte

(1) Les évaluations varient entre 600 000 et 300 000 têtes.

ROGER CANS

Après la télécarte, bientôt la carte «S», comme stationnement. Une carte à cristaux liquides qui permettra de paver le stationnement sans manipu-

La rencontre d'un homme d'affaires, PDG de la Société financière de Paris, M. Jacques-Henri Djian, et de deux inven-teurs, MM. Claude Saglio et Peaux, a donné naissance à cette carte, dont l'usage est sur le point de se répandre en France et en Italie. C'est la société Matra qui la fabriquera. Six cent mille exemplaires seront livrés avant la fin de l'année aux villes de Florence et de Modène. Les villes de Paris, Bordeaux, Grezoble, Metz, Brest sont intéressées La SEITA assurera la diffusion

La carte «S» est de même dimension que la carte de télé-phone. Son prix d'achat sera de 100 à 200 francs; il correspondra à un crédit équivalent de stationnement. Après avoir affiché sur le petit écran à cristaux liquides qu'elle comporte le tarif horaire de la zone où se trouve son véhicule, l'utilisateur la glissera dans un support en plastique accroché derrière le pare-brise. Dès lors, le temps défilera jusqu'au maximum autorisé de deux heures. Mais, si l'automoliste revient au bout de cinq minutes il n'aura dépensé que la somme correspondant au temps réel de stationnement. A mesure que l'usage de la carte électronique se répandra, les parcomètres et les horodateurs pourront dis-

Le problème en suspens est moins social que pratique. Les « collecteurs de fonds » dont le besoin disparaîtra seront reconvertis à d'autres tâches. En revanche, tant que l'usage ne sera pas généralisé, comment rétribuera-t-on la commune-lieu du stationnement si la carte a pu être achetée hors de ses fron-

paraître.

EN BREF

retardé? - La mission de la navette Atlantis, lancée le 18 octo bre, pourrait être prolongée en rai-son des mauvaises conditions atmosphériques annoncées en Californie. L'équipage, qui devait normalement revenir sur Terre lundi 23 octobre, à 20 h 38 (heure française), pourrait ainsi bénéficier d'une journée supplémentaire

dans l'espace. - (AFP, AP.) Le Sénat américain en désa cord avec M. Bush au sujet de l'avortement. – Le Sénat américain a approuvé, jeudi 19 octobre, un projet de loi qui autorise le ment par des fonds fédéraux des avortements des victimes d'inceste ou de viol. Le texte de loi a été voté à une majorité suffisante pour passer outre au veto que M. George Bush avait décidé d'opposer à cette loi. (AFP.)

Rupture des négociations entre Ford et Sanb-Scania. - Les nstructeurs automobiles Ford Motor et Saab-Scania ont annoncé. le vendredi 20 octobre, la rupture des négociations qui auraient dis conduire, selon les observateurs, à une prise de participation du séant américain dans le capital de l'entreprise suédoise. Cette rupture est intervenue alors que Saab-Scania annonçait, le même jour, une perte de 1,2 milliard de couronnes (autant de francs), intervenue dans sa division automobile au cours des huit premiers mois de

 Mort du guitariste Alan Mur-phy. – Alan Murphy, le guitariste du groupe rock anglais Level 42, est mort à Londres le 20 octobre d'une preumonie due au sida. Il était âgé de trente-cinq ans.

🛘 Le prix du Comité d'histoire de la radiodiffusion. - Le Comité d'histoire de la radiodiffusion vient d'attribuer son prix 1989 à M. Christian Brochant pour son Histoire de la radiotélévision en France, des origines à 1974, sujet de sa thèse de doctorat soutenne à Paris-VII. Ce prix lui a été remis à la Maison de Radio France par M. Henri Amouroux, membre de l'Institut.

□ Comité d'histoire de la radiodiffusion, 11, rue Hamelin, 75016

Prière du vendredi à la Mosouée de Paris « Pas de compromis possible

avec Dieu » Une fois de plus, la commu-

nauté musulmane sa sent mai imée, isolée, incomprise, ditelle, des médias, des responsa-bles éducatifs, de la classe politique. A la Mosquée de Paris, l'effervescence régnait, ven-dredi 20 octobre à l'heure de la prière. Une certaine incrédulité aussi devant les proportions prises par cette affaire : « Dans es écoles françaises, on a donc le droit de porter une mini-jupe, mais pas de foulard ! », dit Abdelkrim, jeune tunisien, dans un éclat de rire nerveux. L'image de la France, € terre

de liberté », est plutôt malme-née. On convient que la laïcité à la française n'est guère compatible avec une religion qui ne peut pas être vécue seulement de manière privée, Mais pour ces jeunes musulmans pratiquants de la prière du vendredi, la laïcité est synonyme de liberté d'afficher une différence. Les kippas juives, les petites croix ne sont pas, en pratique, interdites à l'école publique. Pourquoi, se demandent-ils, cet rourquor, se demandemens, cet « ostracisme » à l'égard des musulmanes ? « On marche sur la tête, dit un Algérien, Sabi, qui habite la rue Seint-Denis. Je respecte la liberté de mes frères musulmans qui pratiquent dans mon quartier le prostitution. Et dans le même temps, je devrais renoncer à la liberté, pour ma fille, d'aller à l'école en foulard ? >

L'interdiction du hidjeb à l'école paraît d'autant plus inopportune qu'elle vise des enfants élevés religieusement. « On pénalise des jeunes très minoritaires qui veulent vivre sagement leur religion, dit Kamel, alors que la plupart des musulmans de leur âge, nés et élevés en France, ne pensent qu'à sortir en boits. Pour les Français, les beurs sont ou bien non pretiquents et délinquents, ou pratiquents et intégristes.» Les médias sont accusés de grossir les traits, de coller à l'islam, à pleines pages de cou-verture dans les hebdomedaires, l'image d'un fanatisme religieux. « On a eu Rushdie, les

affaires de mosquée à Charvieu et à Lyon, et maintenant le voile : on voudrait tout faire pour encourager les idées lepénistes qu'on ne s'y prendrait pas autrement », estiment en

chœur des jeunes Maghrébins. La grande question est bien de savoir si, pour les musulmans, le port du voile est une obligation religieuse ou non. Les pays d'Afrique du Nord, en particulier, sont eux-mêmes très divisés. « Ce n'est pas une obligation », tranche pour sa part le cheikh Missourn, vice-recteur de la Mosquée de Paris. Autre son de cloche chez les iermes musulmans venus prier vendredi : « Quand Dieu ordonne quelque chose, il n'y a pas de compromis possible, comme on a voulu le faire croire à Creil, explique Abdelatif. On n'est pas obligé de choisir l'islam, mais ger jusqu'au bout, que cela ne ou pas l'entourage. »

Une intransigeance qu'on retrouve chez les jeunes Maghnébines ou leurs mères, que le port constant du hidjeb ne gêne aucunement. « Au contraire, dit Malika, je suis beaucoup mieux dans ma peau depuis que je porte le voile. Avant, je devais me maquiller tous les jours. Aujourd'hui, je ne le fais plus que pour mon meri. » Le voile est considéré comme une forme de protection des regards masculins. « Je n'eniève mon voite que devant mon mari ou devant caux que je sais ne pas pouvoir épouser. » (NDLR : père, beaupère, frères, neveux).

« Ou vous nous intégrez comme nous sommes. Ou vous nous expuiseza, dit un musulman âgé, particulièrement excédé. Mais cet avis est loin d'être partagé. Jeune universitaire musukman, Sadek Sellam ment, parlant des beurs : « L'intégration ne pourra pas se faire contre leur gré. Plus il seront comme ici sommés de MAR. Ohus ils s'islamiseront. »

HENRI TINCO